

PROCHE-ORIENT

Liban

LA CENSURE PORTERA SUR L'ENSEMBLE DES INFORMATIONS POLITIQUES ET SOCIALES

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — La censure a été établie au Liban, à dater de ce lundi 3 janvier 1977, en vertu du premier décret promulgué par le gouvernement libanais, qui a obtenu, le 24 décembre, du Parlement des pouvoirs spéciaux en matière législative. Les journaux suspendus de facto depuis environ deux semaines devraient pouvoir republier dès le mardi 4 janvier après l'évacuation de leurs locaux par les soldats syriens et la fin de la dissuasion arabe.

Le président du syndicat des journalistes, M. Karam, qui entend de bon œil les relations avec Damas, a assuré que tous les organes de presse concernés avaient décidé de republier sous le nouveau régime de la censure, et a ajouté que des obstacles matériels, notamment des débits dans les imprimeries, ne nous empêchent pas de le faire.

Le décret-loi instituant la censure s'applique à toute publication imprimée. Le directeur de la sûreté générale est chargé de la mettre en œuvre. Il a nommé des commissions composées de vingt-cinq membres, en principe, d'une censure civile, l'état d'urgence n'ayant pas été proclamé. Les prérogatives du directeur de la sûreté sont larges, puisqu'il a aussi bien le droit d'interdire tout ou partie d'une information que de saisir tout journal contrevenant. Les sujets soumis à contrôle sont essentiellement les suivants :

« Les dissensions confessionnelles ; le refus de l'adhésion à la patrie ; les appels à la partition du pays ; les accusations contre la présidence de la République ; les relations du Liban avec les États arabes, et, en particulier, les attaques contre les chefs de ces États ; les mouvements et intentions de la force de dissuasion arabe, à l'exception de ceux faisant l'objet d'un communiqué officiel ; les affaires concernant les armements ; les incidents troublant l'ordre public ; les affaires d'espionnage ; les atteintes aux personnes ; les informations de nature à ébranler la confiance dans l'économie du pays ».

Les peines prévues contre les contrevenants vont jusqu'à trois ans de prison avec un minimum d'un mois, et jusqu'à 15 000 livres (30 000 francs) d'amende. En cas de récidive, la licence de la publication peut être annulée.

En ce qui concerne la presse étrangère, on précise de sources gouvernementales que les agences seront soumises à la censure, bien qu'elles n'aient pas encore été avisées. Enfin, il y a lieu de noter que si la censure s'applique aux publications, elle ne touche ni la radio ni la télévision. On a signalé deux stations de radio utilisant les émetteurs de l'État ont fusionné à la mi-décembre et si les stations de télévision pratiquent une autocensure stricte, la radio phalangiste émettait sous le nom de la Voix du Liban n'a pas cessé ses programmes et n'est pas soumise à contrôle. Elle a ainsi rapporté lundi matin un incident survenu dans la nuit de samedi à dimanche dans le secteur palestinien progressiste de Beyrouth entre des membres du parti socialiste progressiste de M. Jomblatt et des militaires syriens, et qui a fait au moins un mort de chaque côté. Le militaire tué était un jeune syrien. Cette information n'est pas rapportée par les journaux libanais qui ont paru lundi matin à Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

A bord de son bateau « Shalom »

M. ABIE NATHAN A FRANCHI LE CANAL DE SUEZ POUR LA PREMIÈRE FOIS

(De notre correspondant.)

Le Caire. — A bord de son bateau *Shalom* (Paix), M. Abie Nathan a franchi le canal de Suez, dans le sens nord-sud, dimanche 3 janvier. Malgré une surveillance particulière, le *Shalom* a traversé la voie d'eau internationale connue sous le nom de canal de Suez. M. Nathan, qui a été le premier citoyen israélien à pénétrer en Égypte avec l'accord des autorités de ce pays depuis la fondation d'Israël en 1948. Le Caire espère que sa décision, malgré le caractère « anecdotique » que lui confère la personnalité de M. Nathan, sera considérée par l'opinion publique internationale comme un nouveau « geste de paix des Arabes ».

M. Abie Nathan avait déjà tenté, dans un esprit de paix, de venir en Égypte, mais chaque fois il avait été refoulé, d'ailleurs avec égards, par la police égyptienne, au Caire en juin 1969 et à deux reprises à Port-Saïd, en juillet et septembre 1975.

En dépit du démenti palestinien à propos d'une « déclaration commune »

Les contacts entre M. Peled et l'O.L.P. semblent avoir ébauché un rapprochement

Les membres dirigeants du conseil Israël-Palestine, qui regroupent des personnalités israéliennes favorables à la paix avec les Palestiniens, ont présenté, à Tel-Aviv, l'Émirat, le 2 janvier, un texte élaboré à la suite d'une rencontre à Paris, les 31 décembre 1976 et 1^{er} janvier 1977, entre le général de réserve israélien Peled et un « membre du conseil directeur de l'O.L.P. proche de M. Arafat ».

Le conseil Israël-Palestine a précisé que ce document n'avait pas été signé par cette personnalité palestinienne, mais a estimé qu'il ne sera pas démenti et pourrait être même confirmé « en bonne et due forme ».

A Beyrouth, M. Farouk Kaddoumi, chef du

département politique de l'O.L.P., a affirmé cependant que son organisation n'était pas en courant de l'existence d'un tel texte. Interrogé ce lundi au sujet de la mise au point de M. Kaddoumi, M. Peled a déclaré que ce démenti portait uniquement sur la signature par un représentant de l'O.L.P. d'un communiqué commun. Or M. Peled assure n'avoir jamais fait état de cette signature, et il confirme que la rencontre de Paris avait bien eu lieu. Il ajoute que son interlocuteur palestinien, après avoir consulté Beyrouth par téléphone, a la suite de la publication du document de M. Kaddoumi, lui a pleinement confirmé les termes de la « déclaration écrite » dont il avait fait état au cours de la conférence de presse.

De notre correspondant

Jérusalem. — Il va, semble-t-il, devenir de plus en plus difficile aux dirigeants israéliens de soutenir, comme ils le font actuellement, que l'offensive de paix arabe n'est qu'une diabolique machination du vus d'endorment la vigilance d'Israël et de lui porter un coup fatal.

Les propos conciliants se multiplient dans les capitales arabes des « pays du champ de bataille », et le président Sadate est même allé jusqu'à se rapprocher des libéraux israéliens sur le règlement du problème palestinien, affirmant au Washington Post qu'un lien institutionnel devrait exister entre la Jordanie et le futur État palestinien. L'Organisation de libération de la Palestine elle-même resserre ses relations avec le conseil israélien pour la paix Israël-Palestine, et un pas important a été fait à Paris, au cours d'une rencontre entre son président, M. Peled, et un membre de la direction de l'O.L.P., qui, selon son interlocuteur israélien, est chargé de coordonner les efforts de paix au sein de l'Organisation. Un membre du conseil israélien pour la paix nous a déclaré qu'il s'agissait de M. Issa Sabri, ancien directeur général du ministère des finances, et M. Eliahou Eliahar, qui appartient à une très honorable famille d'origine de Jérusalem, et autres écrivains, journalistes et hommes politiques. Il faut bien convenir que ce langage est assez nouveau. M. Eliahar l'admet volontiers, déclarant le 17 décembre au journal *Haaretz* : « L'O.L.P. a profondément modifié son attitude, et son réalisme l'a conduit à une véritable métamorphose. Nous ne devons plus nous opposer à l'O.L.P. et à son réalisme, mais nous devons nous rapprocher de lui ».

La déclaration mentionne que l'O.L.P. est favorable à un règlement basé sur le principe du respect mutuel de l'indépendance des deux peuples et estime que le manifeste du conseil israélien est une « base convenable » pour la mise en œuvre d'une solution au conflit.

Egypte

M. CHAARAOH GOMAA ANCIEN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR EST LIBÉRÉ

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Deux anciennes personnalités politiques nassériennes emprisonnées, MM. Chaaraoch Gomaa, ancien ministre de l'Intérieur, et Diaedine Daoud, ancien secrétaire à l'Union nationale arabe (parti unique), ont été libérées le 3 janvier sur l'ordre du président Sadate.

Les deux prisonniers appartenaient au groupe d'une dizaine de politiciens nassériens provocateurs arrêtés et condamnés en mai 1971 « pour des raisons de sécurité ». M. Gomaa avait été condamné à la réclusion perpétuelle, après la condamnation de son compagnon à mort, et M. Daoud avait été frappé d'une peine de dix ans de prison. La découverte de ce complot du 15 mai 1971 a permis au successeur de Nasser de disposer de tous les leviers de commande et d'évincer l'Union soviétique de la vallée du Nil.

Compte tenu des mesures de libération anticipée déjà prises dans le passé par le Raïs, seules deux anciennes personnalités nassériennes ont été libérées en mai 1971 : le ministre de l'Intérieur, et Diaedine Daoud, ancien secrétaire à l'Union nationale arabe et ancien chef de file des nassériens roushophiles, et Sami Charaf, ancien ministre. Condamnés à mort, MM. Sabri et Charaf avaient également vu leur peine commuée en réclusion à vie. Leur grâce est maintenant accordée à pénétrer en Égypte avec l'accord des autorités de ce pays depuis la fondation d'Israël en 1948. Le Caire espère que sa décision, malgré le caractère « anecdotique » que lui confère la personnalité de M. Nathan, sera considérée par l'opinion publique internationale comme un nouveau « geste de paix des Arabes ».

« Troubles dans une ville de Basse-Egypte. — De violents incidents ont eu lieu, samedi 1^{er} janvier, dans une petite ville de Basse-Egypte à la suite de l'interdiction des forces de l'ordre pour arrêter un certain nombre de « hors-la-loi ». Ils ont fait selon un communiqué officiel, dix-huit blessés ; dix-sept « repris de justice » ont été arrêtés.

De notre correspondant

Selon M. Peled, l'O.L.P. a donc implicitement renoncé à sa charte qui non seulement n'admet pas l'existence de l'État d'Israël mais aussi rejette la notion de « peuple juif ». Toujours selon M. Peled, l'O.L.P. va même plus loin, puisqu'il juge que le manifeste du conseil israélien offre une « base convenable », l'Organisation de libération de la Palestine ne s'oppose pas à ce que « l'État d'Israël conserve sa vocation inaliénable envers le sionisme et le monde juif » (article 10) et admet que « Jérusalem est la capitale éternelle du peuple juif (...) restera éternelle dans le cadre d'une supermunicipalité (...) et la partie arabe de la ville pourra devenir après l'instauration de la paix la capitale de l'État arabe palestinien » (article 6).

Ce langage de l'O.L.P. n'est perçu par l'instinct par le grand public israélien que par l'entremise de personnalités israéliennes, et ce sont ces personnes que M. Peled, ancien général et actuellement professeur à l'université de Tel-Aviv, Arieh Eliaz, député, ancien secrétaire général de l'O.L.P., et ancien directeur général du ministère des finances, et M. Eliahou Eliahar, qui appartient à une très honorable famille d'origine de Jérusalem, et autres écrivains, journalistes et hommes politiques. Il faut bien convenir que ce langage est assez nouveau. M. Eliahar l'admet volontiers, déclarant le 17 décembre au journal *Haaretz* : « L'O.L.P. a profondément modifié son attitude, et son réalisme l'a conduit à une véritable métamorphose. Nous ne devons plus nous opposer à l'O.L.P. et à son réalisme, mais nous devons nous rapprocher de lui ».

La déclaration mentionne que l'O.L.P. est favorable à un règlement basé sur le principe du respect mutuel de l'indépendance des deux peuples et estime que le manifeste du conseil israélien est une « base convenable » pour la mise en œuvre d'une solution au conflit.

ASIE

Pékin admet la persistance de « problèmes »

(Suite de la première page.)

Partout ailleurs, y compris dans des provinces frontalières comme le Heilongjiang ou le Sinkiang, on se plaint d'influences néfastes exercées par les « quatre » dans le courant de l'année 1976 mais aussi, parfois, à des époques beaucoup plus anciennes. Il arrive, par exemple, que les « quatre » soient aujourd'hui accusés d'avoir « saboté la révolution culturelle » en provoquant les désordres et les luttes qui marquèrent ce mouvement il y a dix ans.

Dans une quinzaine de provinces, on fait état d'incidents récents, de gravité très variable, antérieurs à la chute des « quatre ». Cela va de manifestations d'« anarchie » (effondrement de la séquestration des responsables provinciaux du parti (Shansi, 23 août 1976) en passant par des « affrontements armés » (compagnies ou non de « pillages » (Setchouan, préfecture de Paoing, dans le Hopen), des mouvements de masse (Chongking, 1976) et des prolongations (Chongking, Hupien, Kiangsi) et des manifestations de rue avec occupation de bâtiments officiels.

Les responsables locaux de ces désordres sont assez clairement désignés. M. Hua Kuo-fang, dans son discours du 2^e décembre, à la nation, sur l'agriculture, a lui-même nommé deux « nouveaux contre-révolutionnaires » : MM. Wong Sen-hou et Tchong Tse-cheng, tous deux responsables de désordres, premier à Hanchow, le second dans le Liaoning et le Shansi. On trouve aussi des noms de « hors-la-loi », s'identifiant sans peine dans le Yunnan, où il avait rang de vice-président de comité révolutionnaire provincial. Enfin, le propre neveu du président Mao,

M. Mao Yuan-hsin, qui occupait la fonction de vice-président du parti dans le Liaoning, fait l'objet d'attaques virulentes et précises. Ailleurs, diverses périphrases sont employées pour désigner « la main noire » ou le « poison résiduel » des « quatre » dans telle province ou telle. D'une manière générale, il est question d'un « petit nombre de personnes » qui ont été trahies par la « corruption ».

Fréquemment, on ne déplore pas moins les « pertes sérieuses », voire « extrêmement sérieuses », causées par les désordres, les arrêts de travail et la perturbation des transports ferroviaires.

Asses rares, en revanche, sont les cas où l'activité des « quatre » ou de leurs agents sont dénoncés au sein de l'armée. La vanité de leurs tentatives pour détourner les militaires de leur devoir est au contraire signalée. Dans le Kiangsi, toutefois, il a été dit que quatre « se sont efforcés d'être appuyés par d'anciens partisans de Lin Biao mais repartis pour « prendre pied dans l'armée ». La référence à Lin Biao n'est pas tout à fait un cas isolé. Dans le Liaoning, par exemple, des affiches ont réclamé la libération d'un « personnage emprisonné à l'époque de la chute de l'ancien ministre de la défense ».

Un « poison résiduel » Que subsiste-t-il aujourd'hui de ces désordres ? Des signes d'agitation et d'instabilité plus ou moins graves ont été enregistrés après « démantèlement » des « quatre », c'est-à-dire postérieurement à la première semaine d'octobre, dans une dizaine de provinces. Quant à d'être dans ont fait l'objet d'instructions spé-

ciales de Pékin : ce sont le Chekiang, le Fukien, le Hupien et le Sinkiang. Une directive particulière pour le Shansi avait été émise le 24 août, après la séquestration des responsables provinciaux du parti. Dans les autres provinces, les « quatre » sont dénoncés par la persistance de « rumeurs politiques » — dont les origines doivent être identifiées — et évoquent des « obstacles » que « le mouvement de critique des quatre » rencontre encore par endroits (Kiangsi).

La Yunnan, des « mesures éphémères » sont réclamées pour « éliminer le fonctionnalisme bourgeois », ce qui, si l'on suppose que ce dernier sévit toujours dans le Kwantung, le Setchouan, le Shansi, le Heilongjiang, il est question du « poison résiduel » laissé par l'influence des « quatre » et qui doit à tout prix être éliminé. Les personnalités coupables d'avoir trahi dans le « complot » sont invitées à se dévouer elles-mêmes au plus tôt si elles veulent être pardonnées.

Les auteurs de troubles sont menacés de graves sanctions pour premier secrétaire du comité du parti une personnalité « réhabilitée » après avoir été condamnée à l'époque de la révolution culturelle (Chongking, Fukien, Hupien, Kiangsi, Setchouan et Yunnan) ; trois autres ont été premiers secrétaires des personnalités qui furent « critiquées » à la même époque (Kiangsi, Shansi, Hupien). Enfin, il s'agit d'un simple complot ? Il semble légitime de penser que la lutte a été d'autant plus âpre dans ces provinces et qu'elle y laisse des séquelles d'autant plus graves que le « groupe de Changhaï » s'y heurte à des adversaires décla-

rés. Il n'est pas exclu non plus que les « séquelles » actuelles correspondent moins à des velléités de résistance de la part des partisans de la « base des quatre » qu'à la détermination de personnes rétablies récemment dans leurs grades et leurs privilèges de lutter avec ceux qui les abattirent il y a dix ans au congrès qui les tenait à court.

ALAIN JACOB.

Sri-Lanka

● L'AGITATION SOCIALE SE DÉVELOPPE — Les employés des postes et télécommunications se sont joints, le 1^{er} janvier, au mouvement de grève déclenché le 23 décembre par les cheminots, et suivi par les dockers. Les travailleurs réclament une revalorisation de leurs salaires. Les autorités affirment qu'il s'agit d'une « conspiration » animée par des syndicats hostiles au gouvernement.

Népal

● L'ANCIEN PREMIER MINISTRE, M. B. P. KOIRALA, a été appréhendé, le 31 décembre, à Kathmandou alors qu'il se trouvait d'exil à la suite des mesures d'amnistie prononcées par le roi Birendra (Le Monde du 31 décembre 1976).

Cambodge

● LES PAYS-BAS ont établi lundi 3 janvier des relations diplomatiques avec Phnom-Penh. (A.P.)

EUROPE

Espagne

De nombreuses manifestations en faveur de l'amnistie ont eu lieu au Pays basque

Les ravisseurs de M. Antonio Maria de Oriol ont adressé, le dimanche 2 janvier, un nouveau message au quotidien madrilène « Informaciones », dans lequel ils exigent la libération et le transfert à Alger de quinze prisonniers politiques en échange de la vie du président du conseil d'État espagnol. Il s'agit de militants maoïstes et de membres de l'organisation séparatiste basque ETA. Le message des ravisseurs, membres du GRAPO (Groupe de résistance antifasciste du premier octobre) ne contenait cependant aucun ultimatum. Nous attendrons « ce qu'il faudra », ont-ils indiqué.

De notre correspondant

Madrid. — Plusieurs manifestations en faveur de l'amnistie ont eu lieu au Pays basque à l'occasion de la nouvelle année. Dans la nuit de la Saint-Sylvestre, près de deux mille personnes ont défilé dans la ville d'Elizur en portant des drapeaux basques. Elles ont été dispersées par la garde civile. Un jeune homme a été renversé par un Jeep des forces de l'ordre, et un ouvrier métallurgiste a dû être hospitalisé à la suite des coups qu'il avait reçus.

Dans la même soirée, cinq mille personnes ont manifesté à Baracaldo, dans la province de Biscaye. Au passage du cortège, les habitants arborèrent le drapeau basque à leurs fenêtres et applaudissaient, tandis que les manifestants criaient « Amnistie totale ! » et « Liberté ! ». La force publique n'est pas intervenue.

A Saint-Sébastien, où un millier de personnes ont également défilé, vingt-trois maires de la province de Guipuzcoa ont tenté de planter un drapeau basque au balcon du palais de la députation provinciale. Le président de la députation les en a dissuadés en affirmant : « Le drapeau basque est sur le point d'être légalisé ». La députation, réunie en séance plénière, a alors approuvé à

l'unanimité une motion demandant au gouvernement que soit reconnu le caractère officiel de la langue basque, aux côtés de la langue espagnole, comme c'est le cas depuis peu pour le catalan, en Catalogne. La députation a également demandé la convocation immédiate des « Juntas générales du Pays basque » pour discuter la question de l'autonomie ; l'amnistie pour tous les prisonniers politiques, enfin, a été réclamée et de nombreuses occupations d'églises ont également eu lieu dans toutes les provinces basques, sauf en Navarre. Des veillées de jeûne se sont prolongées jusqu'au matin du 1^{er} janvier. Les participants réclamaient tous l'amnistie. Au monastère d'Estaberriz, près de Vitoria, chef-lieu de la province d'Alava, une centaine de prêtres se sont réunis pendant la nuit avec des parents de prisonniers politiques basques. Durant la veillée, une motion a été rédigée, demandant l'amnistie totale, la « libération » du Pays basque, et le droit à la liberté de tous les hommes. La motion encourage le peuple basque à continuer de lutter tant qu'il y aura un seul combattant basque dans les prisons espagnoles.

JOSE-ANTONIO NOVAES.

M. CARRILLO : la légalisation du P.C.E. doit intervenir avant les élections

Dans une interview qu'il a accordée le 31 décembre à l'agence de presse yougoslave Tanyug, M. Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, a déclaré : « La légalisation du parti communiste espagnol est une question de principe, et celle de son propre statut », déclare M. Carrillo. « Nous espérons que le gouvernement n'hésitera pas pour nous rejeter. Je dois dire qu'en me libérant de prison et en me permettant de participer à l'ordre public (T.O.P.) le gouvernement espagnol a montré qu'il tenait compte de la réalité et des tendances profondes du pays ».

M. Carrillo a également répété : « Le parti communiste espagnol n'appartient à aucune internationale, ne reçoit d'instructions d'aucun centre et ne dépend de personne ». Dans une interview à l'Humanité, d'autre part, M. Carrillo confirme qu'il lui a été offert, le jour de son arrestation, soit d'être reconduit à la frontière, soit de rester en Espagne, mais qu'il a choisi la première. Il a refusé, dit-il, de se rendre à la frontière : « Je choisis donc le P.C.E. Je savais que cette décision, dans l'intérêt d'une exécution de M. Oriol, pouvait me placer

dans une situation critique. J'en assumai les risques, ma présence en Espagne étant de nature à poser ouvertement et à faire progresser la question de la légalisation du parti communiste espagnol et celle de son propre statut », déclare M. Carrillo. Le secrétaire général du P.C.E. ajoute : « Le parti communiste espagnol n'est pas légal. Les autres partis démocratiques, même s'ils peuvent faire comme s'ils étaient, il est absurde de penser que le parti communiste espagnol ne doit être légalisé qu'après les élections. La légalisation doit intervenir avant. Autrement, nous serions arbitrairement exclus du Parlement. J'ai cependant confiance. Le bon sens qui a précédé la libération des prisonniers de guerre, les manifestations de reconnaissance du droit du parti communiste espagnol à la légalité. Il y a un gouvernement des gens qui ne partagent pas les idées de la « base des quatre » ; qu'à la détermination de personnes rétablies récemment dans leurs grades et leurs privilèges de lutter avec ceux qui les abattirent il y a dix ans au congrès qui les tenait à court. »

ALAIN JACOB.

Sri-Lanka

● L'AGITATION SOCIALE SE DÉVELOPPE — Les employés des postes et télécommunications se sont joints, le 1^{er} janvier, au mouvement de grève déclenché le 23 décembre par les cheminots, et suivi par les dockers. Les travailleurs réclament une revalorisation de leurs salaires. Les autorités affirment qu'il s'agit d'une « conspiration » animée par des syndicats hostiles au gouvernement.

Népal

● L'ANCIEN PREMIER MINISTRE, M. B. P. KOIRALA, a été appréhendé, le 31 décembre, à Kathmandou alors qu'il se trouvait d'exil à la suite des mesures d'amnistie prononcées par le roi Birendra (Le Monde du 31 décembre 1976).

Cambodge

● LES PAYS-BAS ont établi lundi 3 janvier des relations diplomatiques avec Phnom-Penh. (A.P.)

مركز من الأصل

سكزا من الامل

EUROPE

Espagne

Manifestations en faveur du lieu au Pays basque

Maria de Oriel ont adressé un message au quotidien madrilène en faveur de la libération et le tronc des politiques en échange de la libération des prisonniers basques. Les membres du GBAPO (Groupe de libération) ne contenaient cependant pas de se quereller, ce qu'il faudra attendre.

correspondant

l'immunité une motion demandant au gouvernement que se reconstruise le caractère officiel de la langue basque, aux côtés de la langue espagnole, comme c'est le cas depuis peu pour le catalan, en Catalogne. Le député basque a également demandé la reconnaissance officielle de la langue basque. Au moment de la discussion de l'immunité, l'immunité pour tous les prisonniers politiques, en plus de la reconnaissance officielle de la langue basque, a été proposée. Les participants réclament la libération des prisonniers politiques, la reconnaissance officielle de la langue basque, et le droit à la liberté de tous les hommes. La motion a été adoptée à l'unanimité. Elle sera soumise au parlement basque.

La Modification du P.C.E. avant les élections

dans une situation critique, les dirigeants du P.C.E. ont décidé de modifier le programme du parti avant les élections. Le secrétaire général, Juan Carlos Rodríguez Cordero, a déclaré que le parti doit être plus proche du peuple et plus engagé dans la lutte pour la libération du Pays basque. Il a également souligné l'importance de la participation des femmes et des jeunes dans le mouvement de libération.

Problèmes

Les problèmes de la région du Pays basque sont de plus en plus complexes. Les tensions entre les nationalistes et les forces gouvernementales continuent de s'accroître. La situation économique est également préoccupante, avec une forte dépendance envers le tourisme et l'industrie minière.

Sri-Lanka

L'adoption sociale des réfugiés est un défi majeur pour le Sri-Lanka. Le gouvernement doit trouver des moyens pour intégrer les réfugiés dans la société locale et leur offrir une éducation et un emploi.

Népal

L'ancien premier ministre du Népal a été élu président de la République. Cette élection a été marquée par une grande participation populaire et a été considérée comme une victoire pour la démocratie.

Cambodge

Les pays du Sud-Est asiatique ont décidé de renforcer leur coopération régionale. Cette initiative vise à promouvoir la stabilité et le développement dans la région.

Italie

L'«Europeo» accuse le Vatican de se livrer à la spéculation immobilière

Rome. — Le quart de Rome est entre les mains du Vatican. C'est ce qu'affirme dans son dernier numéro l'hebdomadaire *Europeo*, qui publie également sur sept pages la liste complète des terrains, des immeubles et des palais appartenant au Saint-Siège. Mais les biens immobiliers du Vatican ne sont pas fixés pour l'éternité. Tel terrain pourrait être vendu à la commune de Rome pour y construire des immeubles à loyer modéré. Tel palais sera cédé à une banque, tel immeuble à une chaîne d'hôtels.

Les services financiers du Vatican, directement rattachés à la secrétairerie d'Etat, évitent en règle générale de vendre ces biens à un prix qui se procurer de l'argent frais. Un immeuble sera cédé de préférence à une société dans laquelle le Saint-Siège a une participation. Cavallari Euton, par exemple, a été construit sur un terrain appartenant à l'Eglise catholique par l'intermédiaire de la Società Generale Immobiliare qui s'est empressée d'acheter les trois quarts des actions de l'hôtel. On ne reproche pas à un Etat de bien gérer ses finances, mais le Vatican est-il un Etat comme un autre ?

Europeo rappelle que le concordat de 1886 stipule l'exterritorialité d'une partie du patrimoine immobilier du Vatican, comme la basilique Saint-Jean de Latran, qu'on imagine mal faisant l'objet d'une transaction. La plupart des immeubles appartenant au Saint-Siège et à des associations religieuses bénéficient d'exemptions fiscales considérables, toujours en vertu du concordat. Lorsque le Vatican vend un bien immobilier à un tiers, ou une société qui lui appartient, ce n'est donc pas un marché tout à fait comme les autres.

L'Eglise est propriétaire de biens immobiliers à Rome par l'intermédiaire de quatre-vingt-sept ordres religieux masculins et trois cent vingt-cinq ordres féminins. La plupart de ces immeubles ont comme unique vocation d'abriter les services du culte. *Europeo* cite pourtant des cas où ce qui était religieux est devenu nettement spéculatif. Le Vatican crée même des sociétés spécialement destinées à faire fructifier une propriété immobilière. C'est ainsi que l'ordre des sœurs franciscaines a vendu l'une de ses résidences de Rome à une autre société, entièrement contrôlée par le Vatican. L'intérêt de ce genre d'opération est évident : les biens immobiliers protégés par le concordat se transforment en investissements spéculatifs qui continuent à rapporter de l'argent au Saint-Siège.

Europeo cite également l'exemple d'un couvent de la congrégation des frères de la charité qui fut transformé en bureaux locaux de l'intermédiaire d'une société appartenant au Vatican, dont le siège légal se trouve à Panama. Dans d'autres circonstances, il s'agit d'une vente pure et simple, mais pas avec les exemptions fiscales prévues par les accords du Latran. *Europeo* mentionne aussi le cas d'un immeuble vendu à une agence de presse pour 1 milliard et demi de lire, la transaction n'a rapporté que 2 000 lire à l'Etat italien puisqu'il s'agissait d'un « bien étranger ». Tel immeuble vendu à un prix dérisoire à une société contrôlée par le Saint-Siège rapportera sous forme de loyer 10 millions de lire par an. Tel autre sera acheté à moindre prix par une société du Vatican afin d'être revendu au prix fort à un tiers. « Nous nous trouvons en face de biens appartenant au Vatican, mais gérés par des sociétés qui, en pratique et en droit, sont italiennes », commente *Europeo*. Elles devraient être soumises à nos lois et à notre fisc. C'est une évasion fiscale légalisée.

L'Eglise fait valoir que ce statut permet de maintenir des communautés religieuses et des ordres dépourvus de sources de revenus. Mais, à partir du moment où le Saint-Siège fait fructifier ce patrimoine qui se trouve sur le territoire italien, il paraît difficile de justifier l'application des normes du concordat.

Après avoir égratigné au passage le *Figaro* et le *New York Times*, M. Rattiani s'en prend ensuite à deux anciens correspondants américains à Moscou, Hedrick Smith, du *New York Times*, et Bob Kayser, du *Washington Post*. Tous deux ont publié un livre sur l'U.R.S.S. à leur retour aux Etats-Unis, celui de H. Smith, *Les Russes (le monde du 30 avril 1976)*, a eu un grand succès en Occident, mais la presse soviétique avait toujours évité, jusqu'à présent, d'en parler, ne serait-ce que pour l'attaquer.

M. Rattiani expédie le sujet en quelques mots : il ne s'agit, selon lui, que d'un ramassage de « potins » et de « bouillottes » et d'une « parade de mauvaise foi ». Et tous les correspondants en poste à Moscou, ces « témoins de l'édification de la société communiste » qui pourraient être tentés de publier un ouvrage, l'observateur de la *Pravda* recommande de s'inspirer plutôt de l'Américain John Reed, l'auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (écrit immédiatement après la révolution). « Tous se souviennent de ce livre immortel », dit-il.

M. Rattiani a raison sur ce dernier point. Pour être plus précis, on peut même affirmer que l'ouvrage de Reed ne constitue plus qu'un souvenir en U.R.S.S. Sa dernière édition (avec les préfaces originales de Lénine et de Kroupskaïa) remonte, en effet, à 1957, au lendemain du vingtième congrès. L'ouvrage, qui fait la part d'un bel et bon certain Trotski, est introuvable dans les librairies depuis de longues années.

JACQUES AMALRIC.

Union soviétique

La «Pravda» poursuit sa campagne contre la presse occidentale

Moscou. — La campagne déclenchée par les commentateurs soviétiques contre la presse occidentale n'a connu aucune trêve, même pendant les fêtes de fin d'année. C'est ainsi que la *Pravda* est revenue sur le sujet dans son numéro du 1^{er} janvier. Sans doute pour faire bonne mesure, l'un des observateurs politiques du journal, M. Rattiani, n'a pas hésité à établir une comparaison entre la « campagne antisoviétique » qu'il croit déceler dans la presse bourgeoise et la propagande organisée pendant la dernière guerre mondiale par les services de Goebbels pour inciter les soldats de l'armée rouge à désertir.

M. Rattiani, qui ne s'embarrasse pas de nuances, laisse entendre que ceux qu'il appelle sans autre précision les « journalistes bourgeois » feraient aujourd'hui le même travail que les sbires de Goebbels il y a trente-cinq ans.

Le dissident soviétique Vladimir Borissou, qui a été arrêté à Leningrad le jour de Noël et envoyé dans un hôpital psychiatrique, a refusé d'être libéré dans les mêmes conditions que Vladimir Bonch-Bruyevitch, l'hebdomadaire britannique « Observer ».

Dans un entretien téléphonique avec un autre dissident soviétique, M. Victor Fainberg, qui vit à Londres, Mme Irina Borissou a précisé que son mari avait refusé de quitter l'Union soviétique, comme on le lui proposait, tant que les autorités ne l'auraient pas relâché de l'hôpital psychiatrique et déclaré officiellement parfaitement sain d'esprit.

M. Fainberg a précisé à l'« Observer » que Vladimir Borissou n'avait pas refusé de quitter l'Union soviétique d'être définitivement classé comme malade mental ou bien d'être accusé de distribuer de la propagande antisoviétique, mais simplement de sept ans de prison.

D'autre part, au Costa-Rica où il réside, le fils de M. Huber Matos, ancien guérillero cubain, emprisonné depuis dix-sept ans, pourrait être échangé très prochainement contre M. Jorge Montes, ancien sénateur communiste chilien. — (A.F.P.)

JACQUES AMALRIC.

Grande-Bretagne

Cinq chalutiers roumains et bulgares ont violé la nouvelle zone de pêche

(De notre correspondant.)

Londres. — Le temps n'est plus où les écoles apprenaient à définir la Grande-Bretagne comme « un morceau de terre entouré par la mer ». Au cours des premières quarante-huit heures, durant lesquelles la marine et l'aviation britanniques ont surveillé la zone de pêche communautaire contrôlée par Londres, établie depuis le 1^{er} janvier jusqu'à 200 milles des côtes, cinq chalutiers au moins appartenant aux pays de l'Est ont défié impunément la nouvelle réglementation.

Trois des chalutiers, repérés par les avions Nemrod sont de nationalité roumaine ; les deux autres appartiennent à la Bulgarie. Il est vrai que, dans l'immediat, les autorités britanniques s'efforcent de ne pas vouloir intervenir de façon trop active.

En fait, il est assez clair dès maintenant que la Grande-Bretagne dispose de moyens très limités pour assurer la surveillance d'une zone couvrant près de quatre cent cinquante mille kilomètres carrés d'océan. Les trois frégates vont recevoir le renfort de onze dragueurs de mines en attendant que quatre navires patrouilleurs en construction puissent être mis en service. — J. W.

JACQUES AMALRIC.

Irlande du Nord

Une série d'attentats à la bombe et de fusillades ont marqué le début de l'année

Belfast (A.F.P.). — Une série d'attentats à la bombe et de fusillades ont marqué le début de l'année en Irlande du Nord. A Crossmaglen, un soldat britannique a été tué et deux autres blessés au cours d'un échange de coups de feu. Un bébé de cinq mois a été tué par l'explosion d'une voiture piégée. A Belfast, trois jeunes femmes ont été blessées de la même façon. L'une d'elles a dû être amputée des deux jambes.

Ces incidents semblent vouloir appuyer les récents communiqués de l'I.R.A. prônant « de son côté politique, qui ont annoncé leur intention de se montrer particulièrement durs, en 1977, devant la mauvaise volonté de l'armée britannique face au cessez-le-feu de trois jours respecté par les « provos » pour les fêtes de Noël ».

Persoane, cependant, n'a revendiqué l'attentat qui a causé la mort du bébé. M. Clancy McKeown, l'un des leaders du Mouvement pour la paix en Irlande du Nord, a rappelé que la victime était le quatre-vingt-troisième enfant qui trouvait la mort depuis le début des troubles en Irlande du Nord, en 1969.

Salon le « Daily Express », l'Ulster Defence Association, la plus importante organisation paramilitaire protestante, fabriquerait clandestinement des mitrailleuses pour combattre les commandos de l'I.R.A. D'un calibre de 9 mm, ces armes équiperaient mille cinq cents hommes dans un délai de deux mois.

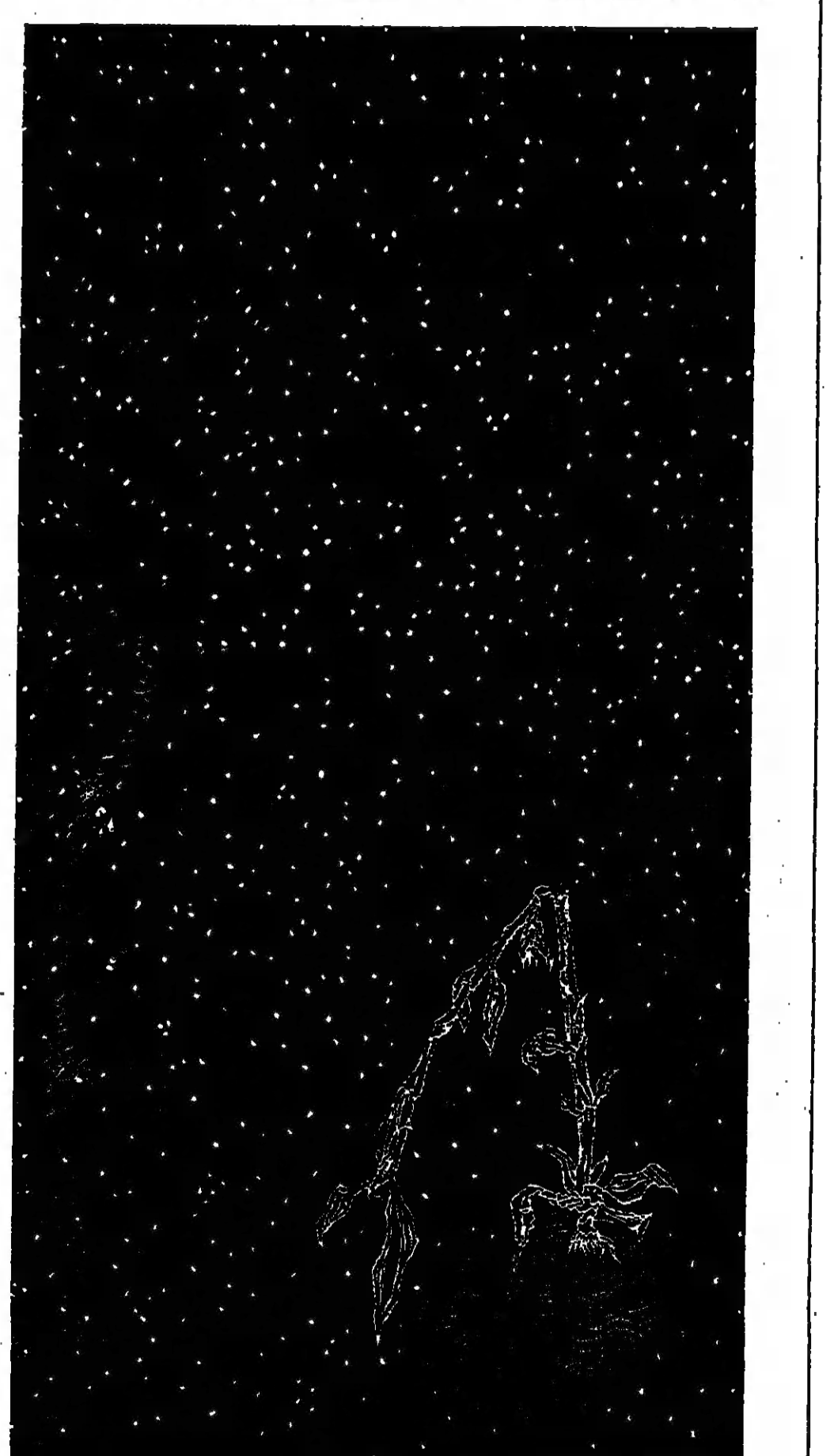
L'œuvre monumentale de Jean Lurçat

LE CHANT DU MONDE

présentée pour la première fois intégralement à Paris depuis sa mort dans le cadre de l'exposition

ANGERS

TAPISSERIE VIVANTE



LA FIN DE TOUT

Cette exposition regroupe :
— 25 tapisseries XV^e, XVI^e, XVII^e, inédites des trésors du château et de la cathédrale d'Angers.
— 10 tapisseries « Le Chant du monde » de Jean Lurçat.
— 15 tapisseries et volumes tissés contemporains.

Palais des Congrès Porte Maillot
tous les jours de 12 h à 20 h, le mercredi 22 h
4-30 janvier 1977

AMÉRIQUES

Pérou

Les milieux syndicaux et universitaires sont particulièrement touchés par la répression

De notre correspondant

Lima. — La répression au Pérou, encore bien moins intense que dans d'autres pays du «cône sud» du continent, commence cependant à recueillir un caractère inquiétant. M. Camilo Valqui, un avocat qui défendait les intérêts de mineurs, a été expulsé du pays le 30 décembre. C'est le sixième Péruvien qui connaît ce sort depuis la proclamation de l'état d'urgence en juillet. Une mesure similaire avait, auparavant, atteint deux autres juristes qui s'occupaient, eux aussi, de syndicats proches de l'extrême gauche, M. Ricardo Díaz Chavez et José Oña. Un autre avocat, M. Genaro Ledesma, en voyage, s'est vu interdire de rentrer au Pérou. M. Hugo Blanco, ancien dirigeant d'organisations paysannes, et M. Alberto Ruiz Echevarría, membre d'un groupe d'extrême gauche, fils de l'ex-président du Conseil national de justice, ont également été expulsés. Une décision identique a été prise pour la première fois, le 27 décembre, contre un membre de la C.G.T.P., la centrale syndicale communiste, M. Julian Sierra, dirigeant de la Fédération des métallurgistes.

La répression semble se concentrer surtout sur les milieux syndicaux. Les grèves sont, en principe, interdites depuis six mois en raison de l'état d'urgence. Mais la crise économique que connaît le pays (l'inflation a été de 46 % en 1976) provoque divers conflits sociaux, invraisemblablement qualifiés par le gouvernement de «subversion», voire de «sabotage du redressement économique». Dans la plupart des cas, les dirigeants syndicaux des secteurs en grève sont arrêtés ou démis de leurs fonctions et de nombreux travailleurs sont licenciés. Ce fut le cas, en août, des organisations syndicales des mineurs du centre du pays et, en octobre, de la Fédération des pêcheurs. Une trentaine de dirigeants de Siderperu, la grande usine sidérurgique de Chimbote, sont en prison depuis deux mois pour avoir organisé un arrêt de travail le 4 novembre dernier. De même, lors d'une grève, des ouvriers municipaux, en octobre, onze personnes avaient été emmenées en prison, où elles se trou-

Le syndical communiste prend ses distances

Ces arrestations touchent principalement les syndicats proches de l'extrême gauche. La C.G.T.P., communiste, qui, par sept ans, avait appuyé fermement le régime militaire, prend ses distances. Dans un communiqué récent, non publié par la presse de Lima, elle affirmait, par exemple, que les récentes dispositions légales sanctionnant une «baisse de production pour arrêt de travail» permettaient, en fait, aux entreprises de licencier des dirigeants syndicaux en invoquant une diminution du rendement souvent due à d'autres facteurs. Même la centrale syndicale progressiste, aujourd'hui dirigée par un ancien ministre, prend ses distances. Dans un communiqué récent, non publié par la presse de Lima, elle affirmait, par exemple, que les récentes dispositions légales sanctionnant une «baisse de production pour arrêt de travail» permettaient, en fait, aux entreprises de licencier des dirigeants syndicaux en invoquant une diminution du rendement souvent due à d'autres facteurs.

Etats-Unis

LA POPULATION AMÉRICAINE A DÉPASSÉ LE CAP DES 216 MILLIONS D'HABITANTS

Selon les projections de l'Office fédéral des statistiques (Bureau of the Census), la population des Etats-Unis atteindra au 1^{er} janvier 1977 quelque 216 450 000 personnes, ce qui représente une progression démographique annuelle de 0,7 %. Par rapport à 1976, la population s'est accrue d'environ 1 600 000 personnes, chiffre inférieur de 200 000 à celui enregistré il y a un an. L'excédent des naissances sur les décès atteint 1 200 000, auquel s'ajoute le solde positif de 300 000 de l'immigration nette.

Si le taux de reproduction naturelle des Américains de souche tend à décliner depuis 1960 (il n'est plus que de 1,44 pour 1 000 habitants), tandis que le taux de mortalité reste remarquablement stable (il était de 9,5 pour 1 000 en 1960, et, malgré les modifications apportées à la méthode de recensement, se situe à 9,4 en 1973), le bilan démographique des Etats-Unis est assuré à long terme d'un solde positif par rapport au constant de nouveaux arrivants. De 300 000 à 400 000 immigrants «légaux» chaque année. Entre 1964 et 1974, 3,5 millions d'étrangers ont été intégrés à la communauté américaine, sans parler des entrées «illégalistes», fournissant de main-d'œuvre au rabais, dont, pour la même période, le nombre se situait, selon diverses estimations, entre 8 et 12 millions.

A TRAVERS LE MONDE

Comores

UN PREMIER GROUPE DE QUATRE CENT CINQUANTE COMORIENS de Majunga (Madagascar) était attendu lundi 3 janvier à Moroni, où il devait être transporté par le navire *Ville de Tuléar*, cette mesure fait suite à plusieurs réunions tenues à Antananarivo entre délégués comoriens et malgaches pour résoudre les problèmes pratiques du rapatriement des Comoriens de Majunga, à la suite des incidents qui ont eu lieu dans cette ville dans la semaine qui a précédé Noël (le Monde du 2 décembre). — (A.F.P.)

Tunisie

LA GREVE qui s'exprime comme une manifestation de violence répressive à tous les Tunisiens, quelles que soient leur tendance et leur conception de la vie, a déclaré le premier ministre, M. M. Nouri, en commentant, dans un discours du 31 décembre, les incidents déclenchés à Jendoubs, une localité du nord du pays, par les élèves du lycée de garçons auxquels s'étaient jointes des filles de la ville et de jeunes poignées d'agitateurs étrangers à l'établissement. — (Corresp.)

Pérou

SEPT REVUES interdites il y a six mois seront autorisées à reparaître, a annoncé, le 1^{er} janvier, le gouvernement péruvien. Six d'entre elles représentent des courants du centre et de la droite. Le septième est l'organe du parti communiste, dont la diffusion est très limitée. En revanche, six publications représentant les opinions de différents secteurs de gauche demeurent interdites. — (Corresp.)

Parlez donc JAPONAIS !

Cours de soir - Tous niveaux - Professeurs japonais Audio-Visuels - Nouveaux cours pour débutants en février - Inscr. immédiate.

COURS DE JAPONAIS DE TENRI

ENSEIGNEMENT PRIVE

9, rue Victor-Considérant, Paris-14^e. T. 633-11-85.

天理

Argentine

Le chef de file de la droite militaire se prononce en faveur d'un retour à la démocratie

Buenos-Aires (A.F.P.) — Le général Benjamin Menéndez, qui est considéré comme un partisan de la droite militaire argentine, s'est prononcé le 2 janvier en faveur du retour de la démocratie dans le pays. «Les forces armées luttent pour rétablir le libre et authentique fonctionnement des institutions démocratiques», a déclaré cet officier dans une interview publiée par le journal *La Voz del interior*, de Córdoba. «Les militaires n'ont pris le pouvoir en Argentine que parce que notre démocratie était en crise», a-t-il indiqué.

Le général Menéndez commande le 3^e régiment cantonné à Córdoba, la deuxième ville du pays. Il est également considéré comme le chef de file de la faction la plus dure des forces armées, qui préconisent jusqu'au bout le maintien indéfini des militaires au pouvoir. Le mois dernier, le président Jorge Videla, partisan d'un retour rapide à un régime démocratique, avait limogé huit chefs militaires, parmi lesquels trois des principaux partisans du général Menéndez.

D'autre part, une centaine d'hommes politiques argentins, parmi lesquels des personnalités de premier plan, se sont réunis cette semaine, dans une conférence à la fois politique et militaire, le chef de la junte, le général Jorge Videla, venant de parler d'un éventuel «dialogue» avec des civils en 1977.

Les militaires, qui ont interdit toute activité politique depuis le 24 mars et qui avaient empêché

une assemblée de dirigeants péronistes de se tenir la semaine dernière dans la banlieue de Buenos-Aires, ont laissé, cette fois, la réunion avoir lieu. Parmi les personnalités présentes figuraient M. Ricardo Balbín, président de l'Union civique radicale, deuxième force politique du pays après le péronisme, ainsi que certains péronistes modérés opposés à Mme Peron dans les derniers mois de sa présidence, parce qu'ils estimaient qu'elle avait abandonné les idées de son mari. Il s'agissait, en particulier, de M. Ítalo Luder, ancien sénateur et président de la République par intérim, et de M. Angel Robledo, ancien ministre des affaires étrangères. D'autres certains milieux politiques, ces deux hommes pourraient devenir les nouveaux dirigeants du mouvement péroniste si la démocratie était restaurée.

Etait aussi présente le dirigeant du parti intransigeant (gauche), M. Oscar Alemide, et plusieurs personnalités de la gauche modérée et de la droite. Seul l'extrême droite et le parti communiste n'étaient pas représentés.

La formation d'un «front intermédiaire de régénération politique», qui pourrait être présidé par M. Balbín, aurait été envisagée. Ce «front» regrouperait les organisations politiques présentes à la réunion. Un «ensemble de propositions» visant au retour des civils au pouvoir serait, d'autre part, présenté à la junte.

Les messages de Nouvel An

M. Vorster a adressé des vœux distincts à chacune des quatre communautés raciales

De notre correspondante

Johannesburg. — On ne peut accuser M. Vorster, premier ministre sud-africain, d'incohérence. Fidèle à sa politique de «développement séparé», il a décidé cette année d'adresser des vœux distincts à chacune des quatre «communautés», indienne, métisse, africaine et blanche. Aux Indiens, les vœux ont été adressés par un haut fonctionnaire, ce qui est une nouveauté. M. Vorster a souhaité prospérité dans leurs affaires. Il s'est ensuite félicité du dialogue établi avec leurs leaders.

Il a remercié les métis qui ont accepté de le rencontrer au sein du conseil de cabinet aux Indiens, les membres du parti travailliste de M. Sonny Leon et les manifestants, il a brandi la menace du chômage. C'est par des considérations météorologiques qu'il a commencé son message aux «leaders et membres de chaque nation» africaine. Je souhaite, a-t-il dit, en substance, que la pluie revienne et que les récoltes soient à nouveau bonnes cette année. Abordant, enfin, les récentes manifestations, M. Vorster a demandé que de tels incidents ne se renouvelent plus, que «personne ne prête oreille aux agitateurs, que les adultes ne permettent pas aux jeunes indisciplinés et aux perturbateurs de les mener par le bout du nez». Toutes les portes sont ouvertes, et, s'il existe quelque problème, il n'est pas nécessaire d'utiliser la violence pour attirer notre attention.

La plus longue, et la plus importante, était adressée aux Blancs, en anglais pour les anglophones, en afrikaans pour les afrikaans, et en anglais pour les anglophones. On peut le résumer par ces quelques phrases : «L'Afrique du Sud est menacée par les communistes, et le monde libre ne fera rien pour l'aider. J'ai vu l'occasion de ventiler cette thèse au cours de plusieurs entretiens en 1976 : en cas d'attaque communiste directe ou indirecte, l'Afrique du Sud sera seule, et certains pays qui se proclament anti-communistes refuseront même de lui vendre des armes pour repousser cette attaque...»

Un ton alarmiste aussitôt nuancé : «Je vous ai peut-être choqués. Mais il ne servirait à rien de fermer les yeux... L'orange n'est pas encore décoloré. Nous ne considérons actuellement que les tourbillons qui le précèdent. Il peut nous dépasser ou même se dissiper avant de nous frapper de toute sa fureur...» M. Vorster, le «Sphinx», comme le surnomment

les journaux anglophones, ne s'était pas exprimé aussi ouvertement sur la situation sud-africaine depuis bien longtemps.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

● **PORTUGAL : appel au travail, à l'austérité et à la réconciliation.**

Travail, austérité, réconciliation nationale, ont été les mots-clés du message de Nouvel An du président Nogueira. «Il n'y a plus d'excuses, a-t-il dit, pour ajourner la solution des problèmes de fond. Plus on tergiverse, plus pénible sera la tâche. Le président a déclaré qu'il était urgent de redéfinir la dette extérieure. C'est, a-t-il dit, «la seule voie vers l'indépendance nationale».

● **EN AFRIQUE : pessimisme.**

En Afrique, les vœux des chefs d'Etat ont été généralement très pessimistes. Le président de la République du Mali, M. Keita Baldé Diallo, a déclaré : «L'année a vu persister des situations de domination inacceptable, guerres fratricides, répression sauvage, terrorismes aveugles, qui ont encore entraîné des populations entières dans leur schisme dans une macabre et sanglante lutte pour la vie...»

● **AU CAMEROUN**, le président Ahmadou Ahidjo a évoqué la coopération internationale, qui doit, selon lui, «passer par l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial».

● **EN ANGOLE**, le président Neto a souligné que «la réaction interne n'a été ni encore déchaînée ni éteinte... Les forces armées de libération de l'Angola, d'autres fois provoquées par la frustration de certaines couches sociales...»

● **EN GUINÉE**, le président Sékou Touré a indiqué que les perspectives économiques étaient favorables. Il a annoncé que le projet d'Ayeyokou pour la mise en valeur d'un plateau de bauxite, dans la région de Boké, avec la participation de sept pays arabes, de la Guinée et de la Libye, était en cours de réalisation, ainsi que les projets de barrages hydroélectriques de Kankarato et de Konkoure. Le chef de l'Etat a déclaré que «de grandes perspectives sont ouvertes aux recherches de pétrole et d'uranium, ainsi qu'à la pêche maritime».

AFRIQUE

Maroc

LE BUDGET POUR 1977

L'Etat continuera à subventionner les denrées de première nécessité

De notre correspondant

Rabat. — La loi de finances pour l'exercice 1977 a fixé à 26 milliards 103 millions 763 904 dirhams (1 dirham : 1,10 F environ) le montant des charges publiques (budget général de l'Etat, budgets annexes et comptes spéciaux du Trésor) et à 21 milliards 578 millions 473 172 dirhams les ressources attendues à divers titres. L'impasse est donc légèrement supérieure à 4,5 milliards de dirhams. Des données fournies le jeudi 30 décembre, dans une conférence de presse, par le ministre des finances, M. Abdelkader Benslimane, il ressort que l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante est couvert par les recettes courantes, laissant même un excédent de 328 millions de dirhams qui concourra au financement des investissements.

Une réforme, «dont l'objectif principal est d'arriver à une meilleure justice fiscale», doit être soumise à l'examen du gouvernement dans les prochains mois. Son application est prévue en 1977.

Les traitements et salaires de l'Etat pèsent plus lourdement sur le budget, en raison d'augmentations favorisant les rémunérations les plus basses. Cette déduction fait suite au relèvement de 10 % du salaire minimum légal (le Monde du 30 décembre). L'Etat donne ainsi l'exemple au secteur privé, soumis à de vives revendications. Malgré les incidences financières qui en résultent, l'Etat continuera à subventionner les prix des denrées de première nécessité — sucre, huile, blé — ainsi que des engrais. Mais, face à la hausse périodique du pétrole brut, il a été conduit ces jours derniers à limiter cet effort et à ajuster les prix à la vente au public des produits pétroliers raffinés.

Les dépenses de fonctionnement les plus élevées concernent l'enseignement (2 211 millions de dirhams) et la défense nationale (1 559 millions de dirhams). L'effort de développement ne sera pas pour autant ralenti, et un programme d'urgence est prévu pour les provinces sahariennes. Sur les 31 679 millions de dirhams

Soudan

Le président Nemeiry adresse un avertissement solennel à l'Éthiopie

De notre correspondant

Khartoum (A.F.P.) — Le président Nemeiry a déclaré samedi 1^{er} janvier que le Soudan était en mesure de repousser toute attaque de la part du régime militaire éthiopien qui utiliserait éventuellement pour ce faire les quelques cent mille réfugiés érythréens entrés au Soudan au cours des quatre années dernières. Le chef de l'Etat, qui prenait la parole à Kadugli, dans le Soudan occidental, à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'indépendance, a accusé le régime militaire éthiopien d'aider à la formation de troupes hostiles dans des camps établis près de la frontière soudanaise et de participer aux «complots» contre le Soudan.

Le Soudan, a-t-il dit, n'attendait pas cette fois-ci d'être envahi, mais il poursuivait les combats dans les pays où ils trouvent refuge avant qu'ils n'atteignent le Soudan pour perpétrer leurs desseins. Le président a demandé à l'«Organisation de l'unité africaine» (O.U.A.) de transférer son siège d'Addis-Abeba vers une autre capitale africaine, où les représentants des Etats africains seraient protégés et bien accueillis.

De son côté, le général Bachir Mohamed Ali, ministre soudanais de la défense, dans une déclaration publiée le 2 janvier par le

quotidien *Al-Sahafa*, a annoncé que les forces soudanaises demeuraient vigilantes le long de la frontière avec l'Éthiopie, «constamment prêtes à repousser quiconque oserait des desseins d'agression contre le territoire soudanais».

Les déclarations bellicieuses des dirigeants soudanais illustrent la dégradation des relations entre les deux pays intervenues depuis plusieurs mois et qui pourraient aboutir à une reprise de la guerre des chrétiens sécessionnistes du Soudan du Sud. Sous l'ancien régime du Négus, en effet, s'est ouvert entre Addis-Abeba et Khartoum (en 1972) qui avait permis au régime soudanais de mettre fin au conflit avec les Anya-Nyas du Sud. L'Éthiopie avait renoncé à s'opposer à la sécession, mais elle soutient par la force le régime de Khartoum. En échange, Khartoum avait cessé d'aider les fronts de libération de l'Érythrée. Depuis 1975 — et la relance de la guerre en Érythrée — les Érythréens, avaient menacé à plusieurs reprises de «renverser le front du Soudan du Sud si Khartoum continuait à alimenter les Érythréens en leur offrant une «base arrière» et en facilitant l'acheminement des armes dans la région de Kassala. On estime que l'Éthiopie abrite quelque vingt mille soldats et miliciens érythréens dans la sud-ouest du pays. Les Érythréens réfugiés au Soudan sont plus nombreux (une centaine de milliers).

APRÈS UNE ENTREVUE «ORAGEUSE» AVEC M. SMITH

M. Ivor Richard s'entretient avec le premier ministre sud-africain du règlement du problème rhodésien

De notre correspondant

M. Ivor Richard, envoyé spécial du gouvernement britannique et président de la Conférence de Genève sur la Rhodesie, est arrivé dimanche soir 2 janvier à Pretoria, venant de Salisbury. Il a rencontré le chef de l'Etat rhodésien, Ian Smith, à Salisbury, où il a passé la nuit avant de repartir, lundi matin, M. J.-B. Vorster, premier ministre de la République Sud-Africaine, dans sa résidence d'Ouboustrand. M. Richard avait précédemment rencontré, au cours de deux jours, le président de la République de la Zambie, et Smith, premier ministre rhodésien. Cette seconde entrevue, samedi, a duré deux heures et demi. M. Richard, visiblement de mauvaise humeur, a été de cet entretien, s'est borné à dire que sa conversation avec M. Smith avait été «orageuse». Il semble que M. Richard ait écarté la proposition d'installer

un conseil des ministres provisoire dirigé par un président nommé par Londres, pour gouverner durant la période de transition rhodésienne. Le premier ministre rhodésien a refusé de reconnaître la proposition de M. Smith figurait celle de nommer un commissaire britannique résident à Salisbury pendant la période intermédiaire. Enfin, les forces rhodésiennes de sécurité ont annoncé, samedi 1^{er} janvier, qu'un policier africain avait été tué et qu'un autre avait été blessé à la suite de cet attentat. Les nationalistes de ce groupe ont déclaré que la ville de Salisbury de kilomètres de la frontière du Mozambique. — (A.F.P. Reuter.)

ELECTION DU PARL
Une victoire à la

CORRESPONDANCE

Attitude de Louis Pradès en mai 1968

LE MONDE
Nouveaux

La chute des cheveux est un
L'avis de l'endiguement est

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
1, rue de la République - 75001 Paris
Tél. 260 55 55

مكتبة من الأصل

L'ELECTION DU PARLEMENT DE STRASBOURG

Une victoire à la Pyrrhus

(Suite de la première page.)

Les membres du Conseil constitutionnel ne pouvaient ignorer cette interprétation, ni le fait que celle-ci correspond à une doctrine très répandue, ni la portée exacte du terme « transféré » qui est couramment employé à Bruxelles, bien qu'il ne figure pas dans le traité de Rome. La Cour de justice des Communautés voit notamment un caractère fondamental de la C.E.S. dans le fait que celle-ci détiendrait des pouvoirs « issus d'une limitation de compétence ou d'un transfert d'attributions des Etats à la Communauté », affirmant même que ce transfert entraîne une restriction définitive de leurs droits souverains (1). La décision du Conseil constitutionnel met fin à ces interprétations laxistes des accords communautaires. Elle interdit aux pouvoirs publics français de s'y fier désormais. Aucun président de la République, aucun gouverneur, aucun ministre des affaires étrangères, ne peut plus reprendre la formule précitée de Robert Schuman parce qu'elle est contraire à la Constitution.

La décision du 30 décembre 1976 ne se contente pas de poser ainsi des limites étroites à l'application du traité de Rome. Elle rappelle que toute extension des compétences attribuées par lui aux organes communautaires exige un nouveau traité, l'élection au suffrage universel ne modifiera aucunement « la nature de cette Assemblée qui demeure composée des représentants de chacun des peuples des Etats ». Les députés élus par notre pays ne seront donc pas des députés européens, représentant une fraction d'un peuple européen ; mais des députés français représentant notre peuple dans une institution internationale.

Cela n'est pas une question de mots, mais concerne directement les modalités des élections communautaires. A ce propos, la décision du 30 décembre formule un deuxième principe fondamental. Le Conseil constitutionnel affirme que les termes de « procédure électorale uniforme » employés par l'acte qui lui a été soumis « ne sauraient être interprétés comme permettant qu'il soit porté atteinte [au] principe de l'indivisibilité de la République » réaffirmé par l'article 2 de la Constitution. Le même principe devra être respecté par la loi française appliquant l'acte en question. Cela exclut toute élection dans des cadres régionaux. Il semble que deux procédures seulement soient possibles juridiquement : la proportionnelle à l'échelle de la nation entière, ou un scrutin uninominal dans de petites circonscriptions dans lesquelles ne coïncide avec une région ou une sous-région.

Le Conseil constitutionnel ne se borne pas à définir ces principes. Il souligne en même temps les moyens qui permettent d'en assurer l'application : c'est le troisième aspect essentiel de sa décision. Il rappelle par exemple que toute modification du traité de Rome serait « susceptible de donner lieu à l'application tant des articles figurant au titre VI que de l'article 61 de la Constitution ». Le titre VI prévoit que les traités ou accords « relatifs à l'organisation internationale » ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi. L'article 61 dispose que toute loi peut être déférée au Conseil constitutionnel par le président de la République, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat, soixante députés ou soixante sénateurs. Les défenses de la souveraineté nationale sont assez nombreuses au Parlement pour permettre ainsi au Conseil constitutionnel de bloquer une loi qui s'écarterait des principes qu'il vient de poser.

La décision du 30 décembre 1976 rompt avec un lent glissement vers la supranationalité. Interrompu par le général de Gaulle en 1958, il avait repris depuis 1974. Pour y revenir, il faudrait désormais modifier profondément la Constitution, dans des conditions très difficiles. Souveraineté inaliénable, République indivisible : il est renoué avec ces principes fondamentaux du droit public français. Il ne s'agit pas de rhétoriques de l'histoire, puisque l'organe compétent pour interpréter la Constitution d'aujourd'hui proclame qu'elle est établie sur ces bases.

M. SANGUINETTI : s'il le faut j'irai jusqu'à la rupture.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien ministre, ancien secrétaire général de l'U.D.R., interrogé par le *Monde* Observateur sur son attitude envers le projet de ratification de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, a déclaré : « Je ne sais pas ce que feront ceux qui pensent comme moi. Pour ma part, s'il le faut, j'irai jusqu'à la rupture. J'estime, et je le lui ai dit, que Chirac a commis, en approuvant ce projet, une erreur politique, mais une faute à l'égard des Français. Je ne peux avaler un abandon si flagrant des principes mêmes du gaullisme. (...) »

« Pour l'instant, ce que l'Europe a de mieux à faire, c'est de permettre la conclusion d'accords précis et ponctuels entre les nations européennes. Et quand je dis nations européennes je ne veux pas parler seulement des Neuf. Le reste est utopie, et utopie dangereuse. »

La Nouvelle Action française (nationaliste) estime que « la question de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct n'est en rien résolue » par les avis exprimés à ce sujet par le Conseil constitutionnel, car « il s'agit de savoir si ce Parlement aura, ou non, des pouvoirs réels ». « S'il n'en a pas, pourquoi l'élire ? » demande la NAF, qui « appelle tous les patriotes, sans exception, à se mobiliser pour défendre la souveraineté nationale ».

Joué 6 janvier

UNE CONFERENCE DE PRESSE DE M. GEORGES MARCHAIS

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., donnera une conférence de presse, jeudi 6 janvier, à 11 heures, au siège du parti communiste, 2, place du Colonel-Fabien, à Paris.

MARIO est heureux de vous recevoir dans un nouveau cadre. DEJEUNERS D'AFFAIRES DINERS-SOUPERS. Retenez votre table à 324-33-59. Parking. Fermé le jeudi.

MARIO informe son aimable clientèle qu'à partir du 1^{er} janvier 1977 le restaurant sera ouvert le JEUDI et fermé le lundi.

« A propos de FENA. — M. Pierre Racine, ancien directeur de l'entreprise de la FENA, a écrit dans la revue *Promotions*, parue fin décembre, avait été rédigé au début d'octobre, c'est-à-dire avant la publication du livre de M. Giscard d'Estaing qui a été mis en vente le 10 octobre. L'ancien directeur de la FENA nous indique qu'il n'entendait donc pas contredire le président de la République », mais répondra « à diverses affirmations énoncées dans plusieurs articles parus cette année même » (le *Monde* du 25 décembre).

« PARIS ECOLOGISME », collectif d'associations qui présentera des candidats dans tous les arrondissements de Paris lors des prochaines élections municipales, a lancé un appel aux jeunes et à tous ceux qui se sont détournés de la vie politique pour qu'ils insistent sur les listes électorales de Paris. Ces nouveaux électeurs pourront ainsi « exprimer leur désir de mettre en place une authentique démocratie locale tournée vers l'amélioration de l'environnement ».

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE. Aucun diplôme exige aucune limite d'âge. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 688. ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION. Ecole privée fondée en 1873 spécialisée en cours de pédagogie de l'Etat. 4, rue des Petites-Champs, 75009 PARIS - CEDEX 02.

M. et Mme Giscard d'Estaing ont passé le Jour de l'an dans une famille du «quart-monde»

M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont passé, samedi 1^{er} janvier, dans une famille du «quart-monde» d'Herblay (Val-d'Oise), œuvre du mouvement Aides à toute détresse, que préside Mme Giscard d'Estaing. Au village réunit vingt familles venues pour la plupart de bidonvilles et considérées comme membres de ce «quart-monde» qui rassemble les plus déshérités.

La chef de l'Etat a d'abord visité le centre international du mouve-

ment de la République et son épouse ont quitté, à 16 heures, le village, dont les habitants leur ont offert un livre illustré sur Paris.

Mme Giscard d'Estaing a déclaré ensuite, au micro d'Europe 1 : « Le président est un homme simple, et je ne m'y attendais pas, il nous a posé toutes sortes de questions. Il voulait vraiment savoir ce qu'est la vie chez les pauvres. Nous lui avons parlé de notre logement, de nos soucis d'argent, nos difficultés avec certaines administrations... Je lui ai expliqué qu'on est obligé de mettre



(Dessin de KONE.)

ment, à Pierrelaye, où Mme Giscard d'Estaing s'était déjà rendue en décembre 1975 (le *Monde* du 9 décembre). Puis il a déjeuné dans le petit pavillon où l'avaient invité M. Giscard d'Estaing, O.S. 2 dans une usine voisine, son épouse Liliane et leurs six enfants. Le Père Joseph Wresinski, secrétaire général et fondateur du mouvement, assistait également au repas, ainsi qu'un couple ami, M. et Mme Jeandat.

M. Giscard d'Estaing s'est entretenu notamment des problèmes de logement, de transports, d'éducation rencontrés par les familles du «quart-monde». Il s'est inquiété de l'exclusion sociale dont celles-ci sont victimes. A ce sujet, le Père Joseph a noté : « Il faut les comprendre de l'intérieur. Ils forment une population. Ce ne sont pas des cas d'étude pour ethnologues. La société pense avoir réglé le problème des pauvres, mais elle n'a rien compris, bien qu'en France les gens soient plus accueillants qu'ailleurs. »

Arrivés à 12 h. 30, le président

les enfants à l'hôpital quand ils sont malades si on n'a pas de quoi payer le médecin. »

Quant à M. Macond, il a dit : « Pour moi, cette visite intentionnelle du président de la République a été une grande joie. Nous avons véritablement dialogué. Il faut voir ce qu'est la misère, et je pense qu'il a vu, qu'il a senti ce que nous éprouvons, qu'il a compris qu'il fallait essayer de faire quelque chose pour nous. »

Le comte de Paris, admis vendredi 31 décembre à l'hôpital Broca à la suite d'un malaise cardiaque (le *Monde* du 1^{er} janvier), y poursuivra son traitement dans un état stationnaire et satisfaisant, indique la direction de l'hôpital dans un bulletin de santé publié dimanche 3 janvier.

Le P.S.U. tiendra son congrès national à Strasbourg du 23 au 30 janvier et non du 22 au 24 comme il l'avait prévu tout d'abord (le *Monde* du 1^{er} décembre).

CORRESPONDANCE

L'attitude de Louis Pradel en mai 1968

Après la publication, dans le *Monde* daté 30-29 novembre 1976, du portrait de Louis Pradel, maire de Lyon décédé le 27, nous avons reçu de M. André Pierret, directeur honoraire du service d'incendie de la commune urbaine de Lyon, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

Cet article contient une grave accusation, sans fondement, et je ne puis laisser passer cela. Votre collaborateur écrit : « En 1968, pendant que des événements spectaculaires et même tragiques survenaient dans cette ville... M. Bernard Bille a refusé de se rendre à la manifestation d'ordre, et qui ont été rigoureusement muettes pendant les troubles. »

Je rétorque que M. Bernard Bille, qui était à Lyon, n'a pas été à Lyon. On pourrait croire qu'il a une oreille sélective. Quoi qu'il en soit, accuser le premier magistrat d'une ville d'avoir déserté son poste est une atteinte grave à son honneur, et c'est une manœuvre particulièrement odieuse devant une tombe ouverte.

En évoquant « des événements spectaculaires et même tragiques », ce n'est évidemment pas à la grève des sapeurs-pompiers de Lyon que nous songions, mais aux affrontements qui opposèrent, dans la nuit du 21 au 22 mai 1968, notamment aux abords du pont La Fayette, manifestants et forces de l'ordre. Ces heurts, extrêmement violents, provoquèrent la mort de communiste de police René Lacroix et firent plusieurs dizaines de blessés, tant du côté des représentants de la force publique que des manifestants.

Il fut facile alors de constater que si le maire de Lyon n'avait pas « disparu » — au sens physique du terme — de sa ville, il témoignait d'une singulière discrétion, aussi bien au lendemain de cette nuit d'émeute que les jours suivants. Rappelons depuis la ce propos que c'est pas Louis Pradel mais son premier adjoint, M. Armand Tapenoux, qui se rendit à l'hôpital Edouard-Berriot pour s'entretenir avec le directeur de la ville de Lyon. Et c'est le 28 mai, soit trois jours pleins après les faits, que Louis Pradel lança leur demande de « constater le crime le plus grand et de ne pas participer à des manifestations qui pouvaient dégénérer en émeute ».

Louis Pradel réapparut en public le 31 mai, au balcon de l'hôtel de ville, d'où il salua amicalement les quelques dizaines de milliers de Lyonnais défilant rue de la République, drapés de tricolores déployés, donnant d'ailleurs à cette occasion un sens bien particulier à l'apothéose dont il se réclama à son vent. — R.E.]

TEMPS NOUVEAUX

publie une critique de l'Amiral SANGUINETTI de la politique de défense et ses propositions. Envoi contre 10 F à adresser à : TEMPS NOUVEAUX, 5, rue Jules-Guesde (n° 62) St-Vincent-Joindre 10 F pour 2 premiers numéros. C.C.P. Paris 18.197.35.

Tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h. à Paris, 66, bd Saint-Michel, débat sur un grand problème de ce temps. Le 12-1 : problèmes de la sécurité. Le 12-2 : face à face Amiral Sanguinetti-Général Gallois : armée-non-violence. Places à l'entrée de la salle ou écrire adresse et-dessus avec enveloppe timbrée pour recevoir programme et conditions d'abonnement.

EUROCAP INSTITUTE CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione - PARIS 1^{er} Tél. : 260.38.84

LILLE : 16, rue Faidherbe - Tél. : 51.24.18 BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. : 48.06.34 TOULOUSE : 42, rue de la Pienne - Tél. : 23.29.84 METZ : 2-4, En Chapelle - Tél. : 75.00.11

La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et impuretés qui viennent se mélanger à des sécrétions normales. Le cuir vous démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses... Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité.

Ecrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous, (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

Envoyez à la Librairie Larousse 17, rue de Montparnasse - 75006 Paris Cedex 06

Larousse vous invite à vivre un événement unique...



Découvrez la Grande Encyclopédie Larousse au moment même où paraît son 20^e et dernier volume. La parution du vingtième volume de la Grande Encyclopédie Larousse marque une date de l'édition française et constitue, pour vous, un événement : la Grande Encyclopédie va pouvoir faire son œuvre, en complet dans vos bibliothèques. Larousse vous facilite son accès en proposant des modalités de paiement adaptées à chaque budget.

Un patrimoine culturel inépuisable au service de votre réussite et de l'avenir de vos enfants. La Grande Encyclopédie sera l'ouvrage le plus enrichissant et le plus utile que vous ayez jamais possédé. Ses explications détaillées vous permettront de comprendre les phénomènes complexes du monde moderne et elle jouera un rôle décisif dans la formation de vos enfants.

Faites connaissance gratuitement avec ce chef-d'œuvre de l'édition.

12 432 pages grand format, 8 000 articles. Plus de 15 000 illustrations en couleurs. Pour en savoir plus et connaître la superbe index qui vous sera offert en cadeau, renvoyez vite le bulletin ci-contre à la Librairie Larousse.

Invitation

A recevoir gratuitement, par courrier, la documentation en couleurs spécialement éditée par Larousse, concernant tous les détails sur la Grande Encyclopédie et le 20^e volume offert en cadeau.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Date _____

Signature _____

A renvoyer à la Librairie Larousse 17, rue de Montparnasse - 75006 Paris Cedex 06

hard s'entretient ministre sud-africain a problème rhodésien

PRESSE

La disparition de M. Émilien Amaury

Victime d'une chute de cheval, dimanche matin 2 janvier à Chantilly, M. Émilien Amaury, président-directeur général du Parisien libéré, est décédé le même jour vers 18 heures. Transporté d'abord à l'hôpital Lariboisière, où l'on devait déceler un traumatisme crânien et un traumatisme thoracique, il était ramené à son domicile de Vincennes-Saint-Firmin (Oise) à 18 h 30.

Au cercle hippique de Chantilly, où il se rendait tous les dimanches, M. Amaury — qui avait servi dans les spahis — s'était vu donner un cheval réputé difficile, selon l'enquête des gendarmes. Une première fois, après 5 kilomètres de promenade et dans des circonstances mal établies, « Chouan-d'Ive » faisait

chuter son cavalier. Remis en selle par deux promeneurs, M. Amaury était à nouveau désarçonné quelques centaines de mètres plus loin, après avoir perdu sa « bombe » et heurté de plein fouet un arbre bordant le sentier.

Peu avant 20 heures, on apprendait qu'un expert vétérinaire avait fait sur « Chouan-d'Ive » des prélèvements. On connaissait dans les jours qui venaient les résultats de l'analyse.

Un témoin a déclaré, d'autre part, que « Chouan-d'Ive » paraissait nerveux, il avait pourtant été monté par une excellente cavalière avant l'arrivée de M. Amaury.

De la publicité à la grande presse

Né le 5 mars 1909 à Stampes (Eure-et-Loir), Émilien Amaury débute sa carrière comme secrétaire de M. Marcel Sanguier, fondateur du Sillon, mouvement catholique de gauche. Il fonde, en 1937, l'Office de publicité générale, dont il sera le gérant jusqu'en 1945.

Nommé en 1937 conseiller technique au ministère des colonies, il est mobilisé en 1939. Officier au 4^e Spahis à Senlis, fait prisonnier en 1940, il s'évade rapidement et entre en contact avec la résistance, notamment avec Honoré d'Estienne d'Orves, fondateur d'un des premiers réseaux.

Vichy et la Résistance

Tout en organisant la propagande (familiale du gouvernement de Vichy) (il gère le budget du commissariat à la famille), Émilien Amaury anime une organisation de résistance connue sous le nom de « groupe de la rue de Lille ».

Membre fondateur de la Fédération nationale de la presse clandestine, il fonde les Cahiers de la Résistance, journal de la Résistance civile et militaire (O.C.M.) et participe à la fondation du Mouvement républicain populaire, dont il s'engage quand il rejoint le Rassemblement gaulliste, le R.P.F.

À la libération, il fonde l'hebdomadaire Carrefour, devient directeur de l'agence Havas, fait paraître, dès le 21 août 1944, le Parisien libéré. À l'automne de ce quotidien, Émilien Amaury va constituer, au gré des fluctuations d'après-guerre, un groupe de presse qui comprendra l'Unité de rue-lille, le monde, Marie-France, des journaux de province : Oise-Matin, Seine-et-Marne matin, le Courrier de l'Oise, le Maine libre, enfin, le quotidien sportif l'Équipe et ses périodiques spécialisés.

Un patron

(Suite de la première page.)

Les spécialistes de sociologie étudient un jour dans Carrefour, hebdomadaire quelque peu confidentiel, le rôle du patron, le mythe du chef d'orchestre clandestin, le coupable de saper toutes les valeurs de l'Occident. On croit pouvoir discerner, dans le personnage, une certaine similitude avec MM. Wilson ou Willy Brandt, ailleurs l'une des bêtes noires favorites, MM. Mendès France ou S.-G. J.-J., et surtout l'actuel président de la République, le courtois et bachelard, le faiseur de miracles, à qui Émilien Amaury — pourtant sévère, au temps où il lutta pour l'Algérie française — ne pardonne ni ses anciennes oppositions au général de Gaulle ni des réformes « qui sapent la foi et les mœurs ».

RELIGION

Archevêque de Turin

LE CARDINAL PELLEGRINO ANNONCE QU'IL A PROPOSÉ SA DÉMISSION A PAUL VI

Le cardinal Michele Pellegrino, archevêque de Turin depuis 1966, a annoncé, le 1^{er} janvier 1977, lors d'une homélie dans sa cathédrale, qu'il avait présenté sa démission à Paul VI « en raison de sa santé précaire et de son âge avancé ».

Cette initiative est difficile à interpréter. En effet, d'une part Mgr Pellegrino a devancé de deux ans la date de sa demande au pape qui régleme habituellement la démission à l'âge de 75 ans. D'autre part, il n'est pas de coutume de communiquer aux fidèles une telle décision avant qu'elle soit connue du refus ou de l'acceptation du pape.

D'autres raisons s'ajoutent-elles à celle avancée d'une mauvaise santé ? On ne le sait, mais il est de notoriété publique que l'archevêque de Turin a toujours eu un comportement très personnel. Pendant le concile et depuis, il n'a pas hésité à prendre des positions « progressistes », tant sur le plan intellectuel que sur le plan pratique.

Lorsque, en 1965, Paul VI a nommé Mgr Pellegrino cardinal, un mois après son entrée en fonctions à Turin, cette double promotion avait été interprétée comme le désir du pape de modifier le style traditionnel de la hiérarchie en Italie.

— H.P.

Cependant, c'est à Carrefour et au Parisien libéré qu'Émilien Amaury consacre la majeure partie de son attention. Chaque jour, par téléphone, il « fait la une » du Parisien selon ses propres critères, donnant la vedette aux faits divers, aux « idées couronnées », et décernant des prix de vertu et des idées de son choix. Pour sensible à la nécessité de la décolonisation, il dénonce tous les « abandons » au nom de la défense des « valeurs de la civilisation occidentale ».

Il luttait jusqu'au bout pour l'Algérie française, et il aidait Georges Bidault dans son action et son exil.

Le Parisien libéré atteignait en 1974 une diffusion de 785 000 exemplaires en deux formats : « courant » et « tabloïd ». Mais M. Amaury, qui avait absorbé plusieurs quotidiens départementaux de l'Île-de-France, constatant que le Parisien libéré était devenu un grand quotidien régional, exigeait de se voir appliquer la même convention collective que la presse de province. Le 20 novembre 1974, la direction et les représentants du personnel se mettent d'accord pour rechercher ensemble de nouvelles conditions de travail permettant l'introduction de nouvelles techniques dans l'entreprise, en particulier l'offset.

La crise de 1975

Mais, le 30 janvier suivant, le syndicat du Livre argue que tout accord particulier à l'entreprise ne serait pas en faveur de l'accord parisien. Le 3 mars, M. Amaury supprime l'édition du grand format du Parisien libéré et ses vingt-deux éditions régionales. Les journaux de province de cinquante-deux journalistes et de quelques deux cent

soixante ouvriers des imprimeries. Longtemps le fait, les travailleurs du Livre décident, les 7 et 8 mai, d'occuper les imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Écuries, tandis que M. Amaury entreprend de faire imprimer le Parisien libéré en Belgique : la guerre est déclarée entre l'un des plus grands patrons de la presse parisienne et l'un des syndicats dont les traditions de lutte sont les plus anciennes.

« Le conflit du Parisien libéré » devient une rubrique permanente de la chronique sociale, et même politique, de l'actualité française.

La bataille est ponctuée de grèves générales de la presse en 1975 et en 1976. Les heures de travail et les sommes perdues par les quotidiens se chiffrent par millions.

« Ni grévistes, ni légalistes », comme ils le rappellent à chacune de leurs manifestations, les ouvriers du Parisien demeurent dans leur imprimerie, inemployés, tandis que le journal, dont la diffusion est paralysée, est finalement imprimé à Saint-Ouen, à Charente et à Amiens par des ouvriers non syndiqués du C.G.T.

Chaque nuit ou presque, les camionnettes de livraison sont attaquées et leur contenu dispersé. Une double bataille judiciaire s'engage entre les ouvriers, privés de leur travail, et un titre soumis à un perpétuel harcèlement.

En 1976, M. Amaury maintient sa position intransigeante et, seul, refuse de signer le protocole d'accord avec le syndicat du Livre.

Les réactions

M. GEORGES BIDAULT :

« La mort qui a frappé d'une manière foudroyante Émilien Amaury me cause un vif chagrin. Ce n'est pas parce que, dans sa vie combattive, il en était arrivé à un moment où il ne pouvait plus que le nombre de ses adversaires, que je tairai le salut que notre passé amical m'impose d'adresser à sa mémoire ».

« J'ai écrit pendant plusieurs années, article hebdomadaire dans Carrefour, à l'époque où, gérant de la guerre d'Algérie, Amaury n'a jamais changé un mot ni une virgule à mes textes sans concession ».

« Je ne puis rien oublier de ce qu'il a fait pour garder libre et pensée et mon action. Il s'en va à un moment où, quel que fut son courage, il était devenu un homme seul. Il a été tout au long fidèle à sa mission, et il a permis de supporter l'écoulement des années ».

M. JACQUES GODDET :

« Quand je dis homme de caractère, je déclare M. Jacques Goddet, directeur de l'Équipe, au micro de France Inter, je ne pense pas aux hommes d'État, mais à ceux qui ont certain temps dans sa vie professionnelle, je pense surtout à son existence privée. Il a montré en moi un homme qui, par sa détermination, a permis de supporter l'écoulement des années ».

« Je l'ai rencontré sous l'occupation, à une époque où il préparait déjà la presse de la libération. Par conséquent, je l'ai connu sous l'occupation, ce qui m'a permis d'être une bonne cause, pour l'ordre moral, pour la France ».

L'HUMANITÉ : une ignominie.

Commentant la dépêche selon laquelle un acte de malveillance se serait passé à l'égard de l'« Humanité » écrit : « Que peuvent donc insinuer ceux qui lancent une telle information ? Sans doute qu'ils ne savent pas ce que M. Amaury est devenu d'un machinisme attentif, qu'il faudrait donc chercher du côté de ceux qui ont été ses adversaires (sous-entendu : les travailleurs du Livre). Les coups bas sont les habitudes dans certains milieux. On ne s'estompe donc pas de l'ignominie ».

Libération écrit : « Il avait couronné sa vie par la poursuite de la bête, celle qui « tort » dans le ventre immonde, et, grâce à lui, dans le cerveau, des millions de lecteurs. Au bas mot, il n'avait pourtant pas si mal commencé. Membre du Sillon, groupe présidé par le chrétien social en France, et même secrétaire de son dirigeant charismatique Marcel Sanguier, il lui a permis de mener à bien la démocratie chrétienne ».

Enfin, Rouge conclut ainsi son article : « Non, les ouvriers du Livre et tous ceux qui ont souffert de sa détermination, de son courage, de sa méthode de patron de choc ne lui auront rendu que la haine ».

qui prévoit la révision des conditions de fabrication des quotidiens.

La médiation

Le 5 décembre dernier, la police, appliquant la décision des magistrats rendus le 12 juin 1975, fait évacuer les imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Écuries. Après deux jours de grève, une importante manifestation organisée par les syndicats, un « médiateur », M. Jean-François Motin, est nommé par le gouvernement pour tenter de dénouer le conflit.

Après des entretiens préliminaires, M. Motin envisage une rencontre le 27 décembre entre le Livre C.G.T. et M. Amaury, qui pose des conditions telles que les tentatives échouent. Les contacts devaient reprendre cette semaine.

Président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne, M. Amaury avait été également président — pendant un an, en 1966 — de la Fédération nationale de la presse française.

Grand officier du Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la rosette de la Résistance, M. Émilien Amaury avait épousé, Mme Geneviève Amaury, agrégée de l'Université.

Deux enfants, Francine et Philippe, à qui nous adressons nos condoléances, ont l'un et l'autre consacré leurs travaux universitaires à la presse française.

LE PARISIEN LIBRE : comme le général de Gaulle.

Le Parisien libéré publie en première page la photo préférée d'Émilien Amaury le montrant aux côtés du général de Gaulle en 1966 à la Bourse.

Cette photographie, écrit le journal, « illustre, aux yeux du président Amaury, qui l'a fait insérer dans le journal, la fidélité par-dessus tout : la fidélité ».

« Une fidélité qui n'impliquait aucun aveuglement, aucun renoncement aux principes d'honneur, de liberté et de respect de l'homme, mais une fidélité à l'engagement, à la cause, à la justice ».

« Une fidélité qui n'impliquait aucun aveuglement, aucun renoncement aux principes d'honneur, de liberté et de respect de l'homme, mais une fidélité à l'engagement, à la cause, à la justice ».

« Une fidélité qui n'impliquait aucun aveuglement, aucun renoncement aux principes d'honneur, de liberté et de respect de l'homme, mais une fidélité à l'engagement, à la cause, à la justice ».

« Une fidélité qui n'impliquait aucun aveuglement, aucun renoncement aux principes d'honneur, de liberté et de respect de l'homme, mais une fidélité à l'engagement, à la cause, à la justice ».

« Une fidélité qui n'impliquait aucun aveuglement, aucun renoncement aux principes d'honneur, de liberté et de respect de l'homme, mais une fidélité à l'engagement, à la cause, à la justice ».

« Une fidélité qui n'impliquait aucun aveuglement, aucun renoncement aux principes d'honneur, de liberté et de respect de l'homme, mais une fidélité à l'engagement, à la cause, à la justice ».

SOCIÉTÉ

DANS LES VILLES AMÉRICAINES

Endiguer le « sex business »

De notre correspondant

New-York. — La pornographie et la prostitution qui, depuis quelques années, déferlent sur les États-Unis, viennent de se heurter pour la première fois à une ligne de défense : la décision de la Cour suprême de Detroit, par cinq voix contre quatre, de reconnaître la légalité de la loi sur les « massages parloirs » par la municipalité. Cette décision est invoquée à présent par Los Angeles, Des Moines, Portland, Kansas-City et New-York.

La réglementation en vigueur à Detroit n'autorise pas la ville à fermer des établissements pornographiques ou voués à la prostitution (« massages parloirs ») ni à les empêcher de fonctionner, mais elle prévoit qu'une distance de 300 mètres doit obligatoirement séparer entre eux des négoces (bibliothèques, cinémas, etc.). Elle oblige d'autre part le propriétaire d'un nouvel établissement voué à la prostitution ou à la pornographie à obtenir un avis favorable de 31 des résidents et des commerçants dans un rayon de 150 mètres. En contraignant de cette façon les « commerces de sexe », le plan, les autorités municipales espèrent pouvoir empêcher la formation, dans

le centre, de quartiers « chauds » — comme c'est le cas à New-York aux alentours de Broadway et de la 42^e rue.

Las Vegas, Oklahoma et Boston avaient, au contraire, tenté de concurrencer le trafic du sexe dans des ghettos appelés « quartiers adultes », où l'on trouve des établissements de strip-tease, des cinémas pornographiques, des « massages parloirs » et des librairies spécialisées. Ils se transformèrent vite en repaires de criminels. La zone de combat de Boston (courte de super-Pigalle) faisait tache d'huile et menaçait d'étendre au-delà de ses limites.

Depuis que la Cour suprême avait refusé, dans les années 60, de valider les lois anti-obscénité parce qu'elles restreignaient la liberté d'expression prévue par la Constitution, l'évolution des mœurs, si elle n'a pas substantiellement modifié les attitudes individuelles, a permis à l'industrie du sexe de prospérer et de bouleverser le paysage urbain de l'Amérique. Il ne s'agit plus pour l'Amérique moyenne de faire reculer le « sex business », mais de l'endiguer.

LOUIS WIZNITZER.

AÉRONAUTIQUE

L'Union soviétique n'aurait pas renoncé à mettre en service commercial son supersonique Tupolev-144

Contrairement à des informations de source américaine qui ont fait état, récemment, de l'abandon, par les Soviétiques, de leur idée de confier des passagers payants à l'aviation de transport civil supersonique Tupolev-144, il semble bien que le gouvernement soviétique n'ait pas renoncé à mettre en ligne commerciale et régulière des exemplaires de l'appareil, dont l'un des prototypes, on s'en souvient, s'est écrasé au Salon du Bourget en juin 1973.

Plusieurs indications très récentes donnent à penser que le concurrent du Concorde franco-britannique continue de figurer dans le panoplie des prochains matériels de la compagnie aérienne Aeroflot et, parmi ces indications, la plus importante est sans doute la conclusion, à la fin de l'année dernière, d'un accord entre l'Union soviétique et la société britannique Lucas.

Depuis décembre 1975, il y a donc un an presque jour pour jour, le Tupolev-144 est exploité sur la distance Moscou-Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan, pour le transport de marchandises pondéreuses et du fret postal. La ligne ne dépasse pas 3 700 kilomètres de distance, alors que le supersonique soviétique avait été conçu primitivement comme devant être capable de parcourir plus de 6 000 kilomètres. Autre part, le Tupolev-144 n'a pas transporté de passagers payants, ni sur cette ligne ni ailleurs.

À plusieurs reprises, des observateurs occidentaux se sont fait l'écho d'informations, jamais démenties par Moscou, selon lesquelles la construction en série du Tupolev-144 était interrompue par la publication, très notablement ralentie, de l'essai de la presse Moscov-Alma-Ata, était progressivement réduite : d'abord bi ou tri-hebdomadaire, elle serait devenue hebdomadaire en juin.

Des considérations de ce genre, circulant dans les milieux spécialisés, sur des annuaires techniques de l'aviation, les observateurs ont tenté d'argumenter pour conclure que le Tupolev-144 connaissait des difficultés dans son exploitation commerciale. Cette conviction était renforcée par la publication, par le quotidien les Izvestia du 29 novembre, d'un article de M. Boris Bugayev, ministre soviétique de l'aviation, qui paraissait ignorer l'existence de Tupolev-144 dans sa description des avions de transport civil en service régulier dans l'Aeroflot entre 1973 et 1980.

Selon ces mêmes sources occidentales, le supersonique soviétique a encore besoin de mises au point techniques importantes. En particulier, des vibrations excessives de l'appareil en vol le rendaient inconfortable à l'heure actuelle, ce qui expliquerait qu'il ne transporte aucun passager payant. De plus, le niveau de bruit des réacteurs serait loin d'être négligeable et le système de pressurisation interne devrait être amélioré. Enfin, le manque de puissance des réacteurs entraînerait l'équipage à utiliser, plus souvent qu'il ne le faut, le système de chauffage supplémentaire, d'où une consommation accrue de carburant en croisière qui expliquerait que l'autonomie de vol du Tupolev-144 soit réduite.

Tout nouveau modèle d'avion, surtout s'il est aussi révolutionnaire que l'est un appareil de transport civil supersonique, connaît des imperfections et doit subir des ajustements techniques. Concorde n'a pas échappé à la règle. Mais, dans le cas du Tupolev-144, l'incident précédent du Bourget et l'annonce d'un contrat récent avec une importante société britannique ont donné du crédit aux rumeurs sur de sérieux ennuis techniques de l'avion.

— JACQUES ISNARD.

SOCIÉTÉ

DANS LES VILLES AMÉRICAINES

Endiguer le « sex business »

De notre correspondant

New-York. — La pornographie et la prostitution qui, depuis quelques années, déferlent sur les États-Unis, viennent de se heurter pour la première fois à une ligne de défense : la décision de la Cour suprême de Detroit, par cinq voix contre quatre, de reconnaître la légalité de la loi sur les « massages parloirs » par la municipalité. Cette décision est invoquée à présent par Los Angeles, Des Moines, Portland, Kansas-City et New-York.

La réglementation en vigueur à Detroit n'autorise pas la ville à fermer des établissements pornographiques ou voués à la prostitution (« massages parloirs ») ni à les empêcher de fonctionner, mais elle prévoit qu'une distance de 300 mètres doit obligatoirement séparer entre eux des négoces (bibliothèques, cinémas, etc.). Elle oblige d'autre part le propriétaire d'un nouvel établissement voué à la prostitution ou à la pornographie à obtenir un avis favorable de 31 des résidents et des commerçants dans un rayon de 150 mètres. En contraignant de cette façon les « commerces de sexe », le plan, les autorités municipales espèrent pouvoir empêcher la formation, dans

le centre, de quartiers « chauds » — comme c'est le cas à New-York aux alentours de Broadway et de la 42^e rue.

Las Vegas, Oklahoma et Boston avaient, au contraire, tenté de concurrencer le trafic du sexe dans des ghettos appelés « quartiers adultes », où l'on trouve des établissements de strip-tease, des cinémas pornographiques, des « massages parloirs » et des librairies spécialisées. Ils se transformèrent vite en repaires de criminels. La zone de combat de Boston (courte de super-Pigalle) faisait tache d'huile et menaçait d'étendre au-delà de ses limites.

Depuis que la Cour suprême avait refusé, dans les années 60, de valider les lois anti-obscénité parce qu'elles restreignaient la liberté d'expression prévue par la Constitution, l'évolution des mœurs, si elle n'a pas substantiellement modifié les attitudes individuelles, a permis à l'industrie du sexe de prospérer et de bouleverser le paysage urbain de l'Amérique. Il ne s'agit plus pour l'Amérique moyenne de faire reculer le « sex business », mais de l'endiguer.

LOUIS WIZNITZER.

AÉRONAUTIQUE

L'Union soviétique n'aurait pas renoncé à mettre en service commercial son supersonique Tupolev-144

Contrairement à des informations de source américaine qui ont fait état, récemment, de l'abandon, par les Soviétiques, de leur idée de confier des passagers payants à l'aviation de transport civil supersonique Tupolev-144, il semble bien que le gouvernement soviétique n'ait pas renoncé à mettre en ligne commerciale et régulière des exemplaires de l'appareil, dont l'un des prototypes, on s'en souvient, s'est écrasé au Salon du Bourget en juin 1973.

Plusieurs indications très récentes donnent à penser que le concurrent du Concorde franco-britannique continue de figurer dans le panoplie des prochains matériels de la compagnie aérienne Aeroflot et, parmi ces indications, la plus importante est sans doute la conclusion, à la fin de l'année dernière, d'un accord entre l'Union soviétique et la société britannique Lucas.

Depuis décembre 1975, il y a donc un an presque jour pour jour, le Tupolev-144 est exploité sur la distance Moscou-Alma-Ata, la capitale du Kazakhstan, pour le transport de marchandises pondéreuses et du fret postal. La ligne ne dépasse pas 3 700 kilomètres de distance, alors que le supersonique soviétique avait été conçu primitivement comme devant être capable de parcourir plus de 6 000 kilomètres. Autre part, le Tupolev-144 n'a pas transporté de passagers payants, ni sur cette ligne ni ailleurs.

À plusieurs reprises, des observateurs occidentaux se sont fait l'écho d'informations, jamais démenties par Moscou, selon lesquelles la construction en série du Tupolev-144 était interrompue par la publication, très notablement ralentie, de l'essai de la presse Moscov-Alma-Ata, était progressivement réduite : d'abord bi ou tri-hebdomadaire, elle serait devenue hebdomadaire en juin.

Des considérations de ce genre, circulant dans les milieux spécialisés, sur des annuaires techniques de l'aviation, les observateurs ont tenté d'argumenter pour conclure que le Tupolev-144 connaissait des difficultés dans son exploitation commerciale. Cette conviction était renforcée par la publication, par le quotidien les Izvestia du 29 novembre, d'un article de M. Boris Bugayev, ministre soviétique de l'aviation, qui paraissait ignorer l'existence de Tupolev-144 dans sa description des avions de transport civil en service régulier dans l'Aeroflot entre 1973 et 1980.

Selon ces mêmes sources occidentales, le supersonique soviétique a encore besoin de mises au point techniques importantes. En particulier, des vibrations excessives de l'appareil en vol le rendaient inconfortable à l'heure actuelle, ce qui expliquerait qu'il ne transporte aucun passager payant. De plus, le niveau de bruit des réacteurs serait loin d'être négligeable et le système de pressurisation interne devrait être amélioré. Enfin, le manque de puissance des réacteurs entraînerait l'équipage à utiliser, plus souvent qu'il ne le faut, le système de chauffage supplémentaire, d'où une consommation accrue de carburant en croisière qui expliquerait que l'autonomie de vol du Tupolev-144 soit réduite.

Tout nouveau modèle d'avion, surtout s'il est aussi révolutionnaire que l'est un appareil de transport civil supersonique, connaît des imperfections et doit subir des ajustements techniques. Concorde n'a pas échappé à la règle. Mais, dans le cas du Tupolev-144, l'incident précédent du Bourget et l'annonce d'un contrat récent avec une importante société britannique ont donné du crédit aux rumeurs sur de sérieux ennuis techniques de l'avion.

— JACQUES ISNARD.

UN NOUVEAU MET

Ouverture le 3 janvier au cœur de la ville dans le Saint-Jacques.

115 chambres insonorisées, 2 restaurants climatisés. 2 restaurants Metz et le Rabelais. Salons et de réceptions. Garage Sofitel Jacques Borel.

Centre Saint-Jacques Place Paraïges 57000 Metz

Tél. (87) 74 57 27 Télex 930 328

36 hôtels en France et

حکومت الامم المتحدة

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

TROIS ÉTUDES SUR LE TRAVAIL FÉMININ

Une querelle dépassée

Le débat sur le travail des femmes s'apparente parfois, en France, à une véritable guerre de religion. On échange des anathèmes : les uns sont pour, les autres contre, comme s'il s'agissait d'une affaire d'opinion et de croyance, et non d'une réalité sociologique à cerner, analyser et organiser. Les Françaises qui ont des responsabilités politiques, professionnelles ou syndicales sont vigilantes : il suffit qu'un ministre, comme ce fut récemment le cas de M. Christian Baudouin, paraisse acquiescer à un retour des femmes au foyer pour que se lèvent les états d'âme de la révolte contre l'obscurantisme.

Ces querelles paraissent byzantines quand on s'en tient aux faits. Un document de l'Institut national d'études démographiques montre que le travail des femmes est un phénomène d'une remarquable stabilité si on l'observe sur une longue période (1).

Globalement, en effet, depuis 1896 la proportion des femmes dans l'ensemble de la population active s'est constamment accrue entre 32 % et 40 %. On a enregistré trois périodes de hausse : pendant les deux guerres mondiales, ce qui s'explique aisément, et depuis le début des années 60. Cette stabilité cache pourtant des évolutions considérables : en 1901, sur 6 300 000 actives, 2 600 000 travaillaient dans l'agriculture. En 1975, sur 8 250 000 femmes actives, 630 000 seulement étaient agricultrices. En investissant, depuis le début du siècle, les secteurs secondaire et tertiaire, les femmes ont surtout changé de lieu de travail. S'il était difficile, pour une agricultrice, de faire le part de l'activité professionnelle et de l'activité domestique, cette distinction est, aujourd'hui, inscrite dans l'espace et dans le temps de chaque journée pour les salariées. L'évolution, depuis trois quarts de siècle, a eu pour principal effet d'éloigner les femmes de leur foyer et de leurs enfants, mais non d'accroître leur charge globale de travail.

Depuis une dizaine d'années, on constate une lente augmentation du taux d'activité féminine, qui s'est accélérée depuis 1968 et atteignait en 1975 environ 39 %. D'autre part, le taux d'activité masculin diminue, réguli-

èrement depuis 1946 et se situait, en 1975, aux alentours de 54 %. L'INED publie un graphique qui montre un processus de relèvement du travail féminin. Les auteurs de l'étude écrivent : « De vingt et un à cinquante-huit ans, le taux d'activité féminine est plus élevé en 1975 qu'en 1954 (...) alors que le taux d'activité masculine a fortement baissé de vingt et un à trente ans, augmenté seulement de 1 % entre trente et un et quarante-huit ans et diminué au-delà... »

« Voleuses d'emplois ? »

Pour-on prévoir l'évolution future du travail féminin ? Pour les spécialistes de l'INED, si l'on en juge par « les taux d'activité atteints dans les pays de l'Est (en 1972, 51 % en Union soviétique, 48,8 % en République démocratique allemande), par la proportion croissante à travailler des jeunes femmes et surtout de celles qui ont fait des études, et par la réduction des années de maternité consécutives à la réduction de la natalité, c'est un effectif de plusieurs millions d'actives potentielles qui pourrait se présenter sur le marché du travail dans les prochaines années ».

Cette perspective est-elle redoutable ? Pour ceux qui craignent que les femmes ne soient des « voleuses d'emplois », les tensions sur le marché du travail vont s'accroître. Mais peut-on freiner ce mouvement et faut-il le vouloir ?

Mme Paulette Holman, secrétaire confédérale de Force ouvrière, responsable des questions féminines, est catégorique. Elle écrit dans le numéro spécial sur le travail féminin que vient de publier sa confédération : « Trop nombreux sont encore ceux qui pensent, y compris parmi les travailleurs et les travailleuses, que, si le salaire du mari était suffisant, si les allocations familiales étaient plus importantes, cela permettrait aux femmes qui travaillent de rester chez elles et de décharger des emplois pour les jeunes et les chômeurs. De toutes les idées surannées, c'est probablement la pire... »

Contre que le droit au travail soit inscrit dans la Constitution et que le revenu supplémentaire apporté

par la femme est, en moyenne, de 40 %, Mme Holman voit une autre raison de renoncer à cette idée « surannée » : « Les emplois abandonnés par des femmes qui ont la possibilité de rester ou de retourner à leur foyer ne sont jamais attribués à des hommes, ni même occupés par eux : ils sont toujours octroyés à d'autres femmes (...) qui sont dans l'obligation de travailler et que l'on continuera d'exploiter imperturbablement... » La querelle femme au foyer-femme au travail apparaît donc à Mme Holman « stérile, inopportune et dangereuse » (2).

Si cette querelle du travail féminin a gagné bien des pays développés, elle a un caractère très théorique dans les pays en voie de développement. Dans ceux-ci, estime le dernier numéro de la revue les Carnets de l'enfance, éditée par l'UNICEF, « l'absorption de la force de travail par les corridors d'eau et de bois, les travaux agricoles et les soins aux enfants, qui se soldent par seize heures d'activités journalières, sous-tend et renforce les autres formes de dépendance qui paralysent les possibilités de développement des femmes » (3). Ce numéro de la revue consacre à l'allégement du travail des femmes une étude notamment une conséquence peu connue des plans de développement : « Ils ont eu le plus souvent pour effet, notamment, d'aggraver la condition des femmes... »

BRUNO FRAPPAT.

- (1) Population et société, décembre 1976, éditée par l'Institut national d'études démographiques, 27, rue du Commandeur, 75013 Paris Cedex 14.
- (2) Force ouvrière, mensuel de la confédération Force ouvrière, décembre 1976, 158, avenue du Maine, 75014 Paris.
- (3) Les Carnets de l'enfance, octobre-décembre 1976, Unicef, Palais Wilson, case postale 12, CH 1211 Genève 14, Suisse.

UN COLLOQUE EUROPÉEN A BERLIN-OUEST

Les enfants d'immigrés à l'école maternelle

Berlin-Ouest. — Réunis sur l'initiative du Conseil de l'Europe, une cinquantaine de spécialistes de l'enseignement préscolaire — venus de dix-huit pays européens — viennent d'étudier pendant une semaine, les problèmes

posés par la scolarisation des enfants de migrants à l'âge de l'école maternelle. Malgré la crise économique, quelques treize millions de migrants séjournent actuellement dans les pays industrialisés d'Europe occidentale.

De notre envoyé spécial

recherche et d'étude pour la diffusion du français). Là où les spécialistes divergent, c'est lorsqu'il s'agit de choisir une langue d'enseignement. D'une manière générale, les « pays d'envoyé » souhaitent que l'enfant apprenne d'abord sa langue maternelle. Les délégués grecs et turcs, notamment, ont insisté pour que les enfants ne soient pas détachés de leur culture d'origine. Il est vrai — tous l'ont constaté — que l'apprentissage d'une deuxième langue est moins rapide que la régression de la langue maternelle, lorsque celle-ci n'est plus pratiquée. On aboutit alors à des situations de « semi-bilinguisme », où l'enfant ne connaît plus ni l'une ni l'autre langue. « Mieux vaudrait connaître sa langue maternelle, lit-on dans le document final, mieux si est armé pour en apprendre une seconde... »

Mais comment peut-on enseigner la langue familiale à l'école maternelle ? Sur ce point, chaque pays, chaque région, est un cas particulier. A l'école maternelle hispano-allemande de Munich ou à l'école gréco-allemande de Berlin, il est relativement facile de pratiquer un enseignement bilingue. Mais que faire, lorsqu'une maternelle suédoise compte des Finlandais, des Danois, des Turcs et des Grecs dans la même classe ?

En France aussi, il est bien rare que le groupe des migrants soit homogène : on ne peut pas atomiser chaque classe en lusitophones, hispanophones, arabophones et francophones. Que faire, lorsque la langue familiale est un dialecte (catalan, berrichon, sicilien, etc.) ? Il existe cent trois langues et dialectes répertoriés, en Europe, qui sont autant de « premières langues » distinctes des langues nationales. L'introduction progressive du bilinguisme « souhaitée après l'âge de trois ans apparaît comme un beau rêve... »

La Suède, pour sa part, a décidé de prendre le problème à bras-le-corps. En mai 1976, le Parlement a adopté une loi accordant aux enfants de migrants le droit à l'enseignement de la langue fami-

liale dès l'école maternelle, à raison de six heures par semaine. D'autres pays, comme la Grande-Bretagne et la France, se montrent sceptiques à l'égard de cette formule. La longue tradition « d'impérialisme culturel », mais aussi dans beaucoup de cas une certaine expérience pédagogique, poussent à préférer l'enseignement unilingue pour tous, quitte à maintenir un certain « biculturalisme » dans l'environnement physique et affectif de l'enfant.

Dans son rapport introductif, Mme Hélène Gratiot-Alphandéry, professeur de psychologie à l'université René-Descartes de Paris, a rappelé que l'éducation préscolaire n'est pas seulement l'apprentissage du langage. « Cette instance mise sur l'expression verbale menace de bloquer toute autre forme d'expression », a-t-elle dit, en soulignant l'importance des autres moyens d'expression (gestuelle, corporelle, artistique). L'intégration d'un petit migrant passe autant par les soins et l'attention que lui porte la femme de service que par les leçons de l'institutrice.

Tous les participants ont insisté sur ce rôle d'accueil de l'école maternelle, lien entre la famille migrante et le pays de séjour. « Une famille qui accepte de laisser son tout-petit à l'école, c'est déjà un pas dans l'adaptation au pays d'accueil », notait une institutrice. Mais c'est le plus difficile à obtenir. Tout, en effet, crée des barrières : la langue, l'hygiène, les habitudes alimentaires, les traditions religieuses, la conception même de l'école, où beaucoup de migrants ne comprennent pas qu'on perde son temps à « jouer ». Il est donc nécessaire que le contact soit préparé à l'avance, par le truchement des offices d'immigration, des municipalités, des écoles et de toutes les bonnes volontés. Les familles doivent apprendre ce qu'est l'école maternelle. Quant à l'équipe pédagogique (institutrices, puéricultrices, infirmières, psychologues), elle doit apprendre ce qu'est la condition de migrant, essayer de connaître les familles et, si possible, les éléments de base de leur culture d'origine.

ROGER CANS.

(PUBLICITE)
FORMATION PERMANENTE - EDUCATION DE L'ENFANT
Stage à l'intention des puéricultrices, personnel médical et toutes personnes s'initiant à la psychologie de l'enfant
à partir du 10 janvier 1977 - 36 heures
INSCRIPTIONS : Université de Paris-VIII, Formation permanente, Route de la Torrelle, 75011 PARIS CEDEX 12
Tél. : 374-12-30 poste 389 - 374-92-28

UN NOUVEAU
★★★★★
A METZ

Ouverture le 3 janvier
au cœur de la ville dans le vieux quartier
Saint-Jacques.

115 chambres insonorisées et
climatisées. 2 restaurants, le Café de
Metz et le Rabelais. Salons de réunions
et de réceptions. Garage.

Sofitel Jacques Borel
Centre Saint-Jacques
Place Paraiges
57000 Metz
Tél. (87) 74 57 27
Télex 930 328



36 hôtels en France et en Belgique

UN NOUVEAU
★★★★★
A ORLEANS

Ouverture le 24 Janvier
du 1^{er} hôtel 4 étoiles d'Orléans, au cœur
de la ville, au bord de la Loire.

110 chambres insonorisées
et climatisées. 2 restaurants, le Café
d'Orléans et la Venerie. Salons
de réunions et de réceptions. Garage.

Sofitel Jacques Borel
46, quai Barentin
45000 Orléans
Tél. (38) 62 17 39
Télex 780 073



Réservation Centrale
Paris 657.11.43 Télex 200 432

La fille de M. de Varga affirme qu'elle possède des preuves pouvant contredire la version des policiers

a-t-il vraiment profité? Guy Simoné, devant le juge d'instruction, a — un peu tardivement — laissé entendre qu'il y aurait quelques plus - gros bonnets - au-dessus de MM. de Varga et de Ribemont. Il n'en fallait pas plus pour que l'on se mette à parler d'un « M. X... » que les policiers auraient... oublié.

A admettre que ce mystérieux personnage existe, il faudrait sans cesse chercher plus avant qu'il ne va, jusqu'à présent dans les affaires du prince de Broglie. Elles étaient nombreuses, variées, souvent discrètes, et parfois judicieusement placées à l'étranger (voir ci-dessous notre enquête à Luxembourg). Irrationnel et découvrir la clé d'un crime qui, dès lors, pourrait faire place à une nouvelle affaire...? — D. P.

« Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou lui sont favorables. »

Le même jour, les actionnaires nomment, à l'unanimité, les trois administrateurs de la société : M. Jean de Broglie, propriétaire, demeurant à Broglie, président ; M. Robert Leclerc, banquier, demeurant à Genève.

**Au lieu de 2% de baisse T.V.A.,
Jusqu'au 29 janvier, les 8 BHV font plus:**

* Baisse TVA incluse.
Quelques exemples de prix :
Drop coton blanc
180 x 290 38F 30,40F
Saracotté éponge unie 100% coton ciel,
rose ou turquoise,
50 x 85 12F 9,60F
Nappe ronde, diamètre 180,
maille polyamide
imprimée 55F 44F
Jusqu'à épuisement des stocks.
Les prix barrés sont ceux pratiqués au
31 décembre 1976.

Non cumulable avec franco-province.

na saïne; Poniatowski, en réponse aux déclarations de ce dernier à propos d'une question orale de M. Louis Lépensec, député du Finistère (P.S.). M. Michel Poniatowski avait rappelé le «devoir de discrétion et d'obéissance à la loi» qui incombe aux réfugiés et justifié les «mesures

LES RÉFUGIÉS BASQUES RÉPONDENT À M. PONIATOWSKI

M^{rs} Yann Schoucq et Abbehy, conseils aux réfugiés espagnols arrivés à résidence à l'île d'Yeu, ont adressé au ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, en réponse aux déclarations de ce dernier à propos d'une question orale de M. Lucien Lepetit, député du Finistère (P.S.), M. Michel Poniatowski avait rappelé le « devoir de discrétion et d'obéissance à la loi » qui incombait aux réfugiés. M. Lucien Lepetit a demandé la surveillance stricte prise par le gouvernement par la nécessité d'assurer le respect des décisions d'assignation à résidence. M. Michel Poniatowski a répondu : « Les étrangers qui trouvent soumise le Monde du 31 décembre 1978 ».

Les auteurs de la lettre adressée au ministre de l'Intérieur considèrent les mesures d'assignation à résidence prises à l'encontre de la majorité des réfugiés basques comme injustifiées, ceux-ci n'ayant subi aucune condamnation par les tribunaux français pour participation aux activités de l'ETA.

Pour être sûr de bien choisir. **BHV** BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL.

هكذا من الأصل

ENQUÊTE

Armes en tous genres

(Suite de la première page.)

Depuis quelques années, on l'a vu avec l'affaire Lockheed, et si certain rapport d'un inspecteur des finances, M. Pierre Mayer, émerge enfin de l'ombre où le tient la peur du scandale, on le verra bientôt en France, les fabricants d'armes eux-mêmes se sont mis aux méthodes des trafiquants et se passent quelquefois de ces intermédiaires distributeurs de commissions.

Ces services astucieux des marchands de canons en prennent parfois ombrage et, voyant des gains substantiels leur échapper, se mettent à divulguer des pratiques condamnables.

Le trafic d'armes proprement dit est, avant tout, un trafic de papiers. En effet, le maître document dont doit disposer, pour s'approvisionner en armes, l'Etat ou le groupement qui ne peut officiellement se porter acquéreur auprès d'un fabricant de fusils ou de bombes, est le « certificat de destination finale » que les Anglo-Saxons appellent « end-use ». Ce document, qui décidera un gouvernement à autoriser ses fabricants nationaux à accepter une commande, doit prouver au vendeur que les armes qu'il va fournir sont destinées à un client acceptable, à un gouvernement ami dont on n'a rien à redouter. Assorti d'un engagement de non-réexportation de la part de l'acheteur, le certificat de destination finale donne bonne conscience au fournisseur, même s'il subodore que les armes prendront une des-

tination toute différente de celle qui était initialement prévue.

Le premier travail du trafiquant sollicité par un acheteur d'armes ayant toutes raisons de demeurer inconnu consiste donc à se procurer un « end-use » en bonne et due forme, qui permettra l'exportation du matériel désiré. Il lui suffit de trouver, parmi les clients acceptables, celui qui, moyennant finances, se résoudra à faire écran en passant la commande au nom de son gouvernement. Les trafiquants français ont beaucoup regretté le départ de Paris du colonel-prince Sisowath Methawin, attaché militaire de l'ambassade du Cambodge à Paris. Pendant des années, ce membre de la famille royale fit le bonheur des amateurs de « end-use ». Il acceptait, en effet, de fournir, pour une somme forfaitaire — de 10 000 à 25 000 dollars, suivant l'importance du contrat, — des certificats établissant que les armes et munitions commandées étaient bien destinées à son pays. Nous avons eu en main certains de ces documents portant commande de 400 bombes ou de 5 000 roquettes SNEB de 57 mm à têtes explosives, ainsi que d'autres joujoux de même genre, et signés du colonel-prince qui vit aujourd'hui — confortablement — à Miami-Beach, en Floride.

Le défunt Moïse Tshombé, chef du gouvernement du Katanga, et l'abbé Fulbert Youlou, alors chef de l'Etat du Congo-Brazzaville, tiraient naguère eux aussi de substantiels profits des certificats qu'ils délivraient à l'époque où leurs signatures avaient quelque valeur. Aujourd'hui, d'autres représentants de certains gouvernements africains et d'Amérique du Sud ont pris le relais. Il se agit désolément pour les pays du tiers-monde de donner plus de précisions, mais les initiés savent à quelle porte il convient de frapper et connaissent les tarifs des diplomates ou ministres complicités.

Le « end-use » obtenu, encore faut-il le faire avaler par les autorités. En France, il serait, dit-on, difficile de tromper son monde, depuis l'installation d'une commission interministérielle qui n'a jamais été officiellement créée. Il s'agit du BLIRTA (Bu-

reau de liaison interministériel pour la répression des trafics d'armes). Siègent dans cette commission, qui se réunit chaque mois, des représentants du ministère de l'Intérieur, des affaires étrangères, des finances (douanes), de la défense, de la gendarmerie, de la sécurité du territoire et du S.D.E.C.E.

Toutes les commandes et demandes d'exportation d'armes y sont examinées et les solliciteurs testés. Les organismes représentés mettent en commun leur documentation et leurs « tuyaux » afin de déceler les trafiquants. Ce filtre devrait être efficace. Cependant, si les marchands détiennent d'une licence et les trafiquants notoires sont connus, il arrive que de nouveaux venus — souvent associés à des anciens — réussissent à passer au travers et fassent tenir pour loyal un « end-use » de contrebande. Et puis, l'avis de la commission n'est pas tout.

La reconnaissance des amateurs

La direction du matériel et de l'armement (D.M.A.), la direction des affaires internationales (D.A.I.), au ministère de la défense, ont aussi leur mot à dire, et telle commande, qui paraît suspecte au premier barrage, se voit parfois réputée valable au dernier. On se doute qu'intervient à ces hauts niveaux des considérations politiques certes, mais aussi (et on a tout lieu de supposer que le rapport de M. Pierre Mayer auquel nous avons déjà fait allusion réserve dans ce domaine quelques surprises de taille), des manifestations concrètes et privées de la reconnaissance des amateurs d'armes.

Nous croyons savoir que le président de la République aurait été informé il y a quelques mois de certains transferts de fonds à des comptes à numéros, en Suisse, auxquels la Banque de France ne s'est pas intéressée.

Une fois nanti de l'autorisation d'exporter, l'acheteur d'armes aura à prouver sa solvabilité et sa loyauté. En effet, toute autorisation d'exportation d'armes est assortie d'un « acquies à caution »

— en général 5 % de la somme engagée dans le marché — qui sera bloqué à un compte spécial des douanes. Le dépôt sera restitué, quand l'acquit reviendra, à cette administration, dûment visé par les autorités du pays officiellement destinataire des armes exportées ou par un agent consulaire français dans ce pays.

On se doute bien que les trafiquants ont prévu ce contrôle. Il est d'autant plus aisé à éluder que le diplomate ou le ministre qui a fourni le « end-use » de complaisance trouve facilement, en échange d'un petit cadeau supplémentaire, le fonctionnaire de son pays qui signera l'acquit destiné aux douanes françaises, sans trop se préoccuper de savoir ce que contiennent les caisses qu'on lui présentera, ni même si la cargaison à contrôler ne sera pas réembarquée le même jour pour une « destination inconnue ».

Dans certains cas, quand on ne peut s'offrir le luxe de faire un détour par le pays officiellement destinataire des armes, pour faire viser l'acquit qui suit la cargaison, on abandonnera tout simplement à l'administration française la caution de 5 %. Une telle pratique n'est le fait que de trafiquants d'occasion, qui ne réapparaissent pas une fois réalisée l'opération qu'ils souhaitaient mener à bien. Les professionnels, qui n'agissent pas par idéologie, ne tiennent pas à se faire remarquer, car si la caution n'est pas réclamée, ils doivent prouver que les armes ont été détournées de leur destination officielle à leur insu, et ils courent le risque de se voir retirer leur licence de négociant, s'ils en ont une, ou de voir rejeter toutes les demandes d'exportation d'armes qu'ils pourraient présenter à l'avenir.

Mais là encore, il y a des arrangements et les recommandations des bonnes fonctionnaires qui siègent au BLIRTA ne sont pas toujours expressément suivies.

MAURICE DENUZIERE.

Prochain article :

DES MILLIONS DE DOLLARS

DÉFENSE

CORRESPONDANCE

Une discrimination à l'encontre des sous-officiers

Nous avons reçu la lettre suivante d'un groupe de sous-officiers de l'armée de terre, qui nous demandent de leur conserver l'anonymat :

L'objet de notre mécontentement, pour employer un euphémisme, n'est pas un problème de solde — bien que là encore toutes les promesses faites aux sous-officiers n'aient pas été tenues, — mais un problème que nous considérons comme plus grave, car il touche à notre carrière et à notre orgueil de sous-officier. Ce problème est celui de notre avancement.

LE VICE-AMIRAL WACRENIER DÉNONCE L'INSUFFISANCE DES MOYENS DE SURVEILLANCE MARITIME EN MANCHE

(De notre correspondant.)

Chebourg. — Le vice-amiral Jacques Wacrenier, préfet maritime de la 1^{re} région maritime (Chebourg), a souligné, jeudi 30 décembre, les insuffisances de la marine nationale face à la nouvelle mission qui lui sera confiée, en juillet 1977, lorsque la circulation maritime sera contrôlée en Manche et dans le pas de Calais.

La question qui se pose actuellement à la marine, a déclaré le vice-amiral, c'est de savoir si la France sera ou ne sera pas capable d'exercer ce contrôle des courants de circulation qui seront institués le 1^{er} juillet prochain. Soulignant que les Britanniques sont en mesure de faire la police de la mer en Manche, le préfet maritime de Chebourg a estimé que le nombre des bateaux, dans la marine nationale, était actuellement insuffisant pour ces nouvelles tâches de surveillance, ainsi, d'une manière générale, que pour le contrôle des zones économiques de 200 milles nautiques si cette extension était décidée par les neuf partenaires de la Communauté européenne.

En Manche, arrivent environ 30 % de ravitaillement pétrolier de la France et 75 % de son commerce en matières premières. On compte, à l'heure actuelle, un trafic journalier de huit cents navires marchands. Le vice-amiral Wacrenier espère pouvoir disposer à Chebourg des deux premiers patrouilleurs rapides que la marine a commandés pour un prix de 33 millions de francs l'exemplaire.

Le pourcentage des nominations des personnels sous-officiers a diminué depuis 1974 ; il est encore plus faible en 1976 que les années précédentes, de 27,3 % au total, soit en diminution de 17 % pour les adjudants-chefs ; de 38 % pour les adjudants, et de 27 % pour les sergents-chefs.

Chiffres donnés officiellement par la direction du personnel militaire de l'armée de terre (bureau études générales). Ceci alors que les nominations d'officiers sont en constante augmentation. Au total, cinq cents cinquante sergents-chefs n'ont pas été nommés en 1976, alors qu'ils figuraient sur le tableau d'avancement de cette même année.

Si la diminution des nominations paraît encore très acceptable et être expliquée par des arguments valables, pourquoi se fait-elle toujours aux dépens des sous-officiers et parmi les moins gradés de ceux-ci ?

Ce qui est encore plus grave et, de plus, provoquant en 1976, d'un côté, dans tous les grades, le tableau d'avancement des sous-officiers, a diminué alors que celui des officiers a augmenté. Exemple : colonel : + 11,5 %. Les nominations de ceux-ci commencent le 1^{er} janvier alors que celles des sous-officiers ne débuteront qu'à compter du 1^{er} avril.

Voilà après toutes les injustices nommées ci-dessus la plus caractéristique et la plus inacceptable des discriminations devant laquelle le corps des sous-officiers et, notamment les adjudants au tableau cette année, se rebellaient.

« Terre information » de décembre 1976, la revue mensuelle de l'armée de terre, reconnaît qu'un examen attentif des tableaux d'avancement de 1977 et une comparaison avec ceux de 1976 permettent de constater : pour les officiers, un volume d'inscription comparable pour le grade de colonel, une diminution pour le grade de lieutenant-colonel et une importante diminution pour le grade de commandant ; pour les sous-officiers, une diminution pour l'accès à tous les grades, en particulier un retard de la promotion au grade de sergent-chef de cinq cent cinquante sergents.

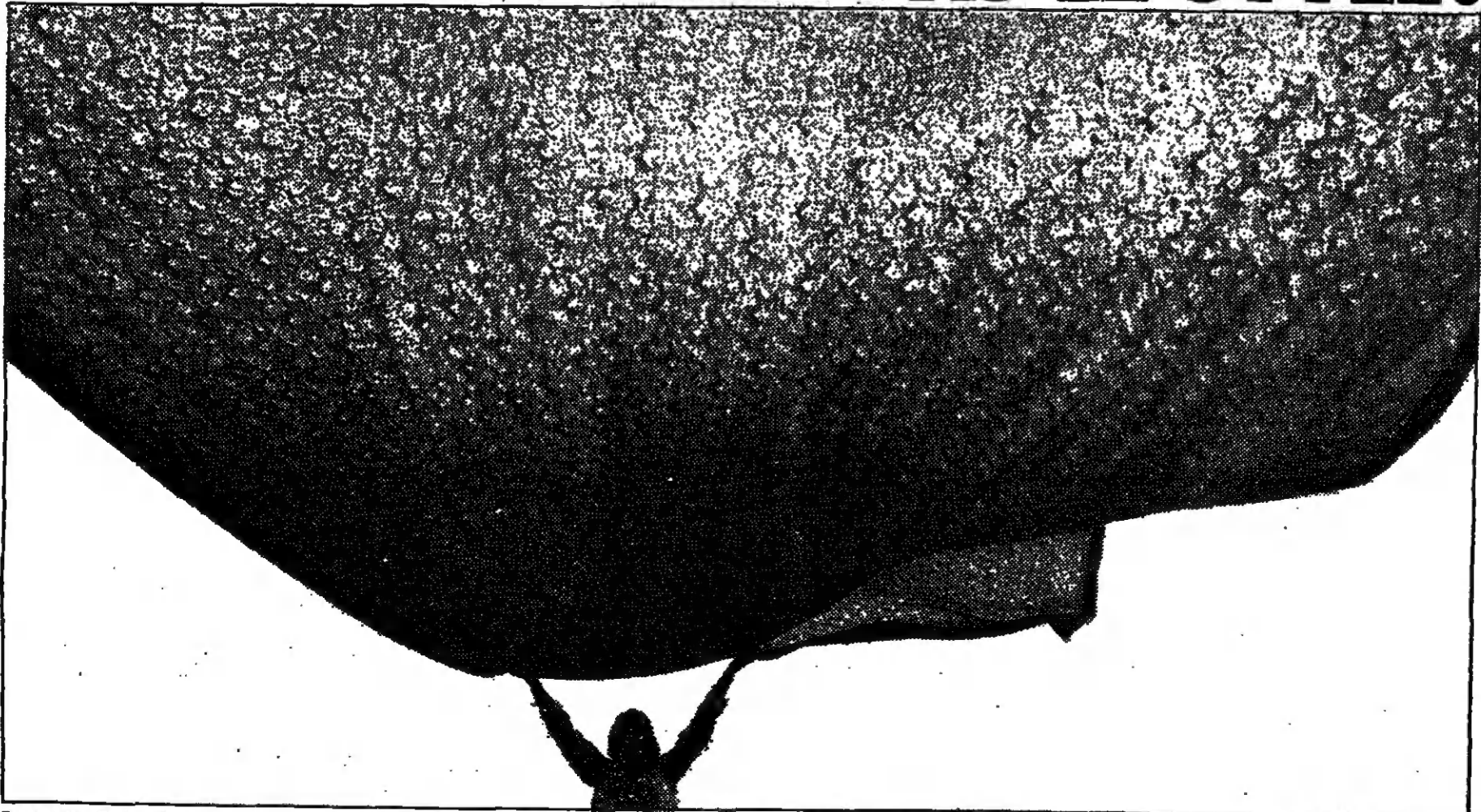
« Terre information » explique que ce ralentissement des carrières est dû au volume des départs volontaires des cadres de l'armée, qui a fortement diminué, notamment chez les sous-officiers, depuis 1974, car la situation économique actuelle réduit les cadres d'active sous l'armement.

C'EST PAS CHER

JOUEZ AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

BLANCCOLOR. NOUS AVONS SACRIFIÉ LES PRIX PAS LE STYLE.



Drap coton fin imprimé, signé Primrose Bordier, exclusivité Galeries Lafayette le drap, 180 x 290 cm

prix normal 88F
prix Blancolor 45F
prix baisse de TVA comprise 44¹⁰

Drap blanc coton fin bourdon, exclusivité Galeries Lafayette le drap, 180 x 290 cm

prix normal 45F
prix Blancolor 35F
prix baisse de TVA comprise 34³⁰

Nappe coton imprimé, Floralies, 150 x 200 cm, exclusivité Galeries Lafayette

prix normal 55F
prix Blancolor 45F
La Serviette assortie 3,90 F
prix baisse de TVA comprise 44¹⁰

Serviette-éponge unie 10 coloris, 50 x 80

prix normal 11F
prix Blancolor 8F
prix baisse de TVA comprise 7⁸⁵

Galeries Lafayette

HAUSSMANN - MONTPARNASSE - BELLE EPINE

هكذا من الأصل

Le pétrole

La lirelire no-arabe

L'ORIENTAL PETROLEUM CO. a annoncé qu'elle avait signé un accord avec la République arabe syrienne pour l'exploitation de gisements de pétrole dans le sud du pays. L'accord, qui a été signé à Damas, prévoit une durée de dix ans et une répartition des bénéfices en faveur de la Syrie.

La compagnie pétrolière américaine, la Gulf Oil, a également annoncé qu'elle avait signé un accord avec la République arabe syrienne pour l'exploitation de gisements de pétrole dans le sud du pays. L'accord, qui a été signé à Damas, prévoit une durée de dix ans et une répartition des bénéfices en faveur de la Syrie.

L'EUROPE FA

La santé fa

L'Union européenne a adopté une directive relative à la santé humaine. La directive vise à harmoniser les réglementations nationales en matière de sécurité alimentaire, de médicaments et de produits cosmétiques. Elle prévoit également des mesures pour améliorer la surveillance des produits de consommation.

La directive a été adoptée par le Conseil des ministres de l'Union européenne à Bruxelles. Elle sera mise en œuvre progressivement à partir de 1978.

Philippe Lemaître

Soyons sérieux

l'ouest rien de nouveau ?

Warren et moi, nous sommes allés à la découverte de l'ouest américain. Nous avons visité les grands canyons, les montagnes majestueuses et les villes d'ouest. Nous avons également rencontré de nombreux habitants de l'ouest, qui nous ont fait découvrir leur mode de vie et leur culture.

سكنا من الاول

EUROPE

EUROPE

ECHOS DE BRUXELLES

Psychose dépressive à la C.E.E.

La Communauté européenne fait actuellement à Bruxelles l'une de ses crises périodiques d'autoinspection et de dépression que ni le début d'une nouvelle année ni l'inséction d'un sang neuf dans les arènes durcies de la Commission européenne, avec le changement de présidence du conseil des ministres, ne semblent devoir dissiper.

Une part, cela est le pessimisme ambiant sur la reprise économique du monde occidental, et la crainte que de nouvelles difficultés n'interviennent plus tôt encore que ne le suggèrent l'état des prévisions les plus alarmistes. Aussi, nombreux sont ceux qui interrogent à Bruxelles sur la survie de la C.E.E. sous sa forme actuelle au sein d'un monde plus de fois que le niveau

s'est révélé inexistant dans les faits. On rencontre actuellement deux conceptions différentes de ce que devrait être l'Europe. L'une la considère comme une réunion sans aucun protocole au cours de laquelle les hauts personnalités, sans être subordonnées de fonctionnaires ni de papiers, peuvent discuter des lignes de conduite possibles sans être nécessairement obligés de prendre des décisions.

Les ennus internes

En dehors des problèmes économiques, chacun des quatre grands pays membres est préoccupé par les incertitudes de sa politique intérieure. La Grande-Bretagne affronte la grande bataille de l'autonomie interne pour l'Europe de la Haye de Gelles dans un climat de désenchantement vis-à-vis de ses institutions, tandis que l'Italie s'efforce de parvenir à un modus vivendi avec ses communistes. En France, le style de gouvernement du président Giscard d'Estaing est paralysé par le renforcement de la gauche et l'assurance grandissante du parlementarisme de la majorité. En Allemagne, M. Schmidt n'est plus le maître incontrôlé des événements, ce qui se traduit par des accès d'irritation et d'impatience envers ses partenaires de la C.E.E.

Mal préparés

Dans la pratique, les réunions « au sommet » ont combiné en partie ces deux conceptions, mais davantage de la seconde que de la première. Les chefs d'Etat et de gouvernement sont habituellement le mardi de la semaine, dans un lieu précis. Dans ce lieu, ils se réunissent sans protocole. Mais, d'un autre côté, on en attend des décisions. Les questions que les réunions normales du conseil des ministres de la C.E.E. ne sont pas résolues.

Il n'est guère étonnant, dans ces conditions, que le « sommet » du mois de décembre à La Haye se soit terminé dans une atmosphère d'impasse et de doute quant à la capacité de la C.E.E. de fournir des réponses collectives constructives aux graves difficultés dont souffrent ses membres. D'où la tentation de s'interroger aussi sur l'objet même de ces réunions : « au sommet ».

La réalité est moins dramatique. Les années qui viennent, avec la perspective des tensions économiques continues et des problèmes posés par l'accueil de nouveaux membres comme la Grèce et le Portugal, annoncent une lutte longue, pénible et pas très enthousiasmante, pour maintenir simplement ce qui a déjà été réalisé.

Pourquoi les « sommets »

Il est certain que les résultats des Conseils européens — idées, décisions, orientations — n'ont pas été spectaculaires. Un seul d'entre eux, le premier, qui s'est tenu à Dublin en mars 1975, et qui a abouti à l'heureuse conclusion de la négociation de non adhésion à la C.E.E. par la Grande-Bretagne, a entièrement répondu à ce qu'on en attendait. Les autres ont surtout servi à mettre en évidence le désarroi de la C.E.E.

Même les Conseils qui, comme

le « sommet » de Rome en décembre 1976, ont semblé sur le moment avoir fait œuvre utile, font souvent moins d'effet rétrospectivement. Bien que les chefs d'Etat et de gouvernement aient été capables à cette occasion de dissiper la confusion au sujet de la représentation de la C.E.E. dans le dialogue Nord-Sud, le résultat sur la politique de l'énergie qui sera également

PRIX D'EXCELLENCE ET LOT DE CONSOLATION

L'Europe est — heureusement — pleine d'hommes au moins autant que de règlements et de statistiques. Chaque mois, certaines personnes attirent l'attention, soit parce qu'elles font avancer les idées ou les actions communautaires, soit parce qu'elles les font reculer. Selon les critères de la solidarité européenne, et avec, bien sûr, un zèle de subjectivité, nous nous efforçons d'épingler ici ceux qui ont mérité un dévouement du Marché commun.

Max Kohnstamm : lys rouge pour un pionnier

L'UNIVERSITE de Florence a été éblouie dans les derniers jours de l'année par le pèlerinage du Conseil de La Haye, fait partie décorative de cet « acquis communautaire » auquel les Neuf se raccrochent dans les heures difficiles. On peut être sûr qu'à ce titre elle sera l'objet de tous les regards, et de la protection la plus assidue. Et pourtant elle a bien fait le travail.

Peter Shore : pas converti

DEUX ans et demi d'expérience européenne ont ébranlé les convictions de M. Peter Shore, député britannique à l'entrée du gouvernement britannique dans la C.E.E. Le membre du gouvernement britannique a un dévouement à la cause européenne qui ne s'est jamais démenti. En fait, l'expérience des trois dernières années a plutôt confirmé ses opinions sur l'appartenance à la Communauté européenne et la qualité de son rôle. En fait, l'expérience des trois dernières années a plutôt confirmé ses opinions sur l'appartenance à la Communauté européenne et la qualité de son rôle.

Le faux problème du Parlement européen

par NICOLE FEIDT (*)

A en croire ses partisans ou ses adversaires, l'élection du Parlement européen au suffrage universel est un événement majeur. On oublie qu'il n'est que la répétition d'une opération qui a lieu qu'en 1978. La question qui se pose est de savoir si l'élection aura un effet sur la vie politique européenne.

Une pure illusion. Certains tenants de l'élection prétendent que celle-ci va résoudre tous les problèmes communautaires. C'est là une pure illusion. Telle quelle est envisagée à l'heure actuelle, il n'y a aucune chance pour que l'élection du Parlement européen se fasse sur des choix politiques clairs. Tout au plus les partis politiques réussiraient-ils à

se mettre d'accord sur quelques idées, mais aller au fond des choses n'est pas possible. Croire, par exemple, que le parti social-démocrate allemand n'a pas de problème est une pure illusion. Les types de scrutin sur lesquels on réfléchit en France poursuivent cet objectif. La seule tentation de conquérir le P.S. n'est pas abandonnée, mais plus réaliste que celle de rejeter le P.C. dans un ghetto en compagnie de la droite.

Le blocage ne risque pas de se produire au niveau de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Mais bien plutôt à l'occasion d'un réajustement des pouvoirs et des compétences entre les institutions européennes qui pour l'heure, l'élection du Parlement européen au suffrage universel n'est pas, comme vient de le préciser le Conseil constitutionnel, une réelle atteinte à la souveraineté nationale.

des gadgets dont certains sont si friands. Devant ce que certains essaient de faire passer en une opération qui masque les problèmes de la vie du peuple et de la nation, il importe de savoir raison garder. L'élection du Parlement européen au suffrage universel ne peut être qu'un acte politique mais rien de plus.

* Secrétaire de la commission nationale des femmes du parti socialiste français.

LES NOUVEAUX TISSUS ENVOI
COUTURE
DECORATION
RODD
34 CHAMPS-ELYSEES

LA VIE OUVRIERE
1909-Juillet 1974
Revue syndicaliste animée par Monette, Merhain, Griffling, Roemer et un nombreux militantisme révolutionnaire de la C.G.T.
Une information exceptionnellement riche et vivante sur le mouvement ouvrier français et international du début du siècle, ses idées pour une transformation sociale de la vie sociale, sa lutte pour empêcher la guerre mondiale.
Collection complète en fac-duplé - 110 numéros - 7 552 pages
Format 20 x 12,5, tirage très limité
Prix de souscription : 1 400 F (dont 100 F de notation).
Réglement à l'ordre de : Alain BOUC, à 170 F.
à adresser 11, rue Jean-de-Beauvais, 75005 PARIS

CLOTURE DES JEUX DEMAIN APRES-MIDI
NOTICES à votre disposition chez les dépositaires
LOTO

صحة من الاجل

EUROPE

EUROPA

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Quels nouveaux créneaux pour les pétroliers ?

Les capitaux américains boudent l'Europe

ra M. Carter

Il est encore trop tôt pour prévoir dans le détail la réaction Carter. Mais on se sent déjà en présence d'un homme qui ne se contente pas de réagir, mais qui agit. Il est en effet, à l'heure actuelle, le seul président américain qui ait une véritable stratégie politique. Il a su, en effet, transformer la crise énergétique en une véritable révolution politique. Il a su, en effet, transformer la crise énergétique en une véritable révolution politique.

L'INDUSTRIE pétrolière, ce n'est pas seulement l'extraction, le transport par tanker ou pipeline, le raffinage et la distribution aux consommateurs des sous-produits qui résultent de cette dernière opération. L'une des tâches pour lesquelles le pétrole est devenu une arme politique, c'est la production de pétrole.

Depuis la guerre, les Européens, qui s'attendaient à une augmentation de la demande de produits chimiques, ont vu leur marché se réduire. En 1975, la consommation mondiale de pétrole a diminué de 11 %, ce qui n'a pas empêché de continuer à équiper les raffineries. Celles-ci ont, du reste, vu leur capacité augmenter, passant de 100 à 120 millions de tonnes par an.

Shell est le plus important, mais il n'en prend en considération que 10 % de départs par la Shell Transport and Trading Company, représentatif du port européen et de la société, alors R.P. prédominant.

Pour la première fois depuis 1945, les investissements directs des Américains en Europe ont été plus faibles que ceux des Britanniques. Cette évolution est confirmée en 1976. En 1976, en partie aux dépens de la conjoncture, les investissements directs ont été de 12,1 %.

La croissance globale de 12,1 % des investissements directs des Américains en Europe, qui ont tenu compte de la hausse des prix.

61,6 % provenaient d'entreprises européennes. Outre les fluctuations de la conjoncture, une divergence dans l'évolution des entreprises américaines et européennes est apparue au cours de ces dernières années : plus particulièrement entre celles qui sont implantées en Europe depuis bien avant la deuxième guerre mondiale et celles qui ont franchi l'Atlantique dans les années 60, et même au commencement des années 70. Alors que les premières - y compris celles qui ont subi la crise des fluctuations de la conjoncture - poursuivaient avec succès leur développement, on a pu constater une évolution régressive chez les secondes.

Le président élu a plusieurs reprises mentionné la production de pétrole. Il a dit, en effet, que le pétrole est une ressource précieuse. Il a dit, en effet, que le pétrole est une ressource précieuse. Il a dit, en effet, que le pétrole est une ressource précieuse.

Pour l'homme de la rue, le pétrole signifie énergie. Dans les pays d'Europe occidentale, pourtant, un cinquième seulement du pétrole est utilisé comme matière première. Le reste est brûlé pour produire de l'énergie.

Les pressions qui s'exercent sur l'industrie pétrolière ont poussé les sociétés, qui avaient jusqu'ici été très diversifiées, à se spécialiser dans la production de pétrole.

Les sociétés pétrolières ont poussé les sociétés, qui avaient jusqu'ici été très diversifiées, à se spécialiser dans la production de pétrole.

Les sociétés pétrolières ont poussé les sociétés, qui avaient jusqu'ici été très diversifiées, à se spécialiser dans la production de pétrole.

Les sociétés pétrolières ont poussé les sociétés, qui avaient jusqu'ici été très diversifiées, à se spécialiser dans la production de pétrole.

Les sociétés pétrolières ont poussé les sociétés, qui avaient jusqu'ici été très diversifiées, à se spécialiser dans la production de pétrole.

ire euro-arabe

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

La situation énergétique est une préoccupation majeure pour les Européens. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie. Ils ont besoin de pétrole pour leur économie.

l'idée vos
chez tous
sitaires
enseigne

I. — STATISTIQUES PÉTROLIÈRES NATIONALES 1976

| | Capacité de raffinage (millions de tonnes/an) | Production (millions de tonnes/an) | % du total de l'énergie |
|-------------------|---|------------------------------------|-------------------------|
| ALLEMAGNE | 185 | 82 | 5,2 |
| FRANCE | 175 | 82 | 5,2 |
| ITALIE | 219 | 44 | 2,8 |
| ROYAUME-UNI | 247 | 63 | 4,0 |
| Total | 626 | 271 | 17,2 |
| EUROPE DE L'OUEST | 1 042 | 400 | 25,0 |
| ETATS-UNIS | 704 | 180 | 11,3 |
| mondial | 3 382 | 1 000 | 29,9 |

II. — ENTRE LE PÉTROLE ET LE GAZ NATUREL EN 1976 (1)

| | Pétrole (millions de tonnes) | Produits raffinés (millions de tonnes) | Produits pétroliers vendus (millions de tonnes) | Gas (millions de tonnes) |
|--|------------------------------|--|---|--------------------------|
| R.P. (Royaume-Uni) | 172 | 72 | 66 | 2 |
| Royal Dutch Shell (Hollande-Royaume-Uni) | 143 | 214 | 236 | 56 |
| Total | 62 | 286 | 302 | 58 |
| EU-Aquitaine | 22 | 30 | 22 | 9 |
| ENI (Italie) | 32 | 30 | 30 | 18 |
| VEBA (Allemagne Fédérale) | 1 | 12 | 15 | (3) |

(1) En millions de tonnes.
(2) Comprendant les stocks de participation.
(3) Comprendant les stocks de participation.
(4) Estimation d'après les données de l'industrie pétrolière mondiale.
(5) Moins d'un demi million de tonnes.

III. — TAILLE ET DIVERSIFICATION (Ventes en millions de livres)

| | Total (1) | Pétrole et Gas (2) | Produits chimiques (3) | Em-plois (en mil-lions) | Ventes par secteur |
|--|-----------|--------------------|------------------------|-------------------------|--------------------|
| R.P. (Royaume-Uni) | 7,500 | 7,400 | 330 | 60 | 100 |
| Royal Dutch Shell (Hollande-Royaume-Uni) | 14,500 | 14,100 | 400 | 220 | 160 |
| Total (France) | 4,100 | 4,000 | 100 | 20 | 44 |
| EU-Aquitaine (P.) | 1,200 | 1,100 | 100 | 20 | 23 |
| ENI (Italie) (3) | 2,100 | 2,000 | 100 | 100 | 100 |
| VEBA (Allemagne Fédérale) | 4,200 | 4,100 | 100 | 20 | 70 |

(1) Sans compter les stocks de participation.
(2) Année 1976. (3) Comprendant le ciment.

La santé fait des ravages en Allemagne

Les statistiques officielles de l'économie du «trimm dich» sur l'économie de la nation sont de plus en plus inquiétantes. Elles montrent que la production industrielle a diminué de 10 % en 1976. Elles montrent que la production industrielle a diminué de 10 % en 1976.

Cinq ans de mieux...

Et après ? On n'est pas mieux. Les compagnies d'assurance paient de plus en plus cher pour couvrir les risques. Elles paient de plus en plus cher pour couvrir les risques.

Prescrivez des balles plutôt que des pilules

Au lieu de trotter tranquillement, des millions d'Allemands se sont déchaînés sur des milliers de kilomètres. Ils se sont déchaînés sur des milliers de kilomètres.

Des financements locaux

| | 1973 | 1974 |
|---------------------------------|--------|--------|
| Ensemble de l'Europe (1) | 49 621 | 44 782 |
| Communauté européenne | 39 081 | 35 483 |
| Autres pays européens | 10 540 | 9 299 |
| France | 2 774 | 2 945 |
| République fédérale d'Allemagne | 8 756 | 7 971 |
| Italie | 2 822 | 2 680 |
| Pays-Bas | 3 386 | 3 297 |
| Danemark | 1 448 | 1 388 |
| Irlande | 644 | 472 |
| Grande-Bretagne | 12 832 | 12 537 |
| Autres pays européens | 10 540 | 9 299 |
| Norvège | 718 | 711 |
| Suède | 1 131 | 1 041 |
| Suisse | 6 181 | 4 679 |
| Autres pays | 1 782 | 1 503 |

(1) En fin d'année et en millions de dollars.
Source : Survey of Current Business, V. 56, n° 1, United States Department of Commerce.

CAPELOU
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT
DUCAL
EXPOSITION ET DÉMONSTRATION
MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS XI^e - Métro PASTEUR
Tél. 46 45 41

HEINZ PENTZLIN.
Il est cependant à craindre que le renversement de la tendance ne soit que temporaire. Il est cependant à craindre que le renversement de la tendance ne soit que temporaire.

422, rue Saint-Honoré
75008 Paris Tél. 260 72 00
(angle rue Royale)

Chombert
fourrure

Solde
ses modèles
de collection

du mardi 4 au
mercredi 12 Janvier

422, rue Saint-Honoré
75008 Paris Tél. 260 72 00
(angle rue Royale)

| | La ligne | La ligne T.S. |
|-----------------------------------|----------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 40,00 | 48,70 |
| "Placards encadrés" 2 col. + | | |
| — ligne colonne | 42,00 | 49,04 |
| DEMANDES D'EMPLOI | | 10,33 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 70,00 | 81,73 |

ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.S. |
|---------------------|----------|---------------|
| L'ALPHABET | 28,00 | 32,60 |
| "Placards encadrés" | 24,00 | 30,70 |
| Double insertion | 39,00 | 44,87 |
| "Placards encadrés" | 40,00 | 48,70 |
| L'AGENDA | 28,00 | |

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Notre **ingénieur de développement** comprend 300 personnes et est à un groupe industriel français. Nous le cherchons.

95.000

Il a pour mission de placer les unités de fabrication situées dans une ville de l'Ouest de la France. L'amélioration des méthodes et l'entretien des machines sont ses fonctions à assumer. Ce poste peut convenir à un ingénieur formation Arts et Métiers, ayant 10 ans d'expérience possible dans la fonderie ou les métaux ferreux. Il est rattaché au Directeur d'usine. Réponse à la discrétion à l'adresse man. CV, photo, rém. à réf. A/3150 M. Mme Buterlin.

bernard juliet psycom
avenue Charles de Gaulle Neuilly

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
(Matériels de Manutention Marine)
recherche pour
Usine région Ouest de la France

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES CONFIRMÉ

Formation : **Ingénieur** ou équivalent.
Expérience : **5 ans** (secteur mécanique électrique).
Anglais indispensable.
Chargé d'assurer la gestion d'équipe importante.
Evolution vers poste de responsabilité pour candidat compétent.

Adr. C.V., rémunération, photo n° 50.752, Publicité, 20, rue Opéra, Paris-1^{er}, q. 12.

GROUPE D'IMPORTANCE NATIONALE
recherche
JURISTE D'ENTREPRISE

Ayant expérience en secrétariat juridique de sociétés ainsi qu'en matière de droit du travail pour secondar secrétaire général.

Libre rapidement - Possibilité de logement.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé à
Maison Chalet Idéal
Secrétariat Général
B.P. 39 - 41200 ROMORANTIN.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS
recherche

INGÉNIEUR MÉCANICIEN-METALLURGISTE

En tant qu'«Expert Qualité», il sera associé aux études, à la fabrication et à la mise au point de prototypes de manutention et d'examen des destructifs à distance.

Cette fonction s'adresse à un ingénieur de 30 ans minimum, diplômé (CENTRALE - MINES - ARTS - MÉTIERS...) ayant une expérience en L'ÉTUDE et la RÉALISATION des PROTO-TYPES mettant en œuvre des ensembles mécano-soudés.

Ecrire à M. 91.282, Contesse Publicité - 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.



emplois internationaux

EXPANSIAL

Recherche pour **Société Algérienne de Travaux Publics et de Bâtiment**

- DIRECTEURS DE TRAVAUX**
- Ouvrages d'arts
- Travaux de génie civil
- INGÉNIEURS DIPLOMÉS**
- Méthodes, chargés de créer et de développer un service de méthodes
- Etudes de Béton armé et Béton précontraint
- V.R.D.
- Préfabrication lourde pour Bâtiment
- COORDONATEURS**
tous corps d'Etat
- CONDUCTEURS DE TRAVAUX** hautement qualifiés en :
- Constructions traditionnelles
- Bâtiments préfabriqués
- Travaux V.R.D.
- Ouvrages d'arts
- CHEFS METREURS T.P. ET BATIMENT**
- GEOMETRE TOPOGRAPHE**
- PROJETEURS**
- Calculateurs béton armé
- V.R.D.

Pour l'ensemble de ces postes, il est nécessaire de posséder une solide formation de base, une expérience professionnelle de plus de 5 années.

Il est demandé :
- Une rémunération (nette d'impôts et transférable)
- Un logement meublé
- La scolarisation des enfants assurée.

Adressez C.V., détaillé et photo référence correspondante à :
EXPANSIAL : 11 rue Malévy, PARIS.

recherche pour MADAGASCAR :

- UN INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN**
EXPERIMENTÉ
ou EQUIVALENT
Ayant expérience confirmée en entretien électrique et régulation électronique d'installation industrielle.
- UN RESPONSABLE D'ENTRETIEN ÉLECTRIQUE**
ou EQUIVALENT
Ayant expérience confirmée en entretien électrique et régulation électronique d'installation industrielle.

Adr. C.V. n° 91.320, Contesse Publicité, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q. 12.

recherche
INGÉNIEUR MÉCANICIEN
ayant acquis si possible en Afrique une expérience de quelques années en matériels et chantiers T.P. et motivé par l'aspect formation.

Les ingénieurs intéressés par un séjour de longue durée en Afrique Noire francophone peuvent adresser leur candidature, sous référence 14-103, à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

GROUPE AGRO-INDUSTRIEL
AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
recherche
INGÉNIEUR MEUNIER
pour Direction Technique d'un moulin (2.300 t/m)
INGÉNIEUR AGRONOME
pour Direction Générale, nécessitant connaissance de gestion.

Expérience de plusieurs années dans poste similaire.
Env. C.V. et photo n° 2.300, L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

CERABATI
Très Important Groupe Céramique : CARRELAGE et SANITAIRE
recherche

DIRECTEUR REGIONAL DES VENTES
BOURGOGNE - FRANCHE COMTE

- d'organiser son action et d'animer de son équipe vers un accroissement de la diffusion de la marque.
- de GÉRER les moyens confiés et un souci de rentabilité maximum.
- Une réussite prouvée de vendeur.
- Une connaissance des milieux professionnels du Bâtiment.
- Une formation supérieure commerciale, seront les critères majeurs de sélection.

Poste à pourvoir à **PARAY-le-MONIAL 71**

Env. C.V., photo et références actualisées à
CERABATI
CVF 25, rue Jean Goujon 78008 Paris

Groupe International de Microprocesseurs
recherche pour la France

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL SYSTÈMES

Il sera chargé de la vente de systèmes de microprocesseurs.

Il devra avoir :
- plusieurs années d'expérience commerciale ;
- une excellente connaissance des microprocesseurs, de leur programmation et de leurs périphériques ;
- une formation supérieure ;
- une connaissance de la langue allemande ;
- être bien introduit auprès des administrations et des banques ;
- 25 ans minimum.

Une formation en usine est prévue.

Env. C.V., photo et prétentions à M. 3350 :
SPERAR PUBLICITE
12, rue de la Harpe - Paris 5^e - 75005 Paris qui transmet.

SOCIÉTÉ DES MAISONS PHÉNIX
recherche pour son
SERVICE COMMERCIAL

de l'YONNE et de la NIÈVRE AGENTS CONSEILLERS COMMERCIAUX

Matériel assuré - Véhicule fourni.

Envoyez C.V. et photo à :
24, rue du Général-de-Gaulle, 59000 LILLE.

DU PONT
proposant un contrat temporaire à 1 mois éventuellement renouvelable à un

analyste programmeur

connaissant le Cobol et ayant une expérience de 10 ans minimum.

Ce poste offre à un jeune candidat (formation type IUT) l'opportunité d'acquiescer un "know-how" dans les applications informatiques de gestion.

Une bourse d'études de l'Anglais est indispensable.

Lieu de travail : Proximité Gare St-Lazare.

Adressez votre C.V. sous réf. 401 à DU PONT DE L'YONNE (France) S.A. Service du Personnel, 8 rue de la Harpe, 75005 Paris.

chef du personnel et des relations sociales 150 km de Paris

Recherche pour une Usine de 1000 personnes, principale unité de production d'un groupe très important de l'électronique, fabricant d'un complexe industriel européen. Ce poste offre une belle opportunité à celui qui est motivé par une fonction de chef de service. Le groupe met en effet à sa disposition des moyens importants pour la poursuite de sa politique de perfectionnement technique. Il est demandé une bonne formation de base ainsi qu'une expérience pratique de quelques années d'un poste similaire en milieu industriel.

Envoyez C.V. et lettre manuscrite et photo référence 545-11 à I.C.A. qui transmet.

I.C.A. International Classifier 3, rue d'Orléans - 92000 Nanterre

ANALYSTES

de documentation chargés d'analyser, classer et rechercher la demande de renseignements de télécommunications.

Diplôme exigé :
- D.T.D. ou un des diplômes de l'enseignement supérieur de l'Université de Paris-III, Paris-IV, Paris-VII, Paris-VIII, Paris-IX, Paris-XII, Paris-XIII.

Lieu de travail : région parisienne.

Salaire : 2.947 francs bruts.

Envoyez votre C.V. à faire parvenir au Chef du Personnel, I.N.A., 21-23, boulevard Jules-Perry, 75011 Paris, avant le 15 janvier 1977.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES FRANÇAISES
recherche

POUR L'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL ET LE DIRECTEUR FINANCIER

d'un public financier développement.

Il est demandé la charge de l'organisation et d'assurer sa gestion et son développement.

PROFIL :
- Une formation universitaire ou de grande école ;
- une grande expérience en matière de banque ou financière ;
- une expérience similaire en matière bancaire ou financière ;
- une connaissance approfondie de l'Afrique, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais ;
- un minimum de 10 ans ;
- Rémunération élevée et transférable.

Envoyez C.V., photo et prétentions à :
M. T. M. REGIS PRESSE
11 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

GENERAL ELECTRIC
recherche pour l'Afrique

INTERPRÈTES FRANÇAIS-ANGLAIS

- DUREE DE L'EMPLOI : 5 mois, 1 an, 2 ans.
- LIEU : Algérie.
- QUALIFICATIONS : Sciences Appliquées ou équivalent.
- Conditions de logement et de travail.

Tel. : 01.47.11.77.
pour l'adresse du personnel pour l'Afrique.

Important CABINET D'AUDIT
de la région d'Afrique du Nord

AUDIT MANAGER
français/anglais : l'arabe est un avantage.

SENIOR AUDITOR
français/arabe : l'anglais est un avantage.

Le candidat doit avoir acquis une expérience auprès d'un cabinet d'audit international ou d'un titulaire du C.A., A.C.C.A., ou équivalent.

Env. curriculum vitae + prétentions à HALWANI, 3, boulevard Jourdan - PARIS (19^e).

DIRECTEUR COMMERCIAL
pour la fabrication de vêtements de sport MOTO - SEI

DIRECTEUR COMMERCIAL
dépendant uniquement de la direction générale pratique et de l'anglais indispensable.

Envoyez C.V. et photo à :
M. 91.191, Contesse Publicité - 20, rue Opéra - Paris - 75001 Paris.

DEVELOPPEMENT REGIONAL

Un organisme économique de la Région Nord (siège à BETHUNE) souhaite confier à un Cadre de l'enseignement supérieur, l'ensemble de ses services de promotion industrielle et commerciale. Ceux-ci sont chargés de créer ou développer des équipements (P.C., C.A., Centres Commerciaux, etc.), d'apporter conseil, information et assistance aux industriels et commerçants pour la création de leurs activités.

Le poste opérationnel s'adresse à un Cadre de formation supérieure (Lic. Droit, Sc. Eco., Sc. ou Ingénieur) de plus de 30 ans, motivé, habitué aux contacts à tout niveau, d'esprit créateur mais réaliste.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature à la demande.

Reference 580 M.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE PÉTROLE
recherche pour son service commercial

d'agent de vente

Animation et vente de produits pétroliers. Connaissance des techniques de vente et de distribution. Connaissance des techniques de vente et de distribution.

Envoyez C.V., manuscrit, photo, à :
M. 91.191, Contesse Publicité - 20, rue Opéra - Paris - 75001 Paris.

SOCIÉTÉ FÉDÉRALE BANLIERE OUEST
recherche

INGÉNIEUR ANALYSTE
pour programmation FORTRAN d'application scientifique.

Disponibilité immédiate requise.

Adressez C.V. détaillé à C.G.P. 478 25, rue de la Harpe, 75005 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'INGÉNIEURS EN PLEINE EXPANSION
Siège à Paris - France

DES INGÉNIEURS HYDRAULIQUES URBAINS
ayant 5-8 années d'expérience dans le domaine Hydraulique Urbain, pour travailler en Algérie.

Envoyez C.V., photo et lettre de motivation à :
M. 91.191, Contesse Publicité - 20, rue Opéra - Paris - 75001 Paris.

BUREAU D'ÉTUDES
à vocation internationale
recherche pour une intervention en AFRIQUE DU NORD

SOCIOLOGUE-GEOPHIS
ayant acquis une expérience professionnelle d'environ cinq années, pour travailler dans les pays en voie de développement. Les personnes intéressées peuvent faire parvenir leur candidature (C.V., photo et lettre) à :
L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

ANNONCES CLASSEES
Téléphonées
233-44-21

responsable de la rémunération

GROUPES BANCAIRES
recherche pour son service personnel

DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Jeunes Ingénieurs
POUR PARTICIPER À LA RÉALISATION D'OPÉRATION

CEGOS

YREL INFORMATIQUE
pour son service technique

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

REDACTRICE CONCEPTRICE

CONSEILLER FINANCIER

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SIDÉRURGIE

Le projet d'aide de l'État aux aciéries

(Suite de la première page.)

Rien qu'en 1977, les dirigeants ont annoncé qu'environ six mille emplois disparaîtront. En d'autres termes, le nouveau plan social s'inscrit à l'échelle d'un choc. Mais, à la seule différence que l'on supprimera des emplois au lieu d'en créer.

Bien évidemment, cette véritable intervention chirurgicale, se situant dans un climat social difficile, a dû être déjà sensiblement l'opinion. Les vives réactions des partis politiques de gauche, mais également celles du bon nombre d'élus de la majorité, le démontrent amplement. On voit mal dans ces conditions comment le gouvernement pourrait perdre beaucoup de son crédit, pourrait se permettre d'accorder une aide financière, même sous forme de prêt, sans contrepartie directe et surtout publique : c'est tout l'enjeu des négociations ouvertes entre l'État et le patronat de la sidérurgie depuis un peu plus de six semaines.

En fait, c'est une véritable « course de vitesse » qui est engagée. Le gouvernement veut aboutir à un accord avant les élections municipales de mars. Les sidérurgistes, en revanche, paraissent moins pressés de négocier et de conclure le plan financier. Telle est peut-être la raison pour laquelle, curieusement, le volet social du volet financier semble avoir été dissocié.

Les négociations autour du plan social sont très avancées. Dans les milieux sidérurgiques on pense que les décisions pourraient être annoncées dans la semaine du 17 au 23 janvier. Le volume des réductions d'effectifs étant déjà connu, il ne reste plus qu'à déterminer les catégories de personnel concernées. Globalement, il faudra entre 800 millions et 1 milliard de francs pour atteindre les objectifs fixés. Très schématiquement, la ventilation de cette somme pourrait être la suivante, si tous les projets des sidérurgistes étaient acceptés : 200 millions seraient nécessaires pour mettre en pré-retraite la quasi-totalité des salariés de plus de cinquante-six ans et huit

mois ; un peu moins de 400 millions seraient nécessaires à certaines catégories de travailleurs postés qui restent encore à déterminer, le reste pourrait servir à financer notamment les stages de reconversion d'un long terme et des licenciements, si cela se révélait nécessaire.

Pourtant, les négociations sont techniquement difficiles. Les réductions d'effectifs doivent être programmées avec beaucoup de prudence, trop massives dans certaines unités, elles risqueraient de perturber dangereusement la marche des entreprises. Ce serait le cas pour Saurat, avec quatre mille suppressions d'emplois. Par ailleurs, le gouvernement souhaite, à l'occasion de ce plan, satisfaire un certain nombre de revendications des syndicats telles que la pré-retraite pour les travailleurs postés.

Le plan financier soulève des problèmes beaucoup plus ardues à résoudre dans la mesure où il s'agit de redistribuer le rôle de l'État dans les activités de la sidérurgie. L'aide que celui-ci apportera sera au minimum de 2 milliards de francs. A en croire certaines informations, les sidérurgistes feraient des évaluations sensiblement plus fortes.

Ce chiffre est confirmé publiquement pour la première fois par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du conseil régional de Lorraine, qui, dans une lettre adressée à l'ensemble des élus du conseil régional, trace brièvement le cadre des négociations en cours : « L'endettement à la fin 1976 de la sidérurgie est égal à son chiffre d'affaires total annuel (soit près de 33 milliards de francs), ce qui n'est pas tenable et bloque l'investissement. Il s'agit de trouver des capitaux nouveaux et de créer la nouvelle sidérurgie et non de combler les dettes anciennes. » L'autre chiffre est celui du montant de l'aide demandée à l'État : « Plus de deux milliards de francs », écrit M. Servan-Schreiber, qui a déclaré à propos d'une éventuelle prise en charge par l'État, « Si cette aide en a été étudiée, cette aide pour plus d'équité envers le contribuable et une gestion plus ouverte des fonds publics doit transformer en prise de participation, cela revient à dire d'un coup, étant donné la capitalisation boursière affaiblie des entreprises sidérurgiques, à une prise de contrôle pure et simple de l'État : formule séduisante. »

Pour louer une voiture à Malte, réservez chez

europcar

645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOGINNOVE

En vue de faire face au développement de son activité, la SOGINNOVE a décidé de procéder au financement de l'innovation — créée à la fin de l'année 1974 par la Société Générale de Crédit Immobilier et d'Importation de matériel agricole, vient de porter son capital social de 10 millions à 20 millions et de procéder à l'émission de cent mille actions nouvelles de 100 F.

Parmi les nouveaux souscripteurs figurent désormais : l'« Omnium financier de Paris, le Crédit chimique, l'Arab Investment Company, le Banque mutuelle des fonctionnaires et le CIBV, organisme commun des sociétés de développement régional.

DUMEZ

Le conseil d'administration réunit le 29 novembre sous la présidence de M. André Chastanet, a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 10 février prochain et de lui proposer la création d'un fonds de 30 à 100 millions de francs par incorporation de réserves. Les actions nouvelles seraient attribuées à raison d'une action nouvelle pour quatre actions avec jouissance du 1er janvier 1977. Le conseil envisage le maintien du dividende sur le capital augmenté, ce qui représenterait de 25 à 30 la distribution globale.

CREDIT LYONNAIS EUROPEENNAIRES :

Banco Hispano Americano

Commerzbank

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1976

La situation au 30 novembre 1976 s'établit à 159 259 millions contre 162 745 millions au 30 novembre 1975.

Au passif, le poste Institut d'Émission, Banques et Entreprises non bancaires adhérentes au marché monétaire se chiffre à 49 068 millions. Les Comptes d'Entrepris et Divers totalisent 23 006 millions et les Comptes de Fournisseurs 45 653 millions. Les Bons de Caisse atteignent 19 637 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Portefeuille s'élèvent à 52 791 millions et les Comptes débiteurs à 24 581 millions. Les Crédits mobilisés, hors bilan s'inscrivent pour 16 988 millions.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Série de rendez-vous entre les syndicats des secteurs public et nationalisé

A l'exception de la grève de vingt-quatre heures dans les imprimeries de l'État, la journée d'action C.G.T. et C.F.D.T. dans la métallurgie, la première semaine de l'année 1977 sera surtout marquée par une série de rencontres intersyndicales dans les secteurs public et nationalisé afin de déterminer un programme de riposte au plan Barre.

Dans la métallurgie, les deux fédérations C.G.T. et C.F.D.T. ont organisé mercredi 6 janvier une « journée d'actions et d'expressions » à l'occasion de la réunion, à Paris, au siège de l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.), de la commission nationale paritaire de l'emploi. Après l'annonce de plusieurs milliers de licenciements dans la sidérurgie, les deux syndicats entameront, le 14 janvier, une vaste campagne de sensibilisation qui devrait déboucher, d'ici la fin février, sur des grèves et des manifestations dans la sidérurgie, la machine-outils, puis sur un vaste rassemblement des métaux dans la capitale.

Dans les secteurs public et nationalisé, cette première semaine de l'année 1977 sera surtout celle de la recherche d'un programme d'action contre la politique gouvernementale, en particulier contre le refus de tout accroissement automatique du pouvoir d'achat.

CORRESPONDANCE

Les aspects obscures de la nouvelle loi sur la prévention des accidents du travail

M. Patrice de Charette, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bethune, nous a adressé la lettre suivante après la publication dans le Monde du 1^{er} décembre d'un article du professeur Jean-Jacques Dupeyron sur la loi visant à améliorer la prévention des accidents du travail.

C'est à juste titre que le professeur Dupeyron souligne le caractère obscur de la disposition de la nouvelle loi qui permet au tribunal, après l'avis d'un expert, de proposer d'une entreprise, de contracter celle-ci à prendre toutes mesures pour rétablir des conditions normales d'hygiène et de sécurité.

Aux éléments déjà analysés, on pourrait ajouter que l'expert vient de l'avis d'un expert, ce qui permet de constater que ceux-ci prennent toujours soin d'énoncer que « le chef d'entreprise est tenu de veiller personnellement au strict respect des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail ». Contrairement à ce qu'on a pu soutenir, certains commentateurs, cette solution n'est donc pas rattachée à une prétendue responsabilité du fait d'autrui, ou encore à une présomption de responsabilité pénale qui pèserait inéluctablement sur le chef d'entreprise.

Il est donc vraisemblable que la jurisprudence de la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui, en matière de droit pénal du travail, a toujours été novatrice et remarquablement protectrice des droits des salariés, trouvera dans ce texte non pas un obstacle, mais bien au contraire une confirmation et un nouvel aliment.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

PHARMACIE CENTRALE ALGÉRIENNE

AVIS APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Pharmacie Centrale Algérienne lance un appel d'offres international pour la construction d'un complexe industriel pharmaceutique dans la zone industrielle de Rouba-Raghaia.

Le complexe comprend :

- 1° Quatre (4) unités de production ;
- 2° Bâtiments utilisés, stockage, administratifs, etc.

L'ensemble représente une surface de plancher de plus de 100.000 m².

Cet appel d'offres consiste en un lot unique tout corps d'état.

Les entreprises intéressées peuvent, à partir du 2 janvier 1977, retirer le dossier technique à la Pharmacie Centrale Algérienne, 2, rue Bichat, ALGER, contre paiement d'une somme de mille (1.000) dinars.

Les soumissions devront être expédiées à la Pharmacie Centrale Algérienne au plus tard le 2 avril 1977.

CONSOMMATION

Libres opinions

La publicité comparative est-elle nécessaire ?

par ROBERT LEDUC (*)

A U cours des journées du droit de la consommation, Mme Christiane Sclavens a ouvert le dossier de la publicité comparative. Elle reprend ainsi les recommandations du Comité de la consommation du VII^e Plan pour lequel « l'interdiction de fait de mentionner les produits concurrents dans un message publicitaire est de nature à freiner l'évolution souhaitable vers une meilleure information ».

Introduire la comparaison en publicité est une idée séduisante. Elle a pour elle la logique. Après tout, acheter c'est choisir et choisir c'est comparer. Elle va aussi dans le sens de l'évolution vers une information plus complète du public qui a besoin d'être guidé dans ses décisions d'achat et qui souhaite être délivré de cet embarras du choix dont, paradoxalement, il souffre. Il se plaint. D'ailleurs plusieurs pays se sont déjà orientés dans cette voie. Autant de bonnes raisons de nous y engager à notre tour.

Mais la question est-elle aussi simple ?

L'emploi de la comparaison donne au contenu de la publicité une forte apparence d'objectivité puisqu'elle met en parallèle sur des points précis des produits concurrents clairement dénommés.

Or, habituellement, la publicité ne prétend pas à cette objectivité. Elle se présente pour ce qu'elle est. Le public n'en est pas dupe et il la lit ou la regarde avec une distance critique. La publicité comparative, au contraire, porte en elle le germe de la tromperie. Quelle qu'en soit la forme en effet la publicité, par sa nature même, n'est et ne sera jamais désintéressée. Son objectif reste et doit rester de convaincre. Pour attirer les regards du public, l'annonceur sera donc naturellement amené à faire porter la comparaison sur les points sur lesquels il est sûr d'affirmer sa supériorité sur ses adversaires. Mais les produits de référence seront-ils les concurrents les plus directs et le plus souvent utilisés ? Et les caractéristiques offertes à la comparaison seront-elles celles qui sont les plus importantes aux yeux du public ? Rien n'est moins sûr.

Parce que la publicité sera toujours partielle et partielle, la comparaison publicitaire risque d'être illusoire, voire même trompeuse sans être à proprement parler mensongère si l'intention qui la guide est déloyale. Mais comment le déceler ?

Seconde remarque : du fait même qu'elle ne peut porter que sur certains des éléments objectifs des produits mis en parallèle et parce qu'elle doit exclure tout jugement de valeur qui équivaudrait à un dénigrement, la publicité comparative ne pourrait s'appliquer de façon utile et probante qu'à des véritables innovations ou à ceux des produits existants dont les spécificités sont facilement perceptibles.

Mais précisément, il existe tant de produits quasi similaires dans tous les domaines que le champ d'application de la publicité comparative risque d'être singulièrement réduit. D'autant plus que pour éviter de mettre en pièces notre conception de la concurrence déloyale et celle de la responsabilité civile, elle devrait faire l'objet d'une réglementation très précise et organiser de façon minutieuse le droit de réponse des concurrents mis en cause.

Quels que soient ces obstacles, la question la plus fondamentale reste encore celle de savoir si, dans les faits, la publicité comparative présenterait un réel intérêt. Or, il ne semble pas que l'on se soit encore vraiment préoccupé en France d'apprécier par avance son efficacité pour une meilleure information du consommateur.

Quels enseignements peut-on tirer sur ce point des expériences faites à l'étranger ?

D'abord que, même dans des pays comme les États-Unis où elle a acquis droit de cité, la publicité comparative n'est relativement peu utilisée. On sait aussi qu'elle n'augmente l'efficacité de la publicité ni pour l'annonceur ni pour le public. Les marques ne sont pas mieux identifiées et les promesses publicitaires ne sont pas plus crédibles. Lorsqu'elle se veut technique et détaillée, la publicité comparative engendre la confusion dans l'esprit du public et, lorsqu'elle est superficielle et incomplète, elle devient facilement trompeuse.

Ainsi, au total, aussi séduisante qu'elle paraisse, on peut s'interroger sur la véritable portée qu'aurait la publicité comparative. En autorisant l'usage non conduisant pas à remettre en question une certaine morale des affaires pour un bénéfice illusoire, même si la mesure pourrait paraître spectaculaire ? N'enfermerait-on pas aussi dans une confusion entre les genres d'information du consommateur en demandant à la publicité de jouer un rôle pour lequel elle n'est pas faite ?

Il serait aussi vain de vouloir transformer la publicité en test comparatifs que dangereux d'utiliser ceux-ci à des fins publicitaires.

(*) Vice-président de l'Adf des Français. Expert pour la publicité près les tribunaux.

ÉNERGIE

LE PRÉSIDENT CONGOLAIS IMPUTE À L'« IMPÉRIALISME » LA BAISSÉ DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE DE SON PAYS

Brazzaville (A.F.P.). — Le président congolais, M. Nguabi, chef de l'État du Congo, a évoqué, vendredi 31 décembre, dans son message de Nouvel An « la situation générale déplorable » de l'économie et a sévèrement critiqué l'action des compagnies pétrolières. « La mauvaise foi dans l'application des lois d'État concernant les redevances pétrolières », s'inscrut, a-t-il déclaré, notamment, dans le contexte de sabotage économique dont souffre actuellement le Congo.

Parmi les « meneurs de l'impérialisme », le président Nguabi a cité la « baisse ou la régression de la production pétrolière au Congo », la « fermeture brusquée de certaines entreprises capitalistes » (le chef de l'État avait évoqué la veille, à ce propos, la compagnie française transnationale Mory et la Compagnie française des potasses du Congo), le « désengagement assez déloyal de certains partenaires au sein des compagnies mixtes » et surtout la « mauvaise foi dans l'application des lois d'État concernant les redevances pétrolières ».

Selon un quotidien de Djeddah

L'ARABIE SAOUDITE AUGMENTERAIT SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE DE 35 %

L'Arabie Saoudite va porter graduellement sa production de pétrole à 11,9 millions de barils par jour afin de faire face à la demande en 1977, affirme le quotidien en langue anglaise de Djeddah, Arab News, citant des « sources autorisées ».

Le journal précise que cette mesure est destinée à neutraliser les hausses de prix décidées par onze autres pays membres de l'OPEP lors de la conférence de Doha le 17 décembre. La production de l'Arabian American Oil Company (Aramco), qui fournit l'essentiel du pétrole saoudien, a atteint 8,8 millions de barils au mois de décembre ; l'augmentation de la production serait donc de 35 %.

La capacité de production théorique de l'Aramco est actuellement de 11,9 millions de barils par jour. La plupart des experts estiment cependant qu'une telle production ne pourrait être obtenue, sur une longue période, sans d'importants travaux. La capacité réelle de production de l'Aramco est, en général, évaluée entre 10 millions et 10,5 millions de barils par jour.

LES MARCHÉS

LONDRES

ÉTATS-UNIS

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

BOURSE DE PARIS - 31 DÉCEMBRE

LES MARCHÉS FINANCIERS

ÉTATS-UNIS

Optimisme prudent à Wall Street

New-York (Aéfi). — Les milieux boursiers américains ont raisonnablement optimistes pour 1977, tablant sur une hausse des cours qui ne sera pas nécessairement spectaculaire. De l'avis général, le recul de l'inflation se poursuivra et l'action de l'équipe Carter contribuera à établir rapidement un climat de confiance dans l'économie américaine. La politique du nouveau chef de l'exécutif américain pourrait également stimuler les espoirs d'une amélioration de la situation de l'emploi, ce qui ne manquera pas d'exercer un effet positif sur la Bourse.

Certains analystes vont jusqu'à évoquer la possibilité d'un franchissement du cap des 1 200 sur le Dow Jones des industriels. Rappelons à cet égard, que le record absolu remonte au 11 janvier 1929, date à laquelle le Dow s'élevait à 359,14.

Pour le vice-président d'Oppenheimer and Company Inc., l'optimisme connaît une croissance constante et progressive, sans résultats spectaculaires, et on peut s'attendre que la Bourse suivra la même évolution. Lui aussi estime que l'inflation restera.

Chez Merrill Lynch, le climat général est aussi à l'optimisme. Les analystes de la firme de courage prévoient que la croissance va s'accroître, soit d'elle-même, soit grâce aux mesures de stimulation gouvernementales qu'adopterait le nouveau gouvernement. Parallèlement, ils attendent que le marché s'orientera positivement à la hausse et que le Dow Jones pourra nettement dépasser les 1 200.

En revanche, les experts de Merrill Lynch craignent, en cas d'adoption d'une politique de forte stimulation, que celle-ci entraîne une aggravation de l'inflation, avec les conséquences négatives que cela suppose sur les valeurs. Ils considèrent toutefois que l'investissement continuera à se maintenir à un niveau satisfaisant.

En conclusion, les experts de Merrill Lynch estiment que la Bourse sera en mesure de résister à la hausse et que le Dow Jones pourra nettement dépasser les 1 200.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yens) ... 253 ... 252 8/5

LONDRES

Tous les marchés financiers et commerciaux britanniques ont chuté le 3 janvier. Ils rouvriront normalement leurs portes mardi 4 janvier.

Taux du marché monétaire

Effet privé ... 11 1/4 %

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, Base 100 : 31 déc. 1975.)

30 déc. 31 déc.

Valeurs françaises ... 80,9 ... 80,9

Valeurs étrangères ... 111 ... 111,6

C% DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1976.)

Indice général ... 83,5 ... 84

B. A. L. O.

Le B.A.L.O. du 3 janvier 1977 publie notamment les insertions suivantes :

Union de crédit pour le bâtiment. — Émission d'un emprunt de 300 millions de francs, représenté par 300 000 obligations de 1 000 F nominales (couverture 7 janvier 1977). Ces obligations rapporteront un intérêt annuel de 11,40 % et seront amortissables en sept ans au maximum à partir du 7 janvier 1980.

Société nationale des chemins de fer français. — Le S.N.C.F. pour un montant maximum de 300 millions de francs des bons à dix ans, dits « bons à long kilomètre 1977 ».

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

Société de développement régional de Normandie. — Émission de 100 000 actions nouvelles de 100 F nominal (couverture 7 janvier 1977).

VALEURS

| VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours |
|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|------------|---------------|---------------|
| Attentive (A) | 104 | 102 50 | Duc-Lapointe | 285 | 285 | Rassat S.A. | 420 | 420 | Savart | 185 | 185 |
| Attentive (B) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (A) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (B) | 185 | 185 |
| Attentive (C) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (B) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (C) | 185 | 185 |
| Attentive (D) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (C) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (D) | 185 | 185 |
| Attentive (E) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (D) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (E) | 185 | 185 |
| Attentive (F) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (E) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (F) | 185 | 185 |
| Attentive (G) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (F) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (G) | 185 | 185 |
| Attentive (H) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (G) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (H) | 185 | 185 |
| Attentive (I) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (H) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (I) | 185 | 185 |
| Attentive (J) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (I) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (J) | 185 | 185 |
| Attentive (K) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (J) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (K) | 185 | 185 |
| Attentive (L) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (K) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (L) | 185 | 185 |
| Attentive (M) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (L) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (M) | 185 | 185 |
| Attentive (N) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (M) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (N) | 185 | 185 |
| Attentive (O) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (N) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (O) | 185 | 185 |
| Attentive (P) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (O) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (P) | 185 | 185 |
| Attentive (Q) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (P) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (Q) | 185 | 185 |
| Attentive (R) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (Q) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (R) | 185 | 185 |
| Attentive (S) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (R) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (S) | 185 | 185 |
| Attentive (T) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (S) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (T) | 185 | 185 |
| Attentive (U) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (T) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (U) | 185 | 185 |
| Attentive (V) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (U) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (V) | 185 | 185 |
| Attentive (W) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (V) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (W) | 185 | 185 |
| Attentive (X) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (W) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (X) | 185 | 185 |
| Attentive (Y) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (X) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (Y) | 185 | 185 |
| Attentive (Z) | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (Y) | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | Savart (Z) | 185 | 185 |

MARCHÉ A TERME

| VALEURS | Cours précéd. | Précéd. cours | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Précéd. cours | Dernier cours | VALEURS | Cours précéd. | Précéd. cours | Dernier cours |
|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|---------------|
| Attentive (A) | 104 | 102 50 | 102 50 | Duc-Lapointe | 285 | 285 | 285 | Rassat S.A. | 420 | 420 | 420 |
| Attentive (B) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (A) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (C) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (B) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (D) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (C) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (E) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (D) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (F) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (E) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (G) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (F) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (H) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (G) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (I) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (H) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (J) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (I) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (K) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (J) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (L) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (K) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (M) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (L) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (N) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (M) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (O) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (N) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (P) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (O) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (Q) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (P) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (R) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (Q) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (S) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (R) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (T) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (S) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (U) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (T) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (V) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (U) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (W) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (V) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (X) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (W) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (Y) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (X) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |
| Attentive (Z) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | E.I.M. (Y) | 102 50 | 102 50 | 102 50 | Savart S.A. | 185 | 185 | 185 |

COTE DES CHANGES

| COTE DES CHANGES | | | | DES BILLETS | | MARCHÉ LIBRE DE L'OR | |
|------------------|--|--|--|-------------------|--|----------------------|--|
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | de 5 et 10 francs | | | |
| | | | | | | | |

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
 - Les contacts entre M. Faid et l'O.L.P. semblent avoir échoué au rapprochement.
- 2-3. EUROPE
 - ITALIE : « L'Europe » accuse le Vatican de se livrer à la spéculation immobilière.
 - ESPAGNE : nombreuses manifestations au Pays basque en faveur de l'amnistie.
4. AFRIQUE
 - RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : M. Vorster a adressé des vœux distincts à chacune des quatre communautés raciales.
4. AMÉRIQUES
 - PÉROU : Les milieux syndicaux et universitaires sont touchés par la répression.
5. POLITIQUE
 - M. et Mme Giscard d'Estaing ont passé le jour de l'an dans une famille du « quart monde ».
6. PRESSE
 - La disposition de E. Anicury, P.-D. G. du Parisien libéré.
6. AÉRONAUTIQUE
 - Sex business aux Etats-Unis.
7. EDUCATION
 - Les enfants d'immigrés à l'école maternelle.
- 8-9. JUSTICE
 - Après la mort de Jean de Broglie.
 - Non-lieu dans l'affaire du Canard enchaîné.
9. SPORTS
10. DÉFENSE

EUROPE

Pages 11 à 16

- La tiraille euro-arabe.
- Le pétrole comme monnaie d'échange.
- La seconde crise de l'énergie.
- Les investissements américains en Europe.

18-19. ARTS ET SPECTACLES

- CINÉMA : « Broadway Melody of 1940 », l'âge d'or du musical américain.
- EXPOSITIONS : Une collection d'objets d'art populaire à Reims.

22. LETTRES

- Mort de Charles Huguencour.

22. EQUIPEMENT ET REGIONS

- CORSE : L'année de la violence.

23. LA REGION PARISIENNE

- André Malraux chez Balthus à Nogent-sur-Marne, et place du Théâtre-Français.

24. LA VIE ECONOMIQUE

- LIBRE OPINION : « La publicité comparative est-elle nécessaire ? », par Robert Leduc.

LIRE EGAELEMENT

- RADIO-TELEVISION (18) : Annuaire classé (20 à 22) ; Anjou d'aujourd'hui (18) ; Carnet (22) ; « Journal officiel » (18) ; Météorologie (18) ; Mots croisés (18) ; Bourne (22).

15 000 SUICIDES PAR AN EN FRANCE

- Le 17 janvier 1977 ouverture d'un nouveau poste de secours téléphonique contre le désespoir et le suicide.
- S.O.S. AMITIE 857-31-31
- L'équipe recherche des bénévoles pour écouter.
- Sec. B.P. 111, 93178 BAGNOLET.

modules X

- mobiliers d'organisation entièrement modulaires

parlez ANGLAIS...

- LOGOS centre privé de formation
- 4 Villa Ornano 75018 PARIS TEL. 255.09.05
- TOURS TEL. 20.58.51
- NANTES TEL. 42.70.50
- ORLÉANS TEL. 68.24.50

Le numéro du « Monde »

- daté 2-3 janvier 1977 a été tiré à 427 639 exemplaires.

ceorges rech

- Soliste collection d'élites
- Georges Rech, homme
- 74, rue de Seine - Paris 6

LES CÉRÉMONIES DES VŒUX A L'ÉLYSÉE

<1977 doit être l'année du redressement économique> déclare M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu lundi matin 3 janvier, au palais de l'Élysée, les vœux des membres du gouvernement. Le premier ministre lui a déclaré notamment, selon le compte rendu qu'en a fait M. Jean-Philippe Leca, porte-parole de l'Élysée : « Ces vœux vont au président élu par le peuple français pour répondre de la stabilité de nos institutions, assurer la continuité dans la direction des affaires de notre pays, en défendre les intérêts supérieurs et permanents. »

M. Barre a rappelé l'objectif principal de l'action gouvernementale : « le redressement économique ». Il a indiqué : « Nous avons confiance dans les capacités du peuple français et, au-delà des agitations de surface, dans son bon sens, son patriotisme et sa volonté. » Après avoir analysé l'ensemble des actions que le gouvernement va entreprendre en différents domaines économiques et sociaux, le premier ministre a conclu : « Notre souhait le plus profond et notre vœu sont de vous aider, monsieur le président, à faire de la France, au cours de cette année 1977, une nation moderne, juste et résiliente. »

M. Giscard d'Estaing a notamment répondu : « 1977 doit être l'année du redressement de l'économie française. Le gouvernement a été chargé de mener à bien cette tâche. Il conduit la politique de redressement avec compétence et fermeté, sous l'autorité intelligente de M. Raymond Barre, de suite persuadé que l'année qui s'ouvre permettra de constater les résultats de ces efforts et de ceux auxquels il convie tous les Français. »

« Un gouvernement ne doit jamais disperser son action. Une fois qu'une priorité est établie, elle s'impose à tous, même si, bien entendu, un grand nombre de tâches de gestion doivent être poursuivies avec application et ouverture d'esprit. Le moment venu, les Français reconnaîtront ceux qui se seront consacrés à la solution de leurs vrais problèmes. »

Le président de la République a ensuite adressé ses vœux personnels au premier ministre et aux membres du gouvernement, ainsi qu'à leur famille.

Après la cérémonie, les ministres et secrétaires d'Etat ont gagné à pied le ministère de l'Intérieur, où un petit déjeuner leur était offert par M. Michel Poniatowski.

<Mon vœu le plus cher : l'unité des Français>

Dans sa réponse aux vœux présentés, en fin de matinée, au nom des corps constitués par M. Bernard Chevrel, vice-président du Conseil d'Etat, M. Giscard d'Estaing a notamment déclaré : « On peut espérer que la nation connaît, en 1977, un progrès vers la paix, notamment au Moyen-Orient, et un meilleur équilibre des ressources et des échanges. Mais de toute façon ce monde demeure un monde dur. Mon vœu le plus cher est que la France et les Français soient suffisamment unis pour affronter le temps présent et faire face à ses difficultés. Si le président de la République n'avait qu'un seul vœu à faire, ce serait celui de l'unité des Français. »

« Les objectifs sont tracés. Le premier, en fait, est le redressement économique. Tout le reste en dépend. Les dispositions nécessaires sont en place grâce à l'action ferme et éclairée de M. Raymond Barre et de son gouvernement. Les tout premiers effets, à notre perception, encore, apparaissent. Il s'agit de tenir le cap, d'appliquer sans défaillance ce qui a été décidé, bref, de faire preuve de cette volonté, sans laquelle rien de solide ne s'accomplit : obstination, endurance, ténacité. »

« L'autre objectif pour 1977 est la poursuite de notre progrès dans le respect des disciplines prioritaires du redressement économique. La tâche est essentielle. »

M. Giscard d'Estaing a conclu : « Il est essentiel qu'à travers votre action, votre comportement, celui de vos subordonnés, peu à peu une figure nouvelle de l'Etat se dégage. (...) L'opinion publique attend avec impatience cette nouvelle attitude de l'Etat et de son administration. Le gouvernement continuera une grande œuvre de son activité en 1977 à cette réforme du style d'action de l'Etat. »

MORT DU TÉNOR NOIR

ROLAND HAYES

Le ténor américain Roland Hayes est mort, samedi 1^{er} janvier, à Boston. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

[Né en Géorgie dans une famille d'anciens esclaves, le 3 juin 1887, il a été le premier artiste noir à se produire dans des pays étrangers. Il a été interprète de musique classique, et notamment des lieder allemands. Il a été membre du conseil d'administration internationale. Il a aussi largement contribué à faire découvrir les « spirituals » afro-américains en ouvrant la voie à des chanteurs comme Marian Anderson et Paul Robeson. Membre de l'Academy of Arts and Sciences, Roland Hayes a enseigné dans plusieurs universités américaines. Il avait vécu en retraite en 1974, après avoir donné son dernier concert à Boston.]

LATREILLE

LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

SOLDES ANNUELS

QUALITÉS IRREPROCHABLES PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. St-André-des-Arts - 6^e

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

parlez ANGLAIS...

LOGOS

centre privé de formation

4 Villa Ornano 75018 PARIS TEL. 255.09.05

TOURS TEL. 20.58.51

NANTES TEL. 42.70.50

ORLÉANS TEL. 68.24.50

M. RABIN EST CHARGÉ DE FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ISRAËLIEN

Jérusalem (A.F.P.). — M. Rabin a été chargé lundi 3 janvier par le chef de l'Etat, M. Katsir, de former le nouveau cabinet israélien, à la suite de la démission de la coalition gouvernementale. Il dispose à cette fin d'un délai renouvelable de vingt et un jours.

En fait, si, comme tout le laisse supposer, la Knesset décide entre temps sa dissolution et fixe la date des nouvelles élections, le gouvernement actuel demeurera en place pour expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du gouvernement issu des nouvelles élections.

UN ANCIEN MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNESCO EST ARRÊTÉ À PRAGUE

L'agence Reuter affirme tenir de source digne de foi à Vienne que l'ancien vice-ministre tchécoslovaque de la culture et délégué de son pays auprès de l'UNESCO, M. Joseph Grohman, a été arrêté il y a environ un mois, à l'aéroport de Prague, à son retour de Paris. Les raisons de cette arrestation ne sont pas connues, mais des rumeurs circulent selon lesquelles on reprocherait à M. Grohman de se livrer au trafic de devises.

[Dans les milieux de l'UNESCO, on déclare tout ignorer de cette arrestation. M. Grohman, adjoint-tour, n'a jamais été accusé à l'UNESCO en tant que délégué permanent, mais, de 1963 à 1974, il a fait partie du conseil exécutif de l'Organisation, dont les membres sont élus par la conférence générale.]

BAISSE DU DOLLAR

La baisse du dollar, interrompue les jours précédents, a repris lundi sur tous les marchés des changes. Le cours de la monnaie américaine est tombé à Paris de 4,959 F à 4,942 F, et à Francfort, de 2,369 DM à 2,343 DM.

La tenue du franc est restée satisfaisante, notamment vis-à-vis du deutschemark, qui valait 2,105 F contre 2,106 vendredi.

Ancien dirigeant syndicaliste et ministre du travail à Vichy

René Belin est mort

Nous apprenons la mort de René Belin, ancien ministre du travail dans les premiers gouvernements de Vichy, décédé à son domicile de Lorrez-le-Bocage (Seine-et-Marne) le 1^{er} janvier. Les obsèques auront lieu à Lorrez le mercredi 5 janvier.

De la C.G.T. au régime de Pétain

Autodidacte, syndicaliste passionné, René Belin, homme de gauche, fut ministre, puis secrétaire d'Etat de Vichy. Il démissionna tôt et rentra dans l'ombre. Mais le souvenir de la « trahison » de l'ancien secrétaire général adjoint de la C.G.T. a souvent pesé, après la guerre, sur le mouvement syndicaliste.

Né à Bourges en 1886, René Belin quitta l'école à douze ans et demi. Il devint garçon de bureau et, à quatorze ans, facteur auxiliaire des P.T.T. Rattaché à quinze ans, il passa l'un après l'autre les concours de son administration, devint rédacteur principal. Entre temps, il avait été mobilisé dans le génie et de qui lui apparut comme chef du central téléphonique de Constantinople.

Secrétaire du syndicat des P.T.T. de Lyon, il organise une grève, passe en conseil de discipline et il est révoqué. Il devient secrétaire général du syndicat des P.T.T. en 1930. A trente-sept ans, en 1935, il est secrétaire général adjoint de la centrale syndicale. Essentiellement attaché au mouvement syndical et à son indépendance, il lutte contre tout ce qui lui apparaît comme une exploitation politique par le parti communiste, et fonde, en 1933, l'hebdomadaire Syndicats, où il soutient ses thèses.

En juin 1940, il donne sa démission du bureau confédéral. Le 13 juillet, Laval l'envoie chercher dans le village du Sud-Ouest où il s'est réfugié, pour le nommer secrétaire général du ministère du travail. Belin montre peu d'enthousiasme, ce qui n'empêche pas Laval de le faire nommer sur-le-champ par le maréchal Pétain ministre de la production industrielle et du travail. Le président du conseil cherche ainsi à donner à son gouvernement, entièrement composé d'hommes de droite et de techniciens, une caution de gauche.

En juin 1940, il donne sa démission du bureau confédéral. Le 13 juillet, Laval l'envoie chercher dans le village du Sud-Ouest où il s'est réfugié, pour le nommer secrétaire général du ministère du travail. Belin montre peu d'enthousiasme, ce qui n'empêche pas Laval de le faire nommer sur-le-champ par le maréchal Pétain ministre de la production industrielle et du travail. Le président du conseil cherche ainsi à donner à son gouvernement, entièrement composé d'hommes de droite et de techniciens, une caution de gauche.

René Belin collabora au Bulletin de Paris, aujourd'hui disparu. Retiré à Lorrez-le-Bocage, en Seine-et-Marne, il en avait été maire de 1953 à 1965.

Des mesures sociales

En juin 1940, il donne sa démission du bureau confédéral. Le 13 juillet, Laval l'envoie chercher dans le village du Sud-Ouest où il s'est réfugié, pour le nommer secrétaire général du ministère du travail. Belin montre peu d'enthousiasme, ce qui n'empêche pas Laval de le faire nommer sur-le-champ par le maréchal Pétain ministre de la production industrielle et du travail. Le président du conseil cherche ainsi à donner à son gouvernement, entièrement composé d'hommes de droite et de techniciens, une caution de gauche.

René Belin collabora au Bulletin de Paris, aujourd'hui disparu. Retiré à Lorrez-le-Bocage, en Seine-et-Marne, il en avait été maire de 1953 à 1965.

Non-lieu pour les écoutes du « Canard enchaîné »

M. Hubert Pinnseau, juge d'instruction à Paris, a rendu le mercredi 29 décembre une ordonnance de non-lieu dans l'affaire dite des écoutes du « Canard enchaîné ».

Cette ordonnance, longue de dix-neuf pages, a été signifiée le lendemain, et M. Roland Dumas, avocat de l'hebdomadaire, a indiqué ce lundi 3 janvier qu'il avait fait appel dans le délai de trois jours imparti par la loi.

M. Pinnseau rappelle d'abord qu'il a été saisi d'une plainte contre X pour « violations de domiciles et de lettres d'écrites », le 4 décembre 1973, c'est-à-dire au matin même suivant la nuit durant laquelle M. Escaro, administrateur des Editions Mareschal — Canard enchaîné — avait eu « son attention attirée par la présence de trois agents de police en uniforme et munis d'appareils radio-solides, en stationnement devant la porte cochère de l'immeuble sis 173, rue Saint-Hippolyte et à l'angle des rues des Pyramides et de l'Échelle ».

M. Escaro avait également constaté de la lumière au troisième étage de l'immeuble où se trouvaient les bureaux du journal. De même que, « pénétrant à l'intérieur des locaux, il entendit des individus parler à haute voix, et qu'il se trouva bientôt en présence d'un individu en civil qui l'interrogea sur l'objet de sa visite ».

Dans sa longue ordonnance, M. Pinnseau rappelle que le ma-

gistrat instructeur s'est rendu sur place les 5, 7, 8 et 14 décembre 1973, qu'il a obtenu par confidences à divers experts plusieurs missions d'investigation portant sur les objets trouvés dans les locaux. Quant à la recherche des témoins, le magistrat indique qu'elle a été systématique, tout comme il l'a été avec rigueur et minutie les renseignements recueillis dans le Canard Enchaîné, qu'il n'a pas point été portés préalablement à sa connaissance.

« Pas de charges suffisantes »

M. Pinnseau fait ensuite l'historique des conditions dans lesquelles il a cherché à obtenir le témoignage des collaborateurs de la D.S.T. mis en cause par l'hebdomadaire, longue de dix-neuf pages, a été signifiée le lendemain, et M. Roland Dumas, avocat de l'hebdomadaire, a indiqué ce lundi 3 janvier qu'il avait fait appel dans le délai de trois jours imparti par la loi.

M. Pinnseau rappelle d'abord qu'il a été saisi d'une plainte contre X pour « violations de domiciles et de lettres d'écrites », le 4 décembre 1973, c'est-à-dire au matin même suivant la nuit durant laquelle M. Escaro, administrateur des Editions Mareschal — Canard enchaîné — avait eu « son attention attirée par la présence de trois agents de police en uniforme et munis d'appareils radio-solides, en stationnement devant la porte cochère de l'immeuble sis 173, rue Saint-Hippolyte et à l'angle des rues des Pyramides et de l'Échelle ».

M. Escaro avait également constaté de la lumière au troisième étage de l'immeuble où se trouvaient les bureaux du journal. De même que, « pénétrant à l'intérieur des locaux, il entendit des individus parler à haute voix, et qu'il se trouva bientôt en présence d'un individu en civil qui l'interrogea sur l'objet de sa visite ».

Dans sa longue ordonnance, M. Pinnseau rappelle que le ma-

gistrat instructeur s'est rendu sur place les 5, 7, 8 et 14 décembre 1973, qu'il a obtenu par confidences à divers experts plusieurs missions d'investigation portant sur les objets trouvés dans les locaux. Quant à la recherche des témoins, le magistrat indique qu'elle a été systématique, tout comme il l'a été avec rigueur et minutie les renseignements recueillis dans le Canard Enchaîné, qu'il n'a pas point été portés préalablement à sa connaissance.

« Pas de charges suffisantes »

M. Pinnseau fait ensuite l'historique des conditions dans lesquelles il a cherché à obtenir le témoignage des collaborateurs de la D.S.T. mis en cause par l'hebdomadaire, longue de dix-neuf pages, a été signifiée le lendemain, et M. Roland Dumas, avocat de l'hebdomadaire, a indiqué ce lundi 3 janvier qu'il avait fait appel dans le délai de trois jours imparti par la loi.

M. Pinnseau rappelle d'abord qu'il a été saisi d'une plainte contre X pour « violations de domiciles et de lettres d'écrites », le 4 décembre 1973, c'est-à-dire au matin même suivant la nuit durant laquelle M. Escaro, administrateur des Editions Mareschal — Canard enchaîné — avait eu « son attention attirée par la présence de trois agents de police en uniforme et munis d'appareils radio-solides, en stationnement devant la porte cochère de l'immeuble sis 173, rue Saint-Hippolyte et à l'angle des rues des Pyramides et de l'Échelle ».

M. Escaro avait également constaté de la lumière au troisième étage de l'immeuble où se trouvaient les bureaux du journal. De même que, « pénétrant à l'intérieur des locaux, il entendit des individus parler à haute voix, et qu'il se trouva bientôt en présence d'un individu en civil qui l'interrogea sur l'objet de sa visite ».

Dans sa longue ordonnance, M. Pinnseau rappelle que le ma-

Le Monde

LES CÉRÉMONIES DES VŒUX A L'ÉLYSÉE

<1977 doit être l'année du redressement économique> déclare M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu lundi matin 3 janvier, au palais de l'Élysée, les vœux des membres du gouvernement. Le premier ministre lui a déclaré notamment, selon le compte rendu qu'en a fait M. Jean-Philippe Leca, porte-parole de l'Élysée : « Ces vœux vont au président élu par le peuple français pour répondre de la stabilité de nos institutions, assurer la continuité dans la direction des affaires de notre pays, en défendre les intérêts supérieurs et permanents. »

M. Barre a rappelé l'objectif principal de l'action gouvernementale : « le redressement économique ». Il a indiqué : « Nous avons confiance dans les capacités du peuple français et, au-delà des agitations de surface, dans son bon sens, son patriotisme et sa volonté. » Après avoir analysé l'ensemble des actions que le gouvernement va entreprendre en différents domaines économiques et sociaux, le premier ministre a conclu : « Notre souhait le plus profond et notre vœu sont de vous aider, monsieur le président, à faire de la France, au cours de cette année 1977, une nation moderne, juste et résiliente. »

M. Giscard d'Estaing a notamment répondu : « 1977 doit être l'année du redressement de l'économie française. Le gouvernement a été chargé de mener à bien cette tâche. Il conduit la politique de redressement avec compétence et fermeté, sous l'autorité intelligente de M. Raymond Barre, de suite persuadé que l'année qui s'ouvre permettra de constater les résultats de ces efforts et de ceux auxquels il convie tous les Français. »

« Un gouvernement ne doit jamais disperser son action. Une fois qu'une priorité est établie, elle s'impose à tous, même si, bien entendu, un grand nombre de tâches de gestion doivent être poursuivies avec application et ouverture d'esprit. Le moment venu, les Français reconnaîtront ceux qui se seront consacrés à la solution de leurs vrais problèmes. »

Le président de la République a ensuite adressé ses vœux personnels au premier ministre et aux membres du gouvernement, ainsi qu'à leur famille.

Après la cérémonie, les ministres et secrétaires d'Etat ont gagné à pied le ministère de l'Intérieur, où un petit déjeuner leur était offert par M. Michel Poniatowski.

<Mon vœu le plus cher : l'unité des Français>

Dans sa réponse aux vœux présentés, en fin de matinée, au nom des corps constitués par M. Bernard Chevrel, vice-président du Conseil d'Etat, M. Giscard d'Estaing a notamment déclaré : « On peut espérer que la nation connaît, en 1977, un progrès vers la paix, notamment au Moyen-Orient, et un meilleur équilibre des ressources et des échanges. Mais de toute façon ce monde demeure un monde dur. Mon vœu le plus cher est que la France et les Français soient suffisamment unis pour affronter le temps présent et faire face à ses difficultés. Si le président de la République n'avait qu'un seul vœu à faire, ce serait celui de l'unité des Français. »

« Les objectifs sont tracés. Le premier, en fait, est le redressement économique. Tout le reste en dépend. Les dispositions nécessaires sont en place grâce à l'action ferme et éclairée de M. Raymond Barre et de son gouvernement. Les tout premiers effets, à notre perception, encore, apparaissent. Il s'agit de tenir le cap, d'appliquer sans défaillance ce qui a été décidé, bref, de faire preuve de cette volonté, sans laquelle rien de solide ne s'accomplit : obstination, endurance, ténacité. »

« L'autre objectif pour 1977 est la poursuite de notre progrès dans le respect des disciplines prioritaires du redressement économique. La tâche est essentielle. »

M. Giscard d'Estaing a conclu : « Il est essentiel qu'à travers votre action, votre comportement, celui de vos subordonnés, peu à peu une figure nouvelle de l'Etat se dégage. (...) L'opinion publique attend avec impatience cette nouvelle attitude de l'Etat et de son administration. Le gouvernement continuera une grande œuvre de son activité en 1977 à cette réforme du style d'action de l'Etat. »

MORT DU TÉNOR NOIR

ROLAND HAYES

Le ténor américain Roland Hayes est mort, samedi 1^{er} janvier, à Boston. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

[Né en Géorgie dans une famille d'anciens esclaves, le 3 juin 1887, il a été le premier artiste noir à se produire dans des pays étrangers. Il a été interprète de musique classique, et notamment des lieder allemands. Il a été membre du conseil d'administration internationale. Il a aussi largement contribué à faire découvrir les « spirituals » afro-américains en ouvrant la voie à des chanteurs comme Marian Anderson et Paul Robeson. Membre de l'Academy of Arts and Sciences, Roland Hayes a enseigné dans plusieurs universités américaines. Il avait vécu en retraite en 1974, après avoir donné son dernier concert à Boston.]

LATREILLE

LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

SOLDES ANNUELS

QUALITÉS IRREPROCHABLES PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. St-André-des-Arts - 6^e

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

parlez ANGLAIS...

LOGOS

centre privé de formation

4 Villa Ornano 75018 PARIS TEL. 255.09.05

TOURS TEL. 20.58.51

NANTES TEL. 42.70.50

ORLÉANS TEL. 68.24.50

M. RABIN EST CHARGÉ DE FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ISRAËLIEN

Jérusalem (A.F.P.). — M. Rabin a été chargé lundi 3 janvier par le chef de l'Etat, M. Katsir, de former le nouveau cabinet israélien, à la suite de la démission de la coalition gouvernementale. Il dispose à cette fin d'un délai renouvelable de vingt et un jours.

En fait, si, comme tout le laisse supposer, la Knesset décide entre temps sa dissolution et fixe la date des nouvelles élections, le gouvernement actuel demeurera en place pour expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du gouvernement issu des nouvelles élections.

UN ANCIEN MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNESCO EST ARRÊTÉ À PRAGUE

L'agence Reuter affirme tenir de source digne de foi à Vienne que l'ancien vice-ministre tchécoslovaque de la culture et délégué de son pays auprès de l'UNESCO, M. Joseph Grohman, a été arrêté il y a environ un mois, à l'aéroport de Prague, à son retour de Paris. Les raisons de cette arrestation ne sont pas connues, mais des rumeurs circulent selon lesquelles on reprocherait à M. Grohman de se livrer au trafic de devises.

[Dans les milieux de l'UNESCO, on déclare tout ignorer de cette arrestation. M. Grohman, adjoint-tour, n'a jamais été accusé à l'UNESCO en tant que délégué permanent, mais, de 1963 à 1974, il a fait partie du conseil exécutif de l'Organisation, dont les membres sont élus par la conférence générale.]

BAISSE DU DOLLAR

La baisse du dollar, interrompue les jours précédents, a repris lundi sur tous les marchés des changes. Le cours de la monnaie américaine est tombé à Paris de 4,959 F à 4,942 F, et à Francfort, de 2,369 DM à 2,343 DM.

La tenue du franc est restée satisfaisante, notamment vis-à-vis du deutschemark, qui valait 2,105 F contre 2,106 vendredi.

Ancien dirigeant syndicaliste et ministre du travail à Vichy